

# EVALUATION EXTERNE FIN DE PROGRAMME QUINQUENAL MALI

**Rapport Final** 



Avec l'assistance technique du cabinet Ingénierie Internationale en Décentralisation et Développement local (21D Sarl)

Email: cabinet2id@gmail.com

Janvier 2022

## TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHIQUES	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
I. INTRODUCTION	13
1.1. RAPPEL DES OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION	
II. PRESENTATION SOMMAIRE DU PA 17-21	
2.1. RAPPEL DE L'OUTCOME DU PROJET	
2.2. RAPPEL DES RÉSULTATS DU PROJET	
2.3. ZONE DE COUVERTURE DU PROJET ET CIBLES	
2.4. Partenaires et sources de financement du projet	
III. MÉTHODOLOGIE	15
3.1. Phase préparatoire :	15
3.1.1. Cadrage de la mission et validation des outils	
3.1.2. Revue documentaire	
3.1.3. Echantillonnage	
3.1.4. Outils de collecte de données	16
3.1.5. Validation de la note méthodologique	16
3.2. Phase de collecte de données primaires	
3.1.1. Mobilisation des ressources	
3.1.2. Méthode de collecte de données	
3.1.3. Collecte de données/restitution à chaud	
3.3. Phase de traitement et analyse des données	
IV. PRINCIPAUX RESULTATS/CONSTATS	
4.1. ANALYSE DE LA PERTINENCE	
4.1.1. Pertinence par rapport aux attentes des collectivités territoriales	
4.1.2. Pertinence par rapport aux politiques nationales en lien avec le développement rural	
4.1.3. Pertinence par rapport à la Loi d'Orientation Agricole (LOA)	
4.1.4. Pertinence par rapport à la Politique de Développement Agricole (PDA)	
4.1.5. Pertinence par rapport à la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PolNSAN)	
4.1.6. Pertinence par rapport à la Politique Nationale de Changement Climatique (PNCC) 4.1.7. Pertinence par rapport aux Priorités résilience pays (PRP-AGIR)	
4.1.8. Pertinence par rapport aux pesoins des communautés et institutionnels	
4.2. ANALYSE DE LA COMPLÉMENTARITÉ/COHÉRENCE	
4.2.1. Analyse de la valeur ajoutée de la collaboration avec les services techniques décentralisés de l'Etat	
4.2.2. Niveau de collaboration avec les autres partenaires	
4.2.3. Cohérence par rapport aux stratégies de la Croix Rouge Malienne (CRM)	
4.2.4. Cohérence par rapport aux stratégies de la Croix Rouge Belge (CRB)	
4.3. ANALYSE DE LA STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PROJET	
4.3.1. Stratégie globale de mise en œuvre du projet : coordination du projet, ancrage institutionnel	
4.3.2. Stratégie d'exécution terrain	
4.3.3. Analyse/ Pertinence des stratégies utilisées dans l'intervention	
4.4. ANALYSE DE LA LOGIQUE D'INTERVENTION	
4.4.1. Analyse de la logique verticale (Pertinence des objectifs, des résultats attendus et activités	
4.4.2. Analyse de la logique horizontale (indicateurs et hypothèses)	33

4.4.3. Analyse et gestion des risques	
4.5. Analyse de l'efficacité	35
4.5.1. Bilan de réalisation du résultat 1	35
4.5.2. Bilan de réalisation du résultat 2	40
4.5.3. Bilan de réalisation du Résultat 3	42
4.5.4. Bilan de réalisation du Résultat 4	
4.5.5. Bilan synthèse du niveau de réalisation des résultats	47
4.5.6. Niveau d'atteinte des indicateurs du R1	48
4.5.7. Niveau d'atteinte des indicateurs du R2	51
4.5.8. Niveau d'atteinte des indicateurs du R3	54
4.5.9. Niveau d'atteinte des indicateurs du R4	56
4.5.10. Analyse du niveau d'atteinte des indicateurs d'objectif	58
4.5.11. Analyse de la Théorie du Changement TOC	60
4.5.12. Apprentissage et redevabilité	
4.6. ANALYSE DE L'EFFICIENCE	
4.6.1. ANALYSE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	64
4.6.2. ANALYSE DE LA GESTION DES RESSOURCES MATÉRIELLES	65
4.6.3. ANALYSE DE LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES	65
4.6.4. Analyse du coût/efficacité	66
4.7. Analyse de l'impact à long terme	66
4.7.1. IMPACT DU PROJET SUR L'AMÉLIORATION DURABLE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA DIVERSIFICATION	66
4.7.2. IMPACT DU PROJET SUR LE DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE LA CRM (NIVEAU CENTRAL, RÉGIONAL ET LOCAL)	66
4.7.3. EFFETS DURABLES POSITIFS	
4.7.4. EFFETS DURABLES DIRECT/INDIRECTS	67
4.8. Analyse de la durabilité	
4.8.1. Durabilité technique	
4.8.2. Durabilité financière	
4.8.3. Durabilité sociale	
4.8.4. Durabilité au niveau environnemental	
4.9. CONTRIBUTION AU CSC ET COMPLÉMENTARITÉS/SYNERGIES AVEC AUTRES ACTEURS	
4.9.1. CONTRIBUTION AUX CIBLES STRATÉGIQUES DU CSC	
4.9.2. CONCRÉTISATION DES SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉS	
4.10. ANALYSE DES THÈMES TRANSVERSAUX	
4.10.1. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE	
4.10.2. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	
CONCLUSION/RECOMMANDATIONS	77
BIBLIOGRAPHIE	79
ANNEXES	80

#### **SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

**2ID** : Ingénierie Internationale en Décentralisation et Développement local

AC : Adaptation Climatique

**AGR** : Activité Génératrice de Revenu

ANJE : Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant

BAB : Banque Aliment Bétail
BC : Banque de Céréale
CC : Changement Climatique

**CDRT** : Equipe Communale de Réponse aux Catastrophes

CMS : Comité mixte de supervision
CPN : Consultation Prénatale
CPON : Consultation Post-Natale

**CR** : Croix Rouge

CRB : Croix Rouge de Belge
 CRM : Croix Rouge Malienne
 CSC : Cadre Stratégie Commun

**CSCOM** : Centre de santé communautaire

**DGD** : Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire

**ECR** : Engagement Communautaire et Redevabilité

**ENSAN** : Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

**EVC** : Evaluation de Vulnérabilité et de Capacité **FEFA** : Femme Enceinte et Femme Allaitante

FICR : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

IRA : Infection Respiratoire Aiguë
LOA : Loi d'Orientation Agricole

MICR : Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

ONG : Organisation Non GouvernementaleOSC : Organisation de la Société Civile

PA : Plan d'Action

PDA : Politique de Développement Agricole

PDSEC : Plan de Développement Social, Economique et Culturel

**PFE**: Pratique Familiale Essentielle

**PM** : Périmètre Maraîcher

**PNCC** : Politique Nationale de Changement Climatique

**POISAN** : Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

**PRP-AGIR**: Priorités Résilience Pays

**PSSBC**: Premiers Secours et Santé à Base Communautaire

RNA : Régénération Naturelle Assistée
RRC : Réduction de Risque de Catastrophe

**SMART** : Enquête Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Rétrospective

ST : Service Technique
TOC : Théorie du Changement

VAD : Visite à Domicile

**VSF/ICD**: Vétérinaire Sans Frontière / Initiatives – Conseils – Développement

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Echantillon des acteurs à interviewer	15
Tableau 2 : Pertinence du projet par rapport à la Loi d'Orientation Agricole	18
Tableau 3 : Pertinence du projet par rapport à la Politique de Développement Agricole (PDA)	19
Tableau 4 : Pertinence par rapport à la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	20
Tableau 5 : Pertinence par rapport à la Politique Nationale de Changement Climatique	21
Tableau 6 : Pertinence par rapport aux Priorités résilience pays (PRP-AGIR)	22
Tableau 7 : Types de partenariat, rôle/responsabilités et limites	24
Tableau 8 : Niveau de collaboration avec les autres partenaires	25
Tableau 9 : Cohérence par rapport aux stratégies de la Croix Rouge Malienne (CRM)	27
Tableau 10 : Cohérence par rapport aux stratégies de la Croix Rouge Belge	28
Tableau 11 : Forces/faiblesses des stratégies utilisées dans la mise en œuvre du projet	31
Tableau 12 : Analyse et gestion des risques	34
Tableau 13 : Bilan synthèse du taux d'exécution des activités du résultat 1	40
Tableau 14 : Bilan synthèse du taux d'exécution des activités du résultat 2	42
Tableau 15 : Bilan synthèse du taux d'exécution des activités du résultat 3	44
Tableau 16 : Bilan synthèse du taux d'exécution des activités du résultat 4	47
Tableau 17 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 1	48
Tableau 18 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 2	51
Tableau 19 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 3	54
Tableau 20 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 4	56
Tableau 21 : Niveau d'atteinte de l'indicateur de l'outcome	58
Tableau 22 : Matériels et équipements du projet	65
Tableau 23 : Taux d'exécution financière	66
Tableau 24 : Contribution aux cibles stratégiques du CSC	69
Tableau 25 : Analyse des forces et faiblesses du projet	72
Tableau 26 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des réalisations physiques	73
Tableau 27 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des activités de renforcement des capacités	74
Tableau 28 : Principales bonnes pratiques du proiet	76

### LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Niveau de réalisation des résultats du PA 17-21	48
Graphique 2 : Evolution des proportions des ménages par rapport à leur production agricole	49
Graphique 3 : Evolution du pourcentage des ménages par rapport à leur production animalière	50
Graphique 4 : Evolution du pourcentage des ménages par rapport à leur Production maraîchère	50
Graphique 5 : Evolution de la diversité alimentaire de la Baseline à l'Endline	51
Graphique 6 : Connaissance des risques et mesures de mitigation	52
Graphique 7 : Brigade de surveillance forestière bien structurée et active	53
Graphique 8 : Taux de pratique de protection et de restauration de l'environnement	53
Graphique 9 : Taux de Progression des femmes soutenues dans l'application des pratiques essentielles	55
Graphique 10 : Connaissance et pratique des PFE	55
Graphique 11: Niveau d'évolution des différentes pratiques familiales essentielles pris individuellement	56
Graphique 12 : Comités locaux en mesure de suivre les villages ciblés et de les appuyer techniquement	57
Graphique 13 : Agents des services techniques et des collectivités formés connaissant les différentes	57
Graphique 14 : Période de soudure est réduite de 6 à 3 mois	58
Graphique 15: Moins de 15 % ont recours à des stratégies négatives d'adaptations	59
Graphique 16: Niveau de capacité des communautés à anticiper et à réduire l'impact des risques	59

#### RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le projet « renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique dans 18 villages des cercles de Koulikoro et de Tominian» vise à renforcer la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique.

Il est mis en œuvre par CRM dans **18 villages de** 5 communes du cercle de Koulikoro et de la commune de Tominian dans le cercle de Tominian et couvre la période 2017-2021.

Le dispositif de Suivi et Evaluation mis en place a prévu la réalisation d'une évaluation finale afin de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs du projet ainsi que ses premiers effets/impacts sur les groupes cibles, mais aussi et surtout d'analyser la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'impact, la Contribution au CSC et les guestions transversales (Genre, Environnement, etc.).

Pour mener l'évaluation externe de redevabilité du Plan d'Action (PA) quinquennal (2017-21), le cabinet **Ingénierie Internationale en Décentralisation et Développement local (2ID)**retenu à cet effet, a adopté une démarche méthodologique participative en quatre phases : (i) **Ia phase préparatoire** destinée à la réunion de cadrage de la mission avec le commanditaire, la revue documentaire, l'échantillonnage, la conception et la validation des outils de collecte de données ; (ii) une **phase de collecte de données sur le terrain**, faite de quatre (4) principales étapes : la mobilisation des ressources humaines, la formation des enquêteurs, la collecte des données et le suivi de la collecte des données ; (iii) une **phase de traitement et analyse des données** collectées et de rapportage.

#### Cette démarche a permis d'obtenir les résultats suivants :

**Pertinence**: Au regard des insuffisances/faiblesses recensées à travers les EVC, la pertinence du projet est avérée et répond aux besoins des communautés. L'outcome du projet s'insère parfaitement dans la LOA dans ces titres III, IV et V, il s'inscrit dans les Piliers 1 à 3 des Priorités résilience pays. Le projet s'inscrit aussi dans la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PolSAN) dans ces axes stratégiques 1, 2 et 3. Le projet concorde avec l'objectif global de la politique Nationale de Changement Climatique (PNCC). En somme, la stratégie du projet est conforme aux orientations politiques de l'Etat en matière de renforcement des communautés face aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les entretiens avec les acteurs confirment la pertinence des activités par rapport à leurs besoins.

Complémentarité/cohérence: Eu égard aux résultats de ces analyses, le projet est cohérent avec les priorités nationales au Mali. Il est en accord avec les priorités des communautés bénéficiaires et les politiques nationaux, avec la stratégie d'intervention de la CRB et de la CRM. Donc, le choix des actions du projet et de sa zone d'intervention sont jugés pertinents. Globalement, la CRM/CRB gagnerait à opérationnaliser la synergie autour des acteurs évoluant dans le même domaine et ayant les mêmes cibles, de prendre en compte les aspects opérationnels et de garantir un fond commun pour la synergie depuis la conception des projets. Cela contribuerait à l'efficience à travers l'intervention selon la qualification/spécialisation de chaque ONG partenaire.

Efficacité: Le Bilan d'exécution de l'ensemble des activités du projet est satisfaisant avec un taux d'exécution de 99%. La quasi-totalité des activités du projet ont été exécutées en termes d'effectivité et d'efficacité. Au niveau du résultat 2 la non atteinte du taux d'exécution s'explique par le fait que le comité de brigade de surveillance de Sirakoroni n'a pas été mis en place sur les 11 prévus car l'exploitation du charbon est la principale AGR de la localité mais un accord a été arrêté avec la protection des espèces protégées (mise en défens). Le niveau de réalisation du R4 n'est pas atteint à 100%, cela s'explique par la non tenue de l'atelier de suivi semestriel du Comité mixte de supervision (CMS) à cause de la COVID-19. Les entretiens avec les bénéficiaires témoignent de leur satisfaction avec les activités dont ils ont bénéficié. Le niveau d'atteinte des indicateurs de résultats est satisfaisant et cela a permis l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la résilience aux chocs environnementaux des populations des villages ciblés, le renforcement des capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé et des capacités de la CRM et des acteurs locaux pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience. Le niveau d'atteinte des différents résultats a permis au projet de contribuer à la résilience de la communauté face aux effets du changement climatique dans les 18 villages des cercles de Koulikoro et de Tominian.

**Efficience**: Le projet a été exécuté avec efficience à travers la bonne gestion des ressources humaines, matérielles et financières (Le ratio coût efficacité global est donc égal à 97/99 = 0,97 inférieur à 1 ce qui signifie que le projet a été efficient). Les ressources humaines sont constituées de 3 types de personnels. Il s'agit entre autre du personnel employé à temps plein, à temps partiel, non prise en charge mais impliqués dans la mise en

ceuvre (Equipe cadre de CRM niveau national et régional et les volontaires). La mobilisation de tout ce personnel s'explique par la multisectorialité du projet. Il était donc nécessaire de minimiser les coûts afin d'être efficient en maintenant l'équipe projet à temps plein. Les appels d'offres ont permis de jouer sur les prix en choisissant le mieux ou le moins disant. Cette procédure a permis de faire des économies d'échelle. L'implication des volontaires a permis de réduire les frais de fonctionnement du personnel et d'orienter plus de ressources vers les investissements. Cette approche a ses limites par rapport à la fidélisation des volontaires dans le long terme. Il serait logique de trouver des mécanismes de motivation afin de les fidéliser. Néanmoins, le projet a accusé un retard depuis le démarrage. Ce retard s'explique à la fois par le déploiement de l'équipe projet à Koulikoro et l'acquisition de moyens de déplacement, des insuffisances en planification opérationnelle. Des ajustements ont permis de rattraper le retard.

#### Effets /Impacts:

#### Effets durables positifs

- Appropriation et pratiques des AGR par les bénéficiaires (maraîchage, Embouche, élevage, etc.) ont permis l'amélioration des revenus des ménages vulnérables;
- Changement de comportement des femmes allaitantes et les femmes enceintes entraînant une réduction des cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les FEFA due à la promotion des bonnes pratiques PFE (Allaitement maternel exclusif et alimentation de complément à la bonne période, Consultation prénatale, prévention du paludisme, Vaccin des enfants à jour, lavage des mains aux savons aux moments clés);
- Changement de comportement entrainant une réduction des cas de maladies liées au manque d'hygiène (Paludisme, IRA/pneumonie, Maladies diarrhéiques, Maladie de la peau, Otite/conjonctivite, etc.)
- Appropriation des mécanismes de gestion par les comités entraînant une dynamique amorcée vers l'autonomisation financière de certains comités (BC, AGR/Kit évènement, etc.) par la promotion et la pratique d'AGR;
- Maîtrise et appropriation des techniques de prévention de la malnutrition par l'utilisation de la bouillie enrichie et la valorisation des produits locaux (Moringa, patate, etc.) ;
- Appropriation et application des nouvelles techniques ECOFERME de production par les communautés bénéficiaires ont permis d'emblaver environ 815 ha pour les céréales et 70 ha pour le niébé emblavées pour les parcelles d'adoptions des techniques ECOFERME;
- Maîtrise et appropriation des techniques de production des semences améliorées par 55 volontaires communautaires, 2 membres du comité CRM de Koulikoro et 4 membres de l'équipe ont été formés et recyclés dans la production des semences.

#### Effets durables direct/indirects

- L'AGR kit évènementiel de Tominian a suscité le développement de 3 AGR Kit évènement par la communauté dans la localité de Tominian identique à celle du comité local Croix Rouge de Tominian.
- Maîtrise et partage d'expérience par un certain nombre de volontaires ont permis de formés6 personnes dont 4 dans les villages du cercle de Dioïla, 1 à Bamako et 1 dans la commune de Nyamina) en technique d'embouche (zone non bénéficiaire du projet)entrainant une amélioration de leur source de revenu ;
- Maîtrise des techniques de protection de l'environnement avec la mise en place des brigades de surveillance forestière a permis des réductions des feux de brousses (20 feux maîtrisés), de la coupe abusive de bois, de la consommation de bois de chauffe avec l'utilisation des foyers améliorés;
- Maitrise de la production de plant par les 17 pépiniéristes ont permis de faire le reboisement de 16 901 arbres plantés) dont le taux de survie est de 50%;
- l'importance de la gestion et la protection de l'environnement face aux effets de changement climatique est une évidence dans les deux cercles en particulier dans les zones à forte production de charbon avec environ avec environ 7 mises en défens (accord de protection des espèces d'arbre protégés) dans 4 villages).

## Impact du projet sur l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et de la diversification de la consommation au bout de 5 ans :

- Amélioration induit sur la technicité de production et la productivité agricole, forestière et animalière (utilisation des semences améliorées (céréales et tomate d'hivernage); technique Zaï, micro-

dose, fumure organique, paille enrichie, aliment volaille et aliment poisson à base de produits locaux, noyaux de multiplicateurs de semences améliorées, technique de traitement du niébé, techniques d'assolement et de rotation, confection de diguettes, etc.)

- Amélioration de l'accessibilité des céréales et les denrées de première nécessité à travers la mise en place des BC et des BAB;
- Amélioration de la diversité alimentaire des ménages à travers une diversification dans la consommation des aliments riches en protéines (légumineuses, viandes, poisson, lait et produits laitiers et en vitamines A (légumes et fruits) en plus des céréales qui était l'alimentation de base.

#### Impact du projet sur le développement institutionnel de la CRM (niveau central, régional et local)

- Amélioration de la visibilité et forte adhésion de la communauté au mouvement CR;
- Renforcement de la crédibilité de la CR envers les autorités administratives, les STD, les collectivités et la communauté facilitant la mobilisation des volontaires ;
- Elargissement de la couverture géographique de la Croix rouge (structuration de la croix Rouge avec la mise en place et équipement de 13 comités au niveau village qui comptent 106 membres dont 32% de femmes);
- Existence d'un potentiel de volontaire communautaire ;
- Mise en place et renforcement de capacités de 4 nouveaux comités locaux dans les villages de Wan, Yasso, Timissa et Bènèna par le comité local de Tominian.

#### Durabilité :

#### Durabilité technique

- la maitrise et l'appropriation des technicités dans la production agricole, maraîchère et animalière ;
- la maîtrise et l'appropriation des techniques de la gestion et la protection de l'environnement (reboisement, foyers améliorés, RNA, mise en défens, production de plants, etc.) ;
- la maitrise du processus d'élaboration des plans de contingence par les collectivités et les communautés ;
- la maîtrise et utilisation des bonnes pratiques nutritionnelles, premiers secours et de santé à Base communautaire (PSSBC) ;
- la qualité des infrastructures réalisées (BC, BAB, Parc de vaccination, etc.);
- l'existence et disponibilité des volontaires maîtrisant la technique de fabrication des foyers améliorés dans le cadre de la réduction de la consommation du bois de chauffe.

#### Durabilité financière

- Au niveau de la durabilité financière, la mise en place d'un accord cadre de partenariat spécifique de collaboration entre la CRM et la CRB à travers la stratégie de gestion déléguée garantit l'appropriation par la CRM des actions du projet et constitue un facteur de durabilité;
- Amélioration des revenus dans la production agricole, maraîchère et animalière va entrainer le renforcement des moyens d'existences et la résilience des ménages vulnérables ;
- La rentabilité les infrastructures socio-économiques (BC, BAB, AGR) va contribuer à créer une cohésion sociale et améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables. Ces facteurs combinés constituent un garant de la durabilité financière.

#### Durabilité sociale

La stratégie de l'intervention repose sur les volontaires et sur une structuration des bénéficiaires au tour de comités qui maitrisent leurs rôles au niveau des villages. Cette construction sociale mobilise plusieurs membres de la communauté favorisant la disponibilité des compétences mises en place et permettant de réduire les risques de surcharge dans la conduite des activités et renforce la cohésion sociale autour des réalisations. La mobilisation communautaire pourra se poursuivre pour la mise en œuvre d'activités au regard des résultats obtenus pendant la mise en œuvre du projet. Globalement l'on note un engagement satisfaisant des acteurs tant au niveau des services techniques, que des volontaires dans la poursuite de leurs missions.

Les communautés ont pu s'organiser pour leur accessibilité facile aux semences produites par les multiplicateurs à travers des échanges de produits. Mais elles ne sont pas encore suffisamment organisées pour le renouvellement des intrants de production.

#### Au niveau environnemental

- Prise de conscience de la communauté dans la gestion et la protection de l'environnement face aux effets néfastes du changement climatique ;
- de façon générale, les facteurs environnementaux sont respectés dans l'utilisation des foyers améliorés, l'utilisation des nouvelles techniques et la mise en place des comités de brigade de surveillance.

**Contribution aux cibles stratégiques du CSC:** Les impacts observés (les communautés sont dotées d'infrastructure et de service, mieux gérés et plus accessibles ; la cohésion des communautés est renforcée ; les communautés sont capables de mieux gérer leurs ressources naturelles) à travers les R1 et R2 ont permet de contribuer à l'atteinte de la cible stratégique 2 du CSC. Les communautés sont mieux informées, en meilleure santé et capable de répondre à leurs besoins essentiels et la cohésion des communautés renforcée à travers le résultat 3 contribuent à l'atteinte de la cible stratégique 5 du CSC.

#### Questions transversales:

**Prise en compte du Genre**: La prise en compte du genre s'est limitée à la représentation homme femme. La notion du genre dans sa globalité (personnes vivant avec un handicap, vieille personne, veuves) n'a pas été prise en compte. Des actions spécifiques auraient pu être développées en leur faveur.

**Prise en compte de l'environnement**: Dans le cadre de la protection de l'environnement, le projet a renforcé les compétences des volontaires et la mise en place des comités de brigades de surveillance de terrain, la gestion et la protection de la forêt et la préservation de l'environnement par diverses techniques. Elle s'est matérialisée par les aspects suivants: la constitution des brigades de surveillance des ressources forestières (10 à Koulikoro et 5 à Tominian) et environ 20 feux de brousse éteints, 16 901 arbres plantés, 7 694 foyers améliorés, 7 accord de protection des arbres protégées (mises en défens dans 04 villages), le zaï pratiqués par 281 producteurs, etc.

#### Leçons apprises :

- L'atelier de désengagement du Programme à Tominian: L'atelier a aussi permis de faire ressortir une série d'activité permettant d'assurer la durabilité des actions menées dans le cadre du Programme. Certaines activités(les techniques nouvelles apprises dans la production agricole, les renforcements de capacités, etc.) relèvent des responsabilités et des capacités des différentes parties prenantes mais d'autres (telles que l'AGR, l'accessibilité des semences de meilleur qualité pour la maraîcher-culture, la pisciculture, la gestion des infrastructures socio-économique, etc.) nécessiteraient un accompagnement ou des coûts supplémentaires. Il serait pertinent dans le futur d'inclure une marge budgétaire plus importante pour ces activités de fin de Programme.
- Dorénavant adapter les outils de communication (boîte à image, théâtre forum, les SMS à travers le téléphone, etc.) des volontaires à leur niveau d'instruction en tenant compte des langues locales (Bamananka et Bomu) en prévoyant une ligne budgétaire.
- Il faut renforcer la communication pour améliorer l'alignement des activités communes entre partenaires pour la programmation des synergies: Les synergies identifiées ont connu certaines difficultés pour leur opérationnalisation, car les acteurs concernés n'arrivent pas facilement à concilier le plan opérationnel commun et leur programme respectif. Il faut continuer à mieux concilier les activités entre partenaires pour améliorer la complémentarité et l'impact des interventions sur le terrain. Les synergies permettent d'éviter les doublons et les groupes cibles bénéficient d'expertises communes.
- Il est impératif d'encadrer les producteurs semenciers en groupements du point de vue technique qu'organisationnel vue la demande croissante en semences locales améliorées vers un processus de certification avec l'appui des institutions techniques spécialisées en la matière.
- La stratégie multisectorielle d'une action de développement facilite le renfoncement de la résilience. En effet, le fait de combiner plusieurs approches (approche multisectorielle) et actions au profit des mêmes bénéficiaires leur permet de vite se reconstituer en évitant les stratégies néfastes. Ainsi la distribution de petits ruminants, des semences et le renforcement de capacités procurent les ressources aux ménages, protègent durablement les moyens d'existence et accroissent la productivité.
- L'implication des services techniques à travers des protocoles (Service technique agriculture, Cantonnement forestier, Service local vétérinaire, Secteur de la pêche, Service des industries et production animale) en tant que contrôleurs du respect des normes sectorielles de réalisation de certaines activités, édictées par l'Etat est une évidence. Leur implication en tant qu'acteurs de la mise en œuvre de certaines activités contribue à ne point en douter une stratégie menant au renforcement de l'efficience et

durabilité du projet. En effet, à la clôture des activités du projet, les agents des services techniques poursuivront le suivi et l'appui conseil aux bénéficiaires, renforçant du coup la durabilité des résultats. Effet, le projet doit mener une réflexion à travers une stratégie de désengagement à sortir d'un plan d'action budgétisé pour permettre aux services techniques de poursuivre le suivi et l'appui conseil des bénéficiaires.

#### Bonnes pratiques :

Bonnes pratiques	Description	
Comité Mixte de Suivi (CMS)	La pratique est innovante dans la mesure où l'Etat a un regard dans la réalisation des activités du projet. Elle est pertinente car elle permet facilement de capitaliser et diffuser les acquis du projet et les changements. Elle est duplicable à l'ensemble des projets dans des contextes différents vu sa pertinence. Grâce au comité de revue stratégique, le projet a pu corriger un certain nombre d'erreurs et développer des initiatives dans le but d'atteindre les objectifs du projet.	
L'approche multisectorielle : Sécurité Alimentaire et protection des moyens d'existence (Elevage, Agriculture, maraîchage), protection de l'environnement, santé/nutrition	L'approche multisectoriel produit des effets / impacts plus significatif apportant des changements dans plusieurs secteurs de la vie d'un individure d'un ménage, ce qui confère plus de chance de changement durable.  La population cible se caractérise par une pauvreté récurrente avec des multisectorielle : de malnutrition aigüe entre 11,2% (SMART, Mai 2015), 40% (Tominia 23,5% (Koulikoro) en insécurité alimentaire, surexploitation des ressount des moyens (Elevage, l'approche multisectorielle est la bien fondée.  Grâce à cette approche, le projet a pu contribuer à l'atteinte des cer indicateurs à travers la mise en œuvre des activités.	
Stratégie de désengagement	L'approche est innovante parce que la plupart des projets des autres organisations de façon générale ne dispose pas de stratégie de sortie. Elle est pertinente dans la mesure où elle permet de mieux orienter et de mettre à niveau les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet pour accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience face aux chocs environnementaux. Elle est efficace car elle permet de définir des actions pour la suite du projet après la fin du projet. Facile à dupliquer dans le cas où des fonds sont mobilisés pour le désengagement. Elle est durable car elle permet de poursuivre certaines activités qui demandent la mobilisation des fonds.	

#### Recommandations:

	<u></u>	r	
Constats	Recommandations	Acteurs concernés	
Absence de fonds commun pour l'opérationnalisation de la synergie Absence de synergie avec d'autres ONG	Tenir compte de l'opérationnalisation depuis la conception et garantir la flexibilité de faire la synergie d'action avec d'autres partenaires externes ;		
Phase d'expérimentions de la synergie/complémentarité avec les partenaires DGD	Mener davantage de réflexion pour mieux concrétiser/opérationnaliser les actions de synergie/complémentarité dans les projets/programmes afin d'arriver à une mutualisation des actions d'intervention ;	CRB	
Seulement 6 villages pour les actions de synergie/complémentarité	Elargir les zones d'intervention des uns et des autres de manière à concentrer le financement des		

	différentes partenaires dans une aire géographique limitée	
Absence d'un suivi évaluation à temps plein ; Absence d'un dispositif de retour d'informations au niveau de l'Engagement Communautaire et Redevabilité (ECR) et de gestion des plaintes au niveau du suivi évaluation	Pour un projet de cette envergure (5 ans), recruter un suivi-évaluateur à temps plein pour faciliter l'élaboration du plan opérationnel, du plan de suivi évaluation et la redevabilité (la gestion des plaintes et le retour de l'information)	
Définition de certains indicateurs manque de précision (ces indicateurs ne sont pas SMART) ; -Absence d'objectif général dans le cadre logique (impact à long terme)	La formulation du cadre logique doit être révisée pour faciliter la compréhension	
Déséquilibre entre activités de renforcement des capacités et activités de réalisation physique	Mettre l'accent sur les réalisations physiques lors de la phase de consolidation afin d'équilibrer la balance ;	
Absence d'AGR pour le comité local (Koulikoro) pendant la phase de mise en œuvre du programme	Prévoir une AGR pour le comité régional ou comité local pour les interventions futures	CRM/CRB
Absence d'AGR pour les comités au niveau villageois	Elargir l'appui aux activités génératrices de revenu (embouche/élevage, maraichage) à d'autres comités	
Absence de stratégie de sortie (désengagement assorti d'un plan et un budget afin de faciliter le transfert et le suivi des acquis par les services techniques)	Prévoir une stratégie de désengagement lors de la conception du projet	
Non prise en compte du genre dans sa globalité (ne se limite à la représentativité de sexe)	Tenir compte du genre dans sa globalité en initiant des activités en lien avec le genre (couches vulnérables)	
Absences des rapports d'activités ou d'études du projet au niveau des collectivités	Revoir le format d'envoi des rapports aux collectivités (format papier avec bordereau dument signé) ;	
Absence de mise en place de nouveaux comités sans l'appui du projet	Veuillez à ce que le comité régional de Koulikoro mette en place d'autres comités sans l'appui du projet comme ce fut le cas à Tominian	
Moyen limité des services techniques pour les sorties terrain en termes de suivi régulier des activités	Continuer le suivi des bénéficiaires du projet afin de pérenniser les actions du projet (rôle régalien)	STD
Moyen limité des collectivités pour l'accompagnement des communautés dans la mise en œuvre des de contingence	Continuer le suivi et l'accompagnement des communautés dans la mise en œuvre des plans de contingence en définissant des lignes dans les plans annuels d'investissements ou dans les PDSEC;	Collectivités
Des actions du projet non capitalisées dans le patrimoine des communes	Intégrer les réalisations faites par le projet (Banque de céréales, Etang piscicole, Banque d'intrant, etc.) au patrimoine de la commune/Mairie.	
Certaines activités risquent de ne pas être continuées par les bénéficiaires à cause de la faible rentabilité (maraîchage communautaire)	S'approprier des acquis du projet afin de renforcer leur résilience en sécurité alimentaire et aux effets de changements climatique en adoptant les bonnes pratiques agricoles et environnementales	Communautés bénéficiaires

#### I. INTRODUCTION

La réduction de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la préservation de son environnement et de sa biodiversité est le principal but des politiques de développement rural au Mali. Leur réussite est la résultante de plusieurs facteurs qui sont d'ordre, politiques, financiers, sociaux et environnementaux. En outre, les causes principales des risques de catastrophes sont liées à la dégradation de l'environnement et aux phénomènes du changement climatique qui se renforcent mutuellement avec comme effet principal l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Bien que, l'année 2016 au Mali ait connue une situation de disponibilité alimentaire exceptionnelle en raison de la bonne campagne agricole 2015-2016 avec un bilan céréalier excédentaire (1.635.000 tonnes) favorisant un bon approvisionnement des marchés, les problèmes d'insécurité alimentaire perdurent en raison des difficultés d'accès aux aliments et aux problèmes d'utilisation des aliments au sein des ménages et aux conséquences du changement climatique.

#### A cela s'ajoute de façon spécifique :

- Une proportion de 77,7% des ménages qui ont une consommation alimentaire pauvre et limitée (plus élevée du pays) et avec 40% des ménages en insécurité alimentaire (cercle de Tominian), Selon l'enquête ENSAN réalisé en février 2016.
- Un niveau élevé d'insécurité alimentaire avec 25,3% des ménages en situation d'insécurité alimentaire). Près d'un tiers des ménages dans la région de Koulikoro (32,2%) a une consommation alimentaire pauvre ou limitée selon l'enquête ENSAN (février 2016).
- Une faiblesse dans la gestion des stocks familiaux ;
- Un taux de malnutrition aiguë globale de 11,2%, (SMART, Mai 2015) qui sont au-dessus du seuil d'alerte de l'OMS fixée à 10% dans les régions de Koulikoro et Ségou ;
- faible capacités des communautés à développer des mécanismes de production endogènes, simples et facile à répliquer ;
- Insuffisance des compétences et capacités pour assurer le suivi de son réseau de volontaires ;
- Faible structuration de la croix rouge régional au niveau communautaire.

La conception du projet s'est basée sur l'expérience réussie¹ de la phase passée dans la commune de Tominian, les recommandations et les problèmes/insuffisances cités plus haut. La CRM, avec l'appui de la CRB, a mis en place « Le projet qui vise le renforcement de la santé et de la résilience des communautés les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire, aux effets du changement climatique dans le cercle de Koulikoro et de Tominian» dans le but de consolider les bons résultats obtenus lors de la phase pilote et diffuser cette expérience à Koulikoro. Ce qui explique qu'à la fin, il soit nécessaire de vérifier le niveau d'atteinte de l'ensemble des objectifs à travers la présente évaluation externe finale dont le processus a sélectionné le cabinet 2ID.

#### 1.1. Rappel des objectifs de l'évaluation

L'objectif de l'évaluation consiste à analyser les réalisations du programme mis en œuvre depuis le début 2017. De façon spécifique, il s'agit de :

- Analyser le programme quinquennal selon les critères standards d'évaluation (pertinence, complémentarité/cohérence, efficacité, efficience, durabilité et impact) et questions traversables (genre, environnement, contribution au CSC);
- Identifier les principaux succès et défis, les principales leçons apprises, les bonnes pratiques, ainsi que les conclusions et recommandations suite aux 5 années de mise en œuvre.

<sup>1</sup>Des résultats très satisfaisants ont été atteints à Tominian, en matière de renforcement des moyens de production (périmètres maraîchers, bassin piscicole, banques de céréales), de bonne utilisation des techniques agricoles introduites et de renforcement des liens avec les services techniques.

#### **II. PRESENTATION SOMMAIRE DU PA 17-21**

#### 2.1. Rappel de l'outcome du projet

Outcome : La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique est renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian.

#### 2.2. Rappel des résultats du projet

Quatre résultats. Il s'agit :

- Résultat 1 : La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des villages ciblés est améliorée
- Résultat 2 : La résilience aux chocs environnementaux des populations des villages ciblés est améliorée.
- Résultat 3 : Les capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé sont renforcées
- Résultat 4 : Les capacités de la CRM et des acteurs locaux, sont renforcées pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience.

#### 2.3. Zone de couverture du projet et cibles

La zone cible pour la présente intervention couvre 5 communes du cercle de Koulikoro et une commune de Tominian dans le cercle de Tominian (ancienne zone d'intervention du PA 2014-2016).

Régions	Cercles	Communes Nombre de village/Quartiers	
Koulikoro	Koulikoro	Dinandougou Koulikoro, Meguetan; Sirakorola et Tienfala,	13
Ségou	Tominian	Tominian	5
1.589 ménages vulnérables de 13 villages de Koulikoro et de 5 villages de Tominian, soit  21.058 personnes, dont 49,9% de Femmes, 19,7% d'Enfants de - de 5 ans et 5% de Femmes enceintes et/ou allaitantes			

#### 2.4. Partenaires et sources de financement du projet

Le PA 17-21 est financé par la coopération belge (DGD) à hauteur de 1 446 883 Euros pour une période de 5 ans.

#### III. MÉTHODOLOGIE

Une démarche méthodologique adoptée et été participative et itérative. Elle s'est basée sur les données secondaires issues de la documentation et les données primaires collectées à partir des entretiens/enquêtes avec les différents acteurs suivants: Equipe projet; Animateurs; Equipe cadre de CRM; Collectivités; Volontaires CRM; Services techniques déconcentrés de l'Etat; ONG partenaires; Population bénéficiaire; Leaders communautaires, Etc.

L'approche méthodologique est repartie en 4 phases: Phase préparatoire ; Phase de collecte de données primaires ; Phase de traitement et analyse des données ; Phase de rapportage.

#### 3.1. Phase préparatoire :

#### 3.1.1. Cadrage de la mission et validation des outils

Une rencontre d'échange tenue 22/12/2021 avec la CRB-CRM par mode virtuel (Microsoft Teams) a permis d'harmoniser les compréhensions des Termes de référence, de préciser les attentes du commanditaire et de donner les orientations.

#### 3.1.2. Revue documentaire

(i) le document stratégique de CRB et CRM, (ii) le document du projet ; (iii) document de politique ; (iv) le cadre logique ; (v) le rapport de l'étude de référence ; (vi) les rapports narratifs et financiers ; (vii) les rapports du Comité Mixe Suivi (CMS) ; (viii) les rapports de formation ; (vii) les Protocoles de collaboration.

#### 3.1.3. Echantillonnage

- **Echantillon géographique**: Un échantillon de 3 communes du cercle de Koulikoro et la commune de Tominian dans le cercle de Tominian. Critère de choix des communes/villages: Accessibilité, diversité des activités, communes avec plus de réalisations. De façon raisonnée 2 à 3 villages ont été également retenus dans chaque commune du cercle de Koulikoro.
- **Echantillon des acteurs**: Pour les données qualitatives c'est la saturation (représentativité) qui détermine l'arrêt des entretiens. Nonobstant cette disposition, le consultant consent déterminer un seuil minimal à partir duquel seulement l'on pourra observer le niveau de saturation. Le tableau ci-après présente l'échantillon.

Tableau 1 : Echantillon des acteurs à interviewer

Localité	Acteurs à interviewer	Echantillon		
	SG Croix Rouge Malienne	1		
	Représentant résident CRB	1		
	Responsable des programmes	1		
BAMAKO	Responsable des opérations	1		
	Expert Security CRM 1			
	Directeur Exécutif de l'ONG ICD/VSF			
	Représentant de l'ONG VIA Don BOSCO	1		
Tominian	Comité Croix Rouge de Tominian et Comité AGR	7		
	Comité Croix Rouge Régional de Koulikoro	5		
	Equipe technique du projet	2		
	Service technique agriculture	1		
Koulikoro	Cantonnement forestier,	1		
	1			
Secteur de la pêche,		1		
	Service des industries et productions animales	1		
	Comité communal Croix Rouge	4		
	Collectivités	2		
Au niveau	8 groupes de volontaires animateurs (de 3 à 5 individus / groupe)	34		
communal/village/quartier	Leaders communautaires (8 individus),	8		
	4 Comités de gestion BC/BAB (de 3 à 6 individus),	25		
	Comité de gestion Etang piscicole	4		

Comité de gestion parc de vaccination	5
Producteurs/tierces agricoles	20
Maraichères	17
Semenciers	12
5 comités de Brigades de surveillance	25
pépiniéristes	3
volontaires	20

#### 3.1.4. Outils de collecte de données

Des outils suivants ont été élaborés pour la collecte des données :

- Guide d'entretien à l'endroit des comités CR (niveau central, régional et local) et Equipe projet ;
- Guide d'entretien à l'endroit des services techniques de l'Etat (Service technique agriculture, Cantonnement forestier, Service local vétérinaire, Secteur de la pêche, Service des industries et productions animales);
- Guide d'entretien à l'endroit des ONGs partenaires (VSF, VIA Don Bosco, Join for Water) ;
- Guide d'entretien à l'endroit des bénéficiaires (Producteurs/trices agricoles, maraichers, semenciers) ;
- Guide d'entretien à l'endroit des volontaires animateurs et Animateurs-projet ;
- Guide d'entretien à l'endroit de comité Bridage d'urgence et Brigades de surveillance forestière ;
- Guide d'entretien à l'endroit de comité des unités/infrastructures socio-économique (Banque céréales-étang piscicole-magasin d'aliment bétail-AGR (AGR : Tominian) ;
- Guide d'entretien à l'endroit des collectivités –leaders communautaires ;
- Guide d'entretien à l'endroit des pépiniéristes.
- Etc.

Ces outils traitent les questions en lien avec les critères standards d'évaluation (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, durabilité et impact) et les questions transversales (genre, environnement, etc.). Ils ont permis aussi d'identifier les principaux succès et défis, les principales leçons apprises, les bonnes pratiques, ainsi que les conclusions et recommandations suite aux 5 années de mise en œuvre.

#### 3.1.5. Validation de la note méthodologique

La note méthodologique a été validée le 21 janvier 2022 en réunion mode virtuelle avec le comité d'évaluation avant la phase terrain.

#### 3.2. Phase de collecte de données primaires

#### 3.1.1. Mobilisation des ressources

- Au regard du délai, en plus des 2 consultants proposés dans l'offre, le cabinet a mobilisé 4 agents de collecte de données au niveau local afin de couvrir la zone de couverture du projet en même temps pour la collecte des données;
- la formation des experts sur les outils suivis par le pré-test.

Au regard de la situation d'insécurité doublée de la COVID-19, des stratégies ont été développées afin de réduire les risques. Il s'est agi notamment de :

#### (i) pour des précautions relatives à l'insécurité

- le recrutement d'experts locaux pour la collecte de données qualitatives ;
- le briefing sur les questions sécuritaires par le référent Security de la CRM;
- l'indication des dispositions sécuritaires à observer sur le terrain.
- (ii) Pour la prévention à la COVID-19 : le respect des mesures barrières tout au long de la mission par l'équipe de consultant.

#### 3.1.2. Méthode de collecte de données

L'équipe de consultant et les experts ont utilisé les méthodes de collecte des données suivantes: la revue documentaire, les interviews semi structurés, et les visites et observations des réalisations physiques.

- Revue documentaire: Elle consiste à exploiter les documents cités plus haut et d'autres documents en lien avec le projet. La revue documentaire s'est faite tout au long de la mission suivant les besoins d'information.
- **Entretien individuel:** Ces entretiens seront menés avec les acteurs clés notamment : les collectivités, les services techniques, les leaders communautaires, l'équipe projet, les animateurs, l'équipe cadre de la CRM
- Focus group: L'équipe de consultants réalisera, dans le respect strict des mesures sanitaires nationales, des focus groups qui consistent à poser des questions à un groupe de 6-8 personnes selon les activités menées dans les communes et villages échantillonnés. Les cibles qui feront l'objet de focus groups sont : les membres des comités CRM, les Volontaires, les brigades forestiers, les bénéficiaires, etc.
- Visite des réalisations et prise de photos: Les consultants feront aussi les visites de quelques réalisations sur le terrain notamment les sites maraichers et les infrastructures socio-économiques, etc.

#### 3.1.3. Collecte de données/restitution à chaud

La collecte des données s'est déroulée du 8-9/02/2022 à Bamako et dans le cercle de Tominian et du 10-15/02/2022 dans le cercle de Koulikoro. Une restitution à chaud a été présentée par l'équipe de consultant en présence des membres du comité régional de Koulikoro, du représentant pays de la CRB, les services techniques, les communautés et les quelques volontaires le 17/02/2021 dans la salle de réunion du siège du comité régional de Koulikoro.

#### 3.3. Phase de traitement et analyse des données

Les données collectées ont fait l'objet d'un traitement suivant la méthode d'analyse de contenu. L'assurance qualité des données s'est faite à travers une triangulation de données collectées et une diversité des sources permettant de cerner le sens des écarts des opinions.

#### 3.4. Phase de rapportage

La rencontre de cadrage, la revue documentaire et la synthèse des données collectées sur le terrain ont servi à rédiger le rapport de mission de l'évaluation finale externe du projet résilience.

#### IV. PRINCIPAUX RESULTATS/CONSTATS

#### 4.1. Analyse de la pertinence

#### 4.1.1. Pertinence par rapport aux attentes des collectivités territoriales

La réalisation de l'évaluation des capacités des communes a permis de faire un diagnostic participatif des communes. Ce diagnostic a révélé que la plupart des communes du cercle sont confrontés à une grande vulnérabilité liée à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, des faiblesses dans la gestion des ressources naturelles et de l'environnement (exploitation excessive du bois), des faiblesses socio-économiques (forte exode des jeunes, pauvreté accrue, etc.). Selon une étude sur le profil de pauvreté des 703 communes, il s'avère que 74,2% des communes ont moins de 1% de leur superficie en forêt. La plupart des villages de la commune sont confrontés à une grande vulnérabilité due à la baisse de la production en raison de la pauvreté des sols, la fréquence des maladies hydriques en raison de la défécation à l'air libre et la consommation directe de l'eau du fleuve et l'érosion des berges du fleuve.

Au regard de ces préoccupations, des solutions idoines proposées par le projet se sont avérées pertinentes et cadrent avec les faiblesses révélées par l'étude diagnostique.

#### 4.1.2. Pertinence par rapport aux politiques nationales en lien avec le développement rural

Le taux d'extrême pauvreté était estimé à 42,3% en 2019. Cependant, les crises sécuritaires, sanitaires, sociales et politiques ont entrainé une augmentation de 5% à la pauvreté. Le Mali est un pays hautement vulnérable de par sa position géographique ainsi que les conditions climatiques. Ainsi en 2020, 3,1 millions de personnes étaient dans le besoin alimentaire, 2,6 millions dans le besoin en eau d'hygiène et assainissement et 1,4 million en besoin sanitaire.

Pour apporter une solution idoine à ces problèmes, le pays a mis en place des politiques, stratégies, programmes, etc., dans lesquels s'inscrit le projet PA de Koulikoro & Tominian. En effet le projet contribue à l'opérationnalisation de la Loi d'Orientation Agricole, à la Politique de Développement Agricole PDA, Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, à la Politique Nationale de Changement Climatique, aux Priorités Résilience Pays (PRP-AGIR). Enfin le projet s'inscrit dans la stratégie nationale de prévention et de gestion des risques de catastrophes du Mali.

#### 4.1.3. Pertinence par rapport à la Loi d'Orientation Agricole (LOA)

La démonstration de la pertinence procédera par l'analyse comparée entre les objectifs du projet et ceux des documents politiques et les documents sectoriels. Le tableau ci-dessous présente la pertinence du projet par rapport à la Loi d'Orientation Agricole (LOA).

Tableau 2 : Pertinence du projet par rapport à la Loi d'Orientation Agricole

Titres de la LOA	Chapitres	Outcome du projet	Actions développées
Titre III : De la souveraineté alimentaire et des risques	Chapitre I : de la souveraineté alimentaire	La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique est renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian	- Renforcement des capacités des producteurs/trices dans la production; - Dotation en semences améliorées; - Suivi/appui des multiplicateurs de semences; - Suivi/appui des infrastructures socio-économiques; - Mise en place des Banques de céréales; - Promotion du maraîchage; - Promotion de l'arboriculture fruitière et des cultures fourragères.
Chapitre II: de la prévention et de la		<ul> <li>Réalisation de foyers améliorés ;</li> <li>RNA ;</li> </ul>	
	gestion des risques		- Reboisement ;

	majeurs et des calamités agricoles	
Titre IV: Des facteurs de production	Chapitre I: de L'aménagement du territoire et de la gestion des ressources naturelles	<ul> <li>Renforcement des capacités sur les changements climatiques;</li> <li>Brigade de surveillance forestière;</li> <li>Sensibilisation la gestion des ressources forestières</li> </ul>
	Chapitre II: des productions animales	-Construction parc de vaccination ; -Construction magasin pour aliment bétail ; Réalisation de mare d'abreuvement.
Titre V : Des productions et des marchés	Chapitre III: des productions halieutiques et aquacoles	-Renforcement des capacités sur les changements climatiques; - Promotion des actions de protection de l'environnement -Simulation de plans de contingence villageois; - Redynamisation des CDRT; - Sensibilisation/ Diffusion de spots radiophoniques.
	Chapitre IV: des ressources et des productions forestières et fauniques	<ul> <li>Renforcement de capacités des pépiniéristes;</li> <li>Production des plants;</li> <li>Mise en place des brigades de surveillance forestière.</li> </ul>

Source: Rapport LOA, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

A l'analyse du tableau, l'outcome du projet s'insère parfaitement dans la LOA dans ces titres III, IV et V. les actions développées sont pertinentes. En effet, l'outcome s'insère avec :

- ✓ le titre III de la LOA : De la souveraineté alimentaire et des risques dans ces chapitres I et II. Les actions développées sont entre autres : Renforcement des capacités des producteurs/trices dans la production, Dotation en semences de bonne qualité, Suivi/appui des multiplicateurs de semences,
- ✓ le titre IV de la LOA : Des Facteurs de production dans son chapitre I. Les actions développées sont : Renforcement des capacités sur les changements climatiques, Brigade de surveillance forestière, Sensibilisation sur la gestion des ressources forestières, Dotation en semences de bonne qualité, appui en matériel de maraichage et d'assainissement
- ✓ le titre V de la LOA : Des productions et des marchés dans ces chapitre II, III et IV. Les actions développées sont : Construction parc de vaccination, Construction magasin pour aliment bétail, Réalisation de mare d'abreuvement, Redynamisation des CDRT, Sensibilisation/ Diffusion de spots radiophoniques, etc.

#### 4.1.4. Pertinence par rapport à la Politique de Développement Agricole (PDA)

Le tableau ci-après illustre la pertinence du projet par rapport à la Politique de Développement Agricole (PDA)

Tableau 3 : Pertinence du projet par rapport à la Politique de Développement Agricole (PDA)

Orientations Stratégiques	Axes stratégiques	Outcome du projet	Actions Développées
Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations	<ul> <li>Accroissement de l'offre des produits alimentaires de base</li> <li>Amélioration de la qualité des produits mis sur le marché</li> <li>Approvisionnementsubst antieletrégulierdupaysen</li> </ul>	La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique est	Renforcement des capacités des producteurs/trices dans la production - Dotation de semences - Suivi/appui des multiplicateurs de semences Suivi/appui des infrastructures

Orientations Stratégiques	Axes stratégiques	Outcome du projet	Actions Développées
	céréalesetenproduitsalim entaires de base	renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian	socio-économiques Mise en place des Banques de céréales - Promotion du maraîchage - Promotion de l'arboriculture fruitière et des cultures fourragères
Préserver l'environnement et gérer les ressources naturelles	Ressources naturelles durablement préservées		Renforcement de capacités des pépiniéristes Production des plants Mise en place des brigades de surveillance forestière
Développer les investissements dans le secteur Agricole	<ul> <li>Investissements dans la gestion des ressources pastorales</li> <li>Investissement dans les domaines forestiers et fauniques</li> <li>Investissements dans l'aquaculture</li> </ul>		Suivi/appui des infrastructures socio-économiques, Unité de savonnerie Mise en place des Banques de céréales Réalisation d'étang piscicole

Source: Rapport PDA, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

L'outcome concours à l'atteinte de 3 orientations stratégiques de la PDA qui sont (i) Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, (ii) Préserver l'environnement et gérer les ressources naturelles, (iii) Développer les investissements dans le secteur Agricole. Les actions développées cadrent avec les orientations de la PDA. La pertinence est avérée.

# 4.1.5. Pertinence par rapport à la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PolNSAN)

La pertinence par rapport à la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PolNSAN) est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Pertinence par rapport à la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Axes stratégiques	Objectifs spécifiques	Outcome du projet	Actions développées
Axe Stratégique 1 : Améliorer l'incidence des productions agricoles sur la disponibilité, la stabilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments pour ajuster l'offre à la demande alimentaire des populations	Augmenter de façon durable les disponibilités alimentaires pour répondre à la demande alimentaire des populations maliennes  Améliorer l'accessibilité physique et économique des aliments aux populations, notamment aux populations vulnérables et pauvres	La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique est renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian	-Renforcement des capacités des producteurs/trices dans la production; - Dotation en semences améliorées; -Promotion du maraîchage; -Promotion de l'arboriculture fruitière et des cultures fourragères.  Suivi/appui des infrastructures socio-économiques (BC, Etang, parc etc.)
Axe stratégique 2 : Prévenir les chocs et les crises, et réduire ou atténuer leurs	Renforcer les capacités de prévention des chocs		- Renforcement des capacités sur le changement climatique ;

Axes stratégiques	Objectifs spécifiques	Outcome du projet	Actions développées
effets sur les populations vulnérables et faciliter l'accessibilité alimentaire aux ménages en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;	et des crises, de réduction-atténuation de leurs effets sur les populations vulnérables et de relèvement ;		<ul> <li>Promotion des actions de protection de l'environnement;</li> <li>Brigade de surveillance forestière;</li> <li>Simulation de plans de contingence villageois;</li> <li>Redynamisation des CDRT;</li> <li>Sensibilisation/Diffusion de spots radiophoniques.</li> </ul>
Axe stratégique 3 : Contribuer à prévenir et à réduire toutes les formes de malnutrition ;	Promouvoir l'éducation nutritionnelle et l'hygiène alimentaire par les femmes, les enfants et les autres acteurs de la nutrition		- Sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles ; - Education et démonstration nutritionnelle ; - Sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, l'assainissement et l'utilisation des aliments ; - Sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, l'hygiène et le score de Diversification Alimentaire.

Source: Rapport POISAN, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Le projet s'insère (à travers son objectif spécifique et ses actions développées) dans la politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle à travers ses axes stratégiques 1, 2 et 3 plus précisément au niveau des objectifs spécifiques. Il s'agit : (i)Augmenter de façon durable les disponibilités alimentaires pour répondre à la demande alimentaire des populations maliennes ; (ii) Améliorer l'accessibilité physique et économique des aliments aux populations, notamment aux populations vulnérables et pauvres concernant l'axe stratégique 1, (iii) Renforcer les capacités de prévention des chocs et des crises, de réduction-atténuation de leurs effets sur les populations vulnérables et de relèvement de l'axe stratégique 2 et (iv) Promouvoir l'éducation nutritionnelle et l'hygiène alimentaire par les femmes, les enfants et les autres acteurs de la nutrition de l'axe stratégique 3. Cela est vérifié par les différentes actions développées par le projet présenté dans le tableau ci-dessus.

#### 4.1.6. Pertinence par rapport à la Politique Nationale de Changement Climatique (PNCC)

La pertinence du projet par rapport à la politique Nationale de changement climatique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Pertinence par rapport à la Politique Nationale de Changement Climatique

Objectifs du PNCC	Objectifs du projet	Actions menées par le projet
L'objectif global de la Politique Nationale sur les Changements Climatiques du Mali est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement durable en apportant des solutions appropriées aux défis liés aux changements climatiques afin que ceux-ci ne deviennent un facteur limitant du développement socioéconomique.	La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique est renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian	- Renforcement des capacités sur les changements climatiques ; - Promotion des actions de protection de l'environnement ; - Brigade de surveillance forestière ; -Simulation de plans de contingence villageois ; - Redynamisation des CDRT ; - Sensibilisation/ Diffusion de spots radiophoniques.

Source: Rapport PNCC, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Le projet s'inscrit en droite ligne avec l'objectif global de la politique Nationale de changement Climatique à travers son outcome et ses actions menées.

#### 4.1.7. Pertinence par rapport aux Priorités résilience pays (PRP-AGIR)

Le tableau ci-dessous fait un rapprochement entre l'objectif, les actions développées du projet et les Piliers du PRP-AGIR.

Tableau 6 : Pertinence par rapport aux Priorités résilience pays (PRP-AGIR)

Piliers du PRP-AGIR	Objectifs du projet	Actions menées par le projet
Pilier 1 - Restaurer, renforcer et sécuriser les moyens d'existence et améliorer la protection sociale des communautés et ménages vulnérables à travers son sous pilier « amélioration du système de stockage alimentaire à travers les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire »		-Renforcement des capacités sur les changements climatiques; - Promotion des actions de protection de l'environnement; - Brigade de surveillance forestière; - Simulation de plans de contingence villageois; - Redynamisation des CDRT; - Sensibilisation/ Diffusion de spots radiophoniques.
Pilier 2 - Renforcer la nutrition des ménages vulnérables à travers son pilier « Renforcement de la prévention de la malnutrition par la promotion des actions essentielles en nutrition (AEN), la lutte contre les carences en micronutriments et la diffusion des bonnes pratiques d'hygiène, dans les structures de santé et au niveau communautaire ».	La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique est renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian	-Sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles; -Education et démonstration nutritionnelle; -Sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, l'assainissement et l'utilisation des aliments; -Sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, l'hygiène et le score de diversification alimentaire; -Organisation de séances de dépistage précoce de la malnutrition.
Pilier 3 - Renforcer durablement la productivité agricole et alimentaire, les revenus des plus vulnérables et leur accès aux aliments à travers le sous pilier « Renforcement des actions d'adaptation aux impacts des changements climatiques/Mise en place de mécanismes opérationnels de gestion des risques et aléas qui menacent les systèmes de production agricole dans les zones vulnérables».		- Renforcement des capacités des producteurs/trices dans la production ; - Dotation en semences.

Source: Rapport PRP-AGIR, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Le projet à travers son objectif et ses actions menées prennent en compte les piliers 1, 2 et 3 des PRP-AGIR.

L'outcome du projet s'insère parfaitement dans la LOA dans ces titres III, IV et V, il s'inscrit dans les Piliers 1 à 3 des Priorités résilience pays. Le projet s'inscrit aussi dans la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PolSAN) dans ces axes stratégiques 1, 2 et 3. Le projet concorde avec l'objectif global de la politique Nationale de Changement Climatique (PNCC). En somme, la stratégie du projet est conforme aux orientations politiques de l'Etat en matière de renforcement des communautés face aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

#### 4.1.8. Pertinence par rapport aux besoins des communautés et institutionnels

Le projet cadre parfaitement avec les préoccupations majeures des communautés cibles. Les études diagnostiques ont révélé que les populations de la zone d'intervention vivent dans l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement, le faible accès à l'eau et à et l'assainissement, le faible niveau de diversification alimentaire, la malnutrition chez les enfants, le risque quasi permanant de catastrophes (sécheresse et inondations). A cela s'ajoute la dégradation de la situation sécuritaire et sanitaire avec l'apparition de la Covid 19. Ainsi, les statistiques révèlent:

- Niveau élevé d'insécurité alimentaire avec 25,3% des ménages en situation d'insécurité alimentaire). Près d'un tiers des ménages dans la région de Koulikoro (32,2%) à une consommation alimentaire pauvre ou limitée selon l'enquête ENSAN (février 2016) ;
- Faiblesse dans la gestion des stocks familiaux ;
- Faible diversité alimentaire (15% des enfants de 6 à 59 mois avaient consommé moins de 4 groupes alimentaires la veille de l'enquête ENSAN) ;
- Faible capacité des communautés à développer des mécanismes de production endogène, simples et faciles à répliquer ;
- Faible accès aux intrants et à du matériel agricole adapté ;
- Pratiques de surexploitation forestière dans la zone et plus particulièrement dans la commune de Sirakorola (la fabrique de charbon) ;
- Augmentation des évènements climatiques extrêmes (sècheresses, inondations, vents forts, vents de sable, etc.)
- Le taux de MAG est de 11,2% dans la région (9,2% de MAM et 2% de MAS), soit au-dessus du seuil d'alerte de l'OMS fixé à 10%, Selon la dernière enquête SMART Mai 2015 ;
- Faible taux d'allaitement maternel exclusif (33%) à Koulikoro participe à l'affaiblissement des nouveau-nés avec l'introduction précoce d'aliments et d'eau non-potable entrainant des carences :
- Seulement 20% des enfants de 6 à 24 mois ont bénéficié de l'alimentation de complément ;
- La faiblesse de fréquentation des centres de santé et d'accès aux services de santé rapprochés ;
- La faible confiance des communautés envers certaines structures techniques ;
- Seules 2,1% des exploitations agricoles sont tenues par des femmes en tant que propriétaires, en-dessous de la faible moyenne nationale (3,1%);
- Insuffisance des compétences et capacités pour assurer le suivi de son réseau de volontaires ;
- Faible structuration de la croix rouge régionale au niveau communautaire.

Cela confirme non seulement les données issues des EVC, mais aussi la pertinence de la zone retenue pour l'intervention du projet.

Témoignage du Maire de la commune de Meguetan, la Croix rouge à travers le projet résilience a mené des activités très rentables en faveur de ma commune. D'abord concernant les activités de renforcements des capacités, les différentes formations nous ont permis de nous approprier du processus d'élaboration du plan de contingence sur les catastrophes naturelles telles les inondations,..., Etc, Aujourd'hui la commune est autonome par rapport à l'élaboration de ces plans de contingence. De plus, le projet a réalisé un micro barrage de retenue d'eau, surtout dans une localité où le problème d'eau pour l'abreuvage des animaux posait d'énormes difficultés pendant la saison sèche. Les activités de la commune étant basées sur des activités agro-sylvio-pastorales, la commune a bénéficié d'une Banque aliment Bétail (BAB) qui a été approvisionné avec la mise en place d'un comité de gestion qui a bénéficié également des activités de renforcement de capacités en lien avec sa gestion. Cela a été très bénéfique pour les éleveurs de la zone en termes d'accessibilité physique des aliments. Pour la durabilité, nous avons l'existence des volontaires de la Croix rouge qui sont très engagés et ne demandent rien en retour. L'implication des agents de santé communautaire a permis de les maintenir dans la majorité de nos villages pour accompagner le personnel des Cscom et les Maternités dans notre localité dans le cadre de la promotion de la santé de la population.

Selon les propos du chef secteur de la l'agriculture de Koulikoro, les activités du PA 17-21 sont bien fondées par rapport aux besoins de la communauté avec la mise en place des BC qui permet la disponibilité des céréales en période de soudure et de réguler les prix sur les marchés locaux, les périmètres maraîchers ont permis de regrouper les femmes autour de l'activité de maraîchage permettant de créer une cohésion sociale afin de faciliter leur autonomisation. Nos implications à travers le protocole ont a permis d'accompagner les communautés et de créer un rapprochement entre services techniques et communautés en termes d'appui conseils, etc. Les communautés sollicitent l'appui conseil des services techniques lorsque le besoin se présente. Nous saluons aussi l'approche utilisée par la Croix Rouge dans la mise en œuvre des activités à travers l'implication du service de l'agriculture de Koulikoro.

Le chef de cantonnement des eaux et forêts de Koulikoro à travers ses propos « les actions du projet résilience sont bien fondés de façon générale en particulier dans la cadre de la réduction des risques de catastrophe face aux effets du changement climatique avec la mise en place des services de proximité tels que les brigades de surveillance forestière, les pépiniéristes, l'utilisation des foyers améliorés. Il faut noter qu'il y avait une surexploitation des ressources naturelles (charbon de bois, bois de chauffe) dans la zone d'intervention du projet. De plus les actions de sensibilisations ont favorisé une prise de conscience de la communauté qu'elle-même est à la base de la dégradation de l'environnement et une acception, adhésion aux activités du cantonnement forestier et non un service de répression.

Bien que pertinent, la situation sécuritaire a progressivement influencé de façon plus ou moins négative la mise en œuvre des activités du projet. En effet, depuis 2019, les ONG ont été astreintes à de petits mouvements, les maires ont abandonné leurs sièges, les services techniques se sont regroupés aux différents chefs-lieux de cercle ou région et les comités villageois, porte d'entrée des villages ne peuvent plus s'afficher au risque d'être considérés comme des indicateurs du pouvoir. Bien qu'avérées, la mise en œuvre des actions a été confrontée aux défis sécuritaires entrainant le développement de stratégies palliatives (AGR de Tominian). Ce qui peut avoir comme conséquences des faiblesses au niveau d'atteintes des résultats. Cette situation est susceptible de maintenir la pertinence des activités à leur niveau de départ et appellerait la nécessité de poursuivre les actions.

#### 4.2. Analyse de la complémentarité/cohérence

# 4.2.1. Analyse de la valeur ajoutée de la collaboration avec les services techniques décentralisés de l'Etat au niveau national et local (Koulikoro et Tominian) et les limites

Les ST sont garants de la mise en œuvre des politiques et stratégies en lien avec l'outcome. Ils assurent le suivi technique de la mise en œuvre du projet ainsi que les formations techniques. Cela a permis une prise en compte des investissements du projet dans la production des données au niveau commune, cercle, région et national et d'inscrire les actions dans la pérennité. La collaboration avec les ST a contribué à raffermir le lien avec la communauté dans certains domaines spécifiques. Le renforcement assuré par les ST a créé un cadre de collaboration basé sur la confiance avec les communautés. La stratégie de sortie du projet a mis en avant les services techniques qui dans l'exercice de leur rôle régalien sont amené à intégrer le suivi des réalisations dans leur dispositif d'appui conseil en dépit de l'insuffisance de moyen. Le partenariat a également permis d'accroitre la visibilité de la Croix Rouge, sa notoriété auprès des autorités administratives. Le tableau ci-dessous présente les types de partenariat, rôle/responsabilités et les limites.

Tableau 7 : Types de partenariat, rôle/responsabilités et limites

Structures	Types de partenariat	Rôle et responsabilités	Limites
Commune	Partenariat Institutionnel	- Mobilisation des populations ; Maitrise d'ouvrage des réalisations	Pas de protocoles de collaboration formelle entre le projet et les communes
Secteur de l'Agriculture	Partenariat technique	Existence de protocoles de collaboration entre le projet Appui technique dans le domaine de l'Agriculture Formation sur les nouvelles techniques de production respectueuses de l'environnement Suivi régalien, synergie d'action ; - Redevabilité/rapport.	Moyens limités
Service local de production et d'industrie animale	Partenariat technique	-Existence de protocole de collaboration ; - Appui technique dans le domaine de l'élevage (formation et sensibilisation) ; - suivi régalien, synergie d'action ; - redevabilité/rapport.	Moyens limités
Cantonnement des Eaux et Forêt	Partenariat technique	<ul> <li>Existence de protocole de collaboration;</li> <li>Appui conseil dans la gestion des ressources naturelles (Protection des forêts,</li> </ul>	Moyens limités

Structures	Types de partenariat	Rôle et responsabilités	Limites
		reboisement, sensibilisation sur la gestion des ressources, foyer amélioré); Mise en place des brigades de surveillance forestière - Suivi régalien; Redevabilité/rapport	
Service Local de la Pêche	Partenariat technique	- Existence de protocole de collaboration ; - Appui conseil	Instabilité du personnel (décès, départ en formation) Moyens limités

Source : Protocoles-entretiens, lors de l'évaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

De façon générale, la collaboration avec les principaux services techniques a été bonne. Tous les services techniques visités attestent d'un bon niveau d'implication à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet. Le partenariat a été sous tendu par une convention de collaboration signée qui couvre la période d'exécution du projet. Aussi, il existe une synergie entre les services techniques et l'équipe terrain du projet PA pour assurer un bon suivi des actions ce qui s'est avéré pertinent dans la mise en œuvre. Cette synergie a permis également de mutualiser les ressources humaines et techniques pour faciliter la mise en œuvre d'actions qui concourent à l'atteinte des résultats et, subséquemment à l'outcome du projet.

Cependant, il ressort des entretiens que la principale limite des services techniques est le manque de moyen financier et matériel pour assurer convenablement le suivi des acquis.

#### 4.2.2. Niveau de collaboration avec les autres partenaires

L'analyse de la collaboration/partenariat avec les autres partenaires se présente dans le tableau ci-après.

Tableau 8 : Niveau de collaboration avec les autres partenaires

Structures	Types de partenariat	Rôle et responsabilités	Niveau de collaboration
VSF/ICD	Synergie d'action	Protocole de collaboration formel Garantir l'efficacité et l'efficience des interventions financées par la DGD Complémentarité d'action Les renforcements de l'équipe techniques sur les thèmes en liens avec la nutrition, les démonstrations culinaires dans les communes d'intervention en partage avec ou non la CRM	- Moyen avec la même zone d'intervention mais de cibles différentes; - Possibilité de synergie d'action limitée par manque de budget commun pour opérationnaliser; Possibilité de synergie limitée (6 villages en commun).
Vian Don Bosco	Synergie d'action	Protocole de collaboration formel Garantir l'efficacité et l'efficience des interventions financées par la DGD Complémentarité d'action (formation des enseignants de sur les PSSBC)	Faible ; - Possibilité de synergie limitée.
Radio Locale	Prestation de service	Production et la diffusion de messages et spots de sensibilisation en langue locale sur les thématiques : changement climatique, connaissance du MICR, impacts des changements climatiques sur les principaux secteurs socioéconomiques, les mesures d'adaptations aux effets néfastes du changement climatique, pratiques agricoles et d'élevage et d'eau de d'assainissement, élargir la visibilité de la CR	Très bonne
Comité local CR Tominian	Partage d'expérience	Visite d'échange et partage de connaissance à Tominian ce qui provoque l'émulation, engagement, et l'engouement de réussir plus qu'à Tominian	Très bonne

Structures	Types de partenariat	Rôle et responsabilités	Niveau de collaboration
		Formation du gardien du siège de Tominian L'appui conseil et l'ouverture d'esprit du comité de Tominian	
Prestataires de services	Fournitures de services et matériels	Exécution correct des mandats	Bonne

Source : Données terrain-entretiens, lors de l'évaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

La collaboration avec la CRB et la CRM est jugée globalement satisfaisante. Les engagements ont été respectés en termes de communications des rapports périodiques, la réalisation des missions de supervision mixte. La mise à disposition des fonds à la CRM par la CRB n'a pas connu de rupture. La gestion déléguée du budget a été bénéfique pour la réalisation des activités. Globalement, le partenariat institutionnel entre la CRB et la CRM n'a pas connu de problèmes pouvant entraver l'atteinte des résultats du projet.

La valeur ajoutée de la collaboration avec les partenaires ONG bénéficiant du financement de la DGD semble limité pour les raisons suivantes : différences dans le choix des zones d'intervention, différence dans le ciblage des bénéficiaires, la non prise en compte de l'opérationnalisation de la synergie depuis la conception.

La collaboration avec VSF/ICD réside au niveau de la formalisation du partenariat et de la valorisation des différentes productions (animales et végétales). Les actions entreprises s'articulent autour du renforcement de l'équipe technique sur les thèmes en liens avec la nutrition, les démonstrations culinaires dans les communes d'intervention en partage ou non avec la CRM. La principale force de la collaboration a été la complémentarité des actions sur la technique de l'élevage réalisée par VSF et la promotion des produits d'élevage dans l'alimentation humaine et dans la production agricole réalisée par CRB-CRM. En outre, les faiblesses sont signalées notamment le chevauchement dans la planification, la non-participation des uns et des autres aux différentes rencontre de présentation de bilan et l'absence de budget commun pour la synergie. Les perspectives pour renforcer la synergie sont : l'identification des nouveaux sites et des nouveaux acteurs en tenant compte de l'existence des volontaires de CRM, le maintien de la synergie.

La valeur ajoutée de la collaboration avec le comité de Tominian. La collaboration a mis l'accent sur le partage d'expérience et le renforcement de lien avec les comités de Koulikoro et de Tominian. Elle a porté sur les Visites d'échange et partage de connaissance, ce qui provoque l'émulation, engagement, et l'engouement au niveau du comité de Koulikoro à s'approprier du projet afin réussir mieux qu'à Tominian. A titre d'exemple, il y'a la formation du gardien volontaire du siège de Tominian par un autre volontaire de Koulikoro.

Globalement le niveau de collaboration est jugée pertinent. L'appui conseil et l'ouverture d'esprit du comité de Tominian a été la clé du succès des actions à Koulikoro. Par soucis de durabilité, la CRM gagnerait à maintenir le cadre d'échange de connaissance afin de nourrir l'ambition de part et d'autre.

La collaboration avec les prestataires de services. Le niveau de collaboration est jugé globalement satisfaisant. Aucune difficulté pouvant entraver l'atteinte des résultats n'a été relevée.

Globalement, la CRM/CRB gagnerait à opérationnaliser la synergie autour des acteurs évoluant dans le même domaine et ayant les mêmes cibles, de prendre en compte les aspects opérationnels et de garantir un fond commun pour synergie depuis la conception des projets. Cela contribuerait à l'efficience à travers l'intervention selon la qualification/spécialisation de chaque ONG partenaire.

#### 4.2.3. Cohérence par rapport aux stratégies de la Croix Rouge Malienne (CRM)

La cohérence est développée à travers les documents stratégiques de la CRM et ceux de la CRB. Le tableau ci-après présente la cohérence observée entre l'outcome, les actions menées et les objectifs spécifiques du plan stratégique de la CRM.

Tableau 9 : Cohérence par rapport aux stratégies de la Croix Rouge Malienne (CRM)

Objectifs spécifiques du plan stratégique de la CRM		
Objectifs spécifiques du plan stratégique de la CRM  ➤ Améliorer l'état sanitaire des populations bénéficiaires des interventions;  ➤ Améliorer les conditions d'hygiène, la qualité de l'eau et l'assainissement du cadre de vie des communautés bénéficiaires grâce aux activités liées à la thématique WASH;  ➤ Améliorer l'état de protection de l'environnement et promouvoir le développement durable dans les zones d'intervention de la CRM;  ➤ Augmenter les capacités des résiliences des différentes communautés bénéficiaires des interventions de la CRM;  ➤ Appuyer le développement agricole et la sécurité alimentaire dans ses zones d'intervention de la CRM;  ➤ Améliorer les revenus des femmes, des jeunes et des autres groupes vulnérables bénéficiaires des interventions de la CRM;  ➤ Appuyer le développement agricole et la sécurité alimentaire dans ses zones d'intervention;  ➤ Le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles de la CRM.	La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique est renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian	Actions menées par le projet  Renforcement de capacité des volontaires villageois; Formation /démonstration sur la préparation d'aliment enrichie à base de produits locaux; Formation des leaders communautaires sur le MICR; Renforcement des capacités des ST et des Elus communaux; Formation sur Engagement communautaire et la redevabilité; Réalisation des EVC; Partenariat avec les services techniques et les collectivités; Simulation de plan de contingence au niveau des villages; Réalisation et suivi de l'AGR au profit du comité de Tominian; Construction et la réhabilitation des sièges et Koulikoro et Tominian.

Source: Rapport Stratégique CRM, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Le projet est en adéquation avec les objectifs du plan stratégique 2021 – 2025 de la CRM en matière de sécurité alimentaire, santé, gestion des catastrophes et le développement institutionnel. Ainsi, les objectifs (i) Améliorer l'état sanitaire des populations bénéficiaires des interventions ; (ii) Améliorer les conditions d'hygiène, la qualité de l'eau et l'assainissement du cadre de vie des communautés bénéficiaires grâce aux activités liées à la thématique WASH; (iii) Améliorer l'état de protection de l'environnement et promouvoir le développement durable dans les zones d'intervention de la CRM; (iv) Augmenter les capacités des résiliences des différentes communautés bénéficiaires des interventions de la CRM; (v) Appuyer le développement agricole et la sécurité alimentaire dans ses zones d'intervention de la CRM; (vi) Améliorer les revenus des femmes, des jeunes et des autres groupes vulnérables bénéficiaires des interventions de la CRM; (vii) Appuyer le développement agricole et la sécurité alimentaire dans ses zones d'intervention ; (viii) Le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles de la CRM s'insèrent dans l'outcome et les actions du projet PA concurrent à l'atteinte de l'outcome.

En somme les activités d'assainissement, de reboisement, de production agro-sylvo-pastorale, de réponses aux catastrophes, de 1er secours, de nutrition, de formation du personnel et des volontaires, de financement d'AGR, etc. sont inscrites dans la vision stratégique de la CRM.

#### 4.2.4. Cohérence par rapport aux stratégies de la Croix Rouge Belge (CRB)

La cohérence du projet par rapport aux stratégies de la CRB est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 10 : Cohérence par rapport aux stratégies de la Croix Rouge Belge

Objectifs stratégiques de la CRB	Objectifs du projet	Actions menées par le projet
Sauver des vies et renforcer le relèvement après les catastrophes et les crises		Renforcement de capacité des volontaires villageois
Renforcer les Sociétés nationales partenaires au service de la		Formation des leaders communautaires sur le MICR
résilience des communautés	La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et	Engagement communautaire et la redevabilité Renforcement des capacités des ST et des Elus communaux
	aux effets du changement climatique est renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro	Mission de suivi périodique de la CRM Partenariat avec les services techniques et les collectivités
Promouvoir le respect de la	et Tominian	Renforcement des capacités des producteurs /trices
dignité humaine		Facilitation dans l'accès aux semences de qualité L'augmentation et la diversification alimentaire Amélioration des conditions de vie

Source: Rapport Stratégique CRB, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Le projet est en accord avec les attachements prioritaires de la CRB qui stipule «Nous nous attachons en priorité à accompagner et renforcer les capacités de nos 8 partenaires Croix-Rouge, leurs sièges, comités provinciaux et locaux, afin d'améliorer leur performance et leur autonomie. Sur le terrain, nos partenaires et leurs volontaires appuient les communautés dans l'identification de leurs vulnérabilités et capacités. Ensuite, la Croix-Rouge les aide à mettre en place des mesures, pratiques et attitudes nouvelles qui contribuent à prévenir, atténuer et répondre aux risques identifiés par elles en matière de santé, d'accès à l'eau potable, d'hygiène, d'environnement et moyens d'existence. Par ailleurs, la Croix-Rouge accompagne les communautés pour qu'elles soient capables de faire valoir leurs droits et de se connecter à leur environnement, car le changement ne peut s'obtenir qu'avec l'appui des institutions, comme le Ministère de la Santé, les services techniques décentralisés, les autorités locales, et d'autres acteurs clés comme les ONG, les universités et le secteur privé»

Eu égard aux résultats de ces analyses, le projet est cohérent avec les priorités nationales au Mali. Il est en accord avec les priorités des communautés bénéficiaires et les politiques des principaux partenaires, avec la stratégie d'intervention de la CRB et de la CRM. Donc, le choix des actions du projet et de sa zone d'intervention est jugé pertinent.

#### 4.3. Analyse de la stratégie d'intervention du projet

# 4.3.1. Stratégie globale de mise en œuvre du projet : coordination du projet, ancrage institutionnel, pilotage du projet

Au niveau de la coordination, l'ancrage institutionnel et le pilotage du projet, la stratégie adoptée a porté sur la complémentarité des acteurs. Cette collaboration a permis une efficacité et une efficience dans l'orientation et l'exécution du projet, voire une appropriation des investissements par les différents acteurs locaux. Chacun des partenaires s'étant rendu plus utile là où il semble le plus compétent.

**CRB**: c'est le responsable de la gestion du projet vis à vis de la DGD. Il apporte au besoin à la CRM l'appui technique, financier et méthodologique nécessaire à la mise en œuvre du projet. L'approche privilégiée dans le cadre du projet PA est la **gestion déléguée** qui est un mode de gestion stratégique et privilégié par le partenaire, en vue de son autonomisation et de sa responsabilisation et qui facilite la mise en œuvre de certaines activités clés.

**CRM**: c'est le partenaire national d'exécution qui assure la coordination, la programmation et l'exécution des activités avec la participation du secrétariat général, du secrétariat régional, du comité local de Koulikoro ainsi que des volontaires communaux et villageois. Elle assure la formation et l'encadrement

des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités et le suivi rapproché des actions menées. Elle assure la mise en place et le renforcement des capacités des branches de la croix rouge. Elle contractualise avec les prestataires, assure l'opérationnalisation technique des synergies avec les ONG partenaires de la DGD. La CRM a une très bonne connaissance du terrain ainsi qu'une bonne collaboration avec les acteurs locaux (Collectivités décentralisées, services techniques, OSC, volontaires locaux).

**Services techniques**: ils assurent la cohérence de l'action avec les politiques et stratégies nationales et leur coordination au niveau local. Ils assurent également le suivi technique de la mise en œuvre du projet ainsi que les formations techniques. Cela a permis une prise en compte des investissements du projet dans la production des données au niveau local, cercle, régional et national et d'inscrire les actions dans la pérennité.

Les prestataires de services qui assurent la fourniture de services, matériels et fournitures pour la réalisation des activités.

Communautés bénéficiaires : déterminent les activités à mener avec l'appui des volontaires lors des EVC, mobilisent l'apport physique nécessaire pour la mise en œuvre des activités, élaborent et mettent en œuvre les Plans de Contingence. Cela a permis à ces bénéficiaires de s'approprier les investissements, ce qui est gage de pérennité/durabilité des actions.

#### 4.3.2. Stratégie d'exécution terrain

Des principes généraux auxquels s'ajoute une approche spécifique à certaines activités a été adoptée. Il s'agit de :

- Identification des actions par une évaluation des vulnérables et des capacités des communautés ciblées: les communautés ont été accompagnées dans l'évaluation de leurs besoins à travers les EVC. Ils sont ainsi entièrement responsables des activités planifiées et mise en œuvre par le projet en leurs faveur et cela constitue un gage de durabilité.
- Contractualisation des prestations de service: toutes les activités devant être exécutées par des expertises externes faisaient l'objet d'une procédure de passation de marchés à l'issue de laquelle un prestataire est retenu pour la contractualisation. Ce principe permet de faire jouer la concurrence et de réaliser les activités avec efficacité et efficience.
- ❖ Elaboration des plans d'actions par les bénéficiaires : au terme de chaque formation, les bénéficiaires (généralement les membres de comités) ont élaboré des plans en vue de l'application des connaissances acquises. Ces plans sont transmis à l'équipe projet pour le suivi de la mise en œuvre.
- \* Révision budgétaire annuelle : sur la base des dépenses et soldes budgétaires, des révisions budgétaires ont été réalisées annuellement. Cela a permis d'augmenter ou de réduire les budgets de certaines lignes budgétaires, d'inscrire de nouvelles lignes budgétaires (activités Covid).
- Mutualisation des moyens disponibles à l'intérieur de CRM: la CRM a mutualisé les ressources humaines disponibles à son siège avec le projet. Le projet a en effet bénéficié de l'appui d'agents non prise en charge financièrement par le projet. En effet, outre le personnel budgétisé à temps plein ou à temps partiel, d'autres agents de la Croix-Rouge malienne (coordinations thématiques santé, responsable du volontariat, équipe logistique et financière, etc..) sont également impliqués dans le projet à de plus faibles niveaux et sans implication financière pour le projet. Ce qui lui a permis d'être plus efficace dans la mise en œuvre du projet.
- Concertation: CRM à travers l'équipe projet a tant bien que mal priorisé la synergie d'action avec les partenaires DGD intervenants. Ce qui lui a permis de valoriser leurs expériences ou leurs acquis sur le terrain et de conduire les actions dans certaines complémentarités.

- Mise en place de comité villageois pour chaque domaine d'intervention du projet : elle a été un préalable à la mise en œuvre des activités terrains dans les villages. Il a consisté d'abord en la mise en place de comité croix rouge dans les villages pour porter l'ensemble des activités puis en l'organisation des producteurs volontaires pour mener les activités dans un domaine donné autour d'un comité d'environ 5 membres qui est formé pour former à son tour ses pairs. Cela a permis de mobiliser au niveau de chaque village un grand nombre de volontaires pour la formation et l'encadrement des communautés et d'éviter la surcharge des ressources humaines mobilisées par les activités.
- ❖ La mobilisation et le renforcement des capacités des acteurs (volontaires, membres des comités, services techniques, élus, partenaires de la synergie): la mise en œuvre du projet au niveau de chaque village repose sur les comités. Chaque comité a été formé pour répliquer les connaissances au profit des communautés. Cela a permis aux comités de s'approprier les activités pour une gestion durable des acquis. Aussi, le renforcement des comités croix rouges (régional et villageois) sur toutes les thématiques de renforcement des capacités au profit des communautés a facilité l'accompagnement technique de celles-ci pour l'exécution des activités. Un système a été mis en place permettant d'évaluer les connaissances des personnes déjà formées avant de passer à une autre formation. Ce qui permettait de corriger les insuffisances.
- ❖ Forte implication des services techniques : les services techniques ont été renforcés et ont réalisé les formations dans leurs domaines de compétences. Ils ont également assuré le suivi de la mise en œuvre des activités à la suite des formations. Ce qui les a rapprochés des communautés bénéficiaires.
- \* Responsabilisation des femmes dans les comités : les femmes sont membres des comités villageois et parfois à des postes de responsabilité (Président, Trésorier, Secrétaire administratif, Chargé de marketing) avec une proportion de 25%. Elles apportent ainsi leur contribution aux décisions concernant le développement des communautés.
- ❖ Décentralisation de la passation de certains marchés : cela a permis des achats au niveau local contribuant ainsi à l'économie de cet échelon territorial.
- Réalisation de voyages d'échanges inter villageois et des concours de performance: des bons et mauvais exemples étaient choisis pour ces visites. Elle a permis un partage d'expériences entre les participants et une mise en compétition des villages dans la mise en œuvre de leurs plans d'actions.
- ❖ Introduction de technologies de production simples faciles à répliquer. Avec l'utilisation des techniques agro fermes ex : la culture de la tomate hivernale, zaï, micro-dose, etc.) : ces technologies qui sont faciles d'accès par les communautés bénéficiaires favorisent non seulement leur adoption mais aussi contribue à leur durabilité et surtout l'augmentation et à la diversification de la production.
- ❖ Mise en place de multiplicateurs semenciers villageois pour favoriser l'adoption des semences ainsi que son accès par les producteurs : des multiplicateurs de semences de niébé, mil et sorgho et mis en place au niveau de chaque village et dotés de semences R1 (première génération) pour produire les semences de 2ème génération.
- \* Réalisation de plans d'affaires pour les AGR (étang, banque de céréale, banque aliment bétail, etc): elle a été un préalable au démarrage de la réalisation des AGR. Cela a permis de s'assurer de la rentabilité de ces AGR avant d'entamer leur financement. Concernant le comité de Koulikoro, le plan d'affaire pour l'AGR n'a pas été pris en compte à la conception du projet. Cela pourra retarder l'autonomisation financière pour assurer les frais d'entretien et de gardiennage du siège par exemple.

- Equipement des volontaires et communautés (kit assainissement, boite à image changement climatique): cela a renforcé les capacités matérielles des communautés pour la mise en œuvre des activités de leur plan d'actions.
- ❖ Appui pour des reboisements individuels et collectifs: elle responsabilise chaque bénéficiaire volontaire pour le reboisement et l'entretien des plants. La propriété des plants (mosquée, école) et les retombées qui peuvent être tirées plus tard renforcer l'engagement des bénéficiaires pour leur protection favorisant ainsi de meilleur taux de réussite.
- Suivi-évaluation de la mise en œuvre avec des réunions périodiques et des visites terrain : il a permis aux parties prenantes de la mise en œuvre du projet de se retrouver et de traiter ensemble de l'avancement du projet et des problèmes rencontrés.
- Identification des activités à mener: Le choix des activités à mener dans le cadre du projet a été effectué sur la base d'un diagnostic participatif avec les différentes parties prenantes. Ce qui a permis de garantir l'efficacité dans leur réalisation et l'adhésion des populations.

#### 4.3.3. Analyse/ Pertinence des stratégies utilisées dans l'intervention

Tableau 11 : Forces/faiblesses des stratégies utilisées dans la mise en œuvre du projet

Stratégies d'intervention	Forces/pertinence	Faiblesses
Approche multisectorielle	Prise en compte des besoins de la communauté dans leur globalité/holistique Renforcement de la résilience de la communauté	-
Synergie/complémentarité des ONG/partenaires DGD	Partage d'expérience et complémentarité Synergie d'action dans des zones communes	Des planifications souvent chevauchantes
Implication des collectivités territoriales	Prise en compte de la maîtrise d'ouvrage communale Stratégie de renforcement des capacités des collectivités territoriales afin de garantir la durabilité des résultats	Les rapports du projet ne sont pas partagés à toutes les parties prenantes
Utilisation des volontaires	Adhésion des volontaires aux MIRC	Absence de motivation pour faciliter leur fidélisation
Collaboration avec les services techniques déconcentrés	Respect du rôle régalien ; Participation à la mise en œuvre des activités à travers les protocoles ; Facilite la durabilité des acquis du projet ;	Prise en charge limitée
Appel à concurrence pour la réalisation de certaines activités ce qui permet d'avoir des coûts réduits.	Efficience dans les coûts de réalisation des prestations par le biais du choix des prestataires les moins disant ou mieux disant Qualité de certaines réalisations (BC, Parc de vaccination, BAB, etc)	Risque de réceptionner le matériel ou des ouvrages de qualité moins bonne

Source: Données terrain, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

En conclusion, les stratégies utilisées dont les principaux aspects sont analysés dans le tableau ci-dessus sont pertinentes. A ces stratégies énumérées, il faut ajouter la flexibilité du projet qui a permis d'opérer des adaptations en situation d'insécurité et de maladie (COVID-19).

Globalement la stratégie d'exécution du projet est pertinente et permet d'assurer une bonne appropriation des acquis par les bénéficiaires et les services techniques. Elle est très participative, garantit l'atteinte des objectifs du projet, et permet d'impulser une dynamique de pérennité des activités.

Ses points forts sont la gestion déléguée, la forte responsabilisation des communautés à travers la mise en place et la formation des comités, l'identification des bénéficiaires sur la base du volontariat, le renforcement des capacités des groupes cibles avant action, la réalisation des plans d'affaires avant le financement des AGR, la

mutualisation des ressources humaines disponibles et la synergie développée à travers la concertation avec les partenaires DGD.

Ses points faibles concernent essentiellement le retard dans le déploiement de l'équipe et du matériel, l'insuffisance de données chiffrées dans les plans d'actions des communautés, ne permettant pas souvent de mesurer le niveau d'engagement des bénéficiaires et faciliter le suivi, la non prise en compte de l'AGR pour le comité régional croix rouge de Koulikoro lors de la mise en œuvre du PA 17-21, l'absence du poste d'assistant suivi évaluation pour un projet d'envergure, la non extension de la synergie à d'autres acteurs intervenants dans la zone d'intervention.

#### 4.4. Analyse de la logique d'intervention

## 4.4.1. Analyse de la logique verticale (Pertinence des objectifs, des résultats attendus et activités ainsi que leur niveau de cohérence)

L'examen du cadre logique montre que la mise en œuvre des activités planifiées permet de produire les extrants escomptés. La réalisation des extrants permet l'atteinte de l'outcome. En effet :

- le renforcement des capacités des 13 comités Croix-Rouge villageoise par la branche de Koulikoro, des services techniques de l'État, des élus locaux, des leaders communautaires, des membres des comités communaux de Tominian sur le MICR, le renforcement des capacités des volontaires et l'équipe projet sur l'ECR, les activités de suivi des activités par les services techniques à travers des protocoles de collaboration, des visites d'échange (en octobre 2018 à Tominian et en Novembre 2020 à Tienfala), des ateliers de suivi trimestriel (7) et ateliers du comité mixte de supervision (7), l'atelier de désengagement et des enquêtes de suivi (3 enquêtes) ont permis de renforcer les capacités de la CRM et les acteurs locaux pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience (Résultat 4):
- la sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles, l'éducation et démonstration nutritionnelle, la sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, l'assainissement et l'utilisation des aliments (62 séances de causeries éducatives et 22 visites à domicile-VAD), la sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, l'hygiène et le score de Diversification Alimentaire (70 séances de causeries éducatives et 156 VAD), Organisation de séances de dépistage précoce de la malnutrition (51 séances), le renforcement des capacités de 51 volontaires sur les PSSBC (2 sessions) et la tenue de journée de nutrition(3 journées organisées) renforcent la résilience des bénéficiaires dans le domaine de la santé (**Résultat3**).
  - le renforcement des capacités des volontaires, des élus, des services techniques sur le changement climatique et la réduction de risque de catastrophe (2 sessions de formations), l'information et la sensibilisation des communautés sur le changement climatique et notamment sur les mesures d'adaptation (304 séances de causerie éducatives et 69 VAD, la mise en place et l'opérationnalisation des brigades de surveillance (9 à Koulikoro et 5 à Tominian), la confection de 26 plaques de sensibilisation sur les actions concrètes d'anticipation et d'adaptation aux effets du Changement Climatique (CC), le renforcement et équipement de 17 pépiniéristes, la promotion et le suivi de des actions de protection de l'environnement ( avec 7 694 foyers améliorés réalisés dans les ménages, 1052 RNA, 1 884 fosses fumières, 16 901 arbres plantés avec un taux de suivi de 50%, 7 accord de protection des essences protégés, 20 feux éteints, etc.) et l'appui et la mise en place de 18 CDRT dont 13 à Koulikoro et 5 à Tominian ont permis d'améliorer la résilience aux chocs environnementaux des populations des villages (Résultat 2);
    - les activités de renforcement de capacités des volontaires sur les nouvelles techniques agricoles, les 126 séances de focus groups et 91 VAD sur les nouvelles techniques agropastorales réalisés au niveau communautaire, le Suivi de la Dotation des ménages vulnérables bénéficiaires en volailles/ruminants dans 6 villages, la mise en place et le suivi de 11 noyaux multiplicateurs de semences constitués de 55 producteurs communautaires, renforcement des capacités des volontaires sur les technique d'élevage (28) et sur la pisciculture (26), la promotions de l'arboriculture fruitière et cultures fourragères (80 séances et 62 VAD), le renforcement des capacités de la communautés sur la pratique du maraîchage (234 personnes

formés), distribution de semences, dotation d'outils de restauration des sols, la réalisation et le suivi d'infrastructures socio-économique(3 BC, 1 Etang piscicole, 1 mare d'abreuvement, 1 magasin d'aliment bétail et 1 parc de vaccination) permettent d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des villages ciblés (**résultat 1**).

Le niveau de réalisation de l'ensemble des résultats : le renforcement des capacités de la CRM et les acteurs locaux pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience (Résultat 4) ; le renforcement de la résilience des bénéficiaires dans le domaine de la santé (Résultat 3) ; l'amélioration de la résilience aux chocs environnementaux des populations des villages (résultat 2) et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des villages ciblés (résultat 1) contribuent au renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian.

La logique verticale est pertinente pour répondre aux préoccupations des groupes cibles. Il y a une bonne cohérence entre l'outcome, les résultats et les activités. Le lien vertical entre les activités, les résultats attendus et les objectifs est évident.

#### 4.4.2. Analyse de la logique horizontale (indicateurs et hypothèses)

La logique horizontale du cadre logique : les éléments qui la composent sont les suivants : la logique d'intervention, les indicateurs objectivement vérifiables (IOV), les sources de vérification et les hypothèses. Les objectifs du projet peuvent être atteints si des indicateurs sont définis et vérifiables à partir des documents et sous les hypothèses définis au préalable.

Les indicateurs suffisent pour mesurer l'atteinte des résultats et de l'outocome du projet. Toutefois, la formulation de certains en termes de précision aurait pu être apportée pour faciliter leur mesure. Au titre d'exemple :

- Indicateur 1.1: 50% des ménages vulnérables cibles ont augmenté le niveau de leur production alimentaire (agricole, maraîchère et animalière), manque de précision au niveau de la production agricole, maraîchère et animalière);
- Indicateur 2.1: 70% des communautés des villages ciblées connaissent les risques environnementaux auxquelles elles sont exposées et les mesures pour les mitiger, manque de précision concernant le nombre de risque et le nombre de mesure à connaitre.
- Indicateur 3.1: Le nombre de femmes qui se sentent soutenues par leurs maris dans l'application des pratiques essentielles sur le planning familial et l'hygiène a progressé de 20%, aurait pu être reformulé comme suit : le pourcentage des femmes qui se sentent soutenues par leurs maris dans l'application des pratiques essentielles sur le planning familial et l'hygiène a progressé de 20%
- Indicateur 3.2: 80% des femmes connaissent et disent appliquer au moins 5 pratiques familiales essentielles, aurait pu être reformulé comme suit : 80% des femmes connaissent et disent appliquer au moins 3 pratiques familiales essentielles.
- Indicateur 1: Au terme du projet, la traversée de la période de soudure n'est plus une préoccupation majeure (la période de soudure est réduite de 6 à 3 mois et moins de 15 % ont recours à des stratégies négatives d'adaptations face à l'insécurité alimentaire), aurait pu être reformulé comme suit : Au terme du projet, la traversée de la période de soudure n'est plus une préoccupation majeure (la période de soudure est réduite de 8 à 6 mois et moins de 15 % ont recours à des stratégies négatives d'adaptations face à l'insécurité alimentaire) au regard des données collectées à la baseline et de la dépendance des facteurs externes non maitrisables (la pluviométrie).

L'analyse horizontale des indicateurs a montré que certains indicateurs auraient pu être reformulés lors de la réalisation de la baseline afin de faciliter leur mesure dans la suite du processus des enquêtes midline et endline.

## 4.4.3. Analyse et gestion des risques

L'analyse des hypothèses est faite dans le tableau ci-après.

Tableau 12 : Analyse et gestion des risques

Type de risques	Mitigations	Réalisation	
INTERNE	Miss on place do CMC pagagest 5	D4cll-4	
	Mise en place de CMS rapproché	Réalisé	
	Participation aux actions du mouvement CR/CR pour l'accompagnement et le renforcement de capacités de la CRM	Réalisé	
	Privilégier des volontaires issus des communautés locales ou		
Dysfonctionnements / changements chez partenaire	de la région	Réalisé	
	Investir au maximum dans le comité local de Koulikoro et		
	Tominian	Partiellement réalisé	
	Trouver des formes de motivations spécifiques et	Non aumienu	
	personnalisées pour les volontaires	Non survenu	
	Favoriser l'autonomisation financière de la CRM par une AGR	Partiellement réalisé	
	Sensibilisation au respect des statuts	Non survenu	
	Animation de l'accord tripartite FICR-CICR-CRM	Non survenu-	
	Mise en place de cadres de rencontres réguliers avec les autorités et services techniques pour promouvoir leur	Réalisé	
Les autorités locales ne	leadership sur les thématiques du projet.  Intégration des autorités & Services techniques dans les		
coopèrent pas comme	sessions de formation, les évaluations et les rencontres	Réalisé	
prévu	communautaires	Nounco	
r · · ·	Approche droit développée auprès des communautés pour		
	bénéficier des services et d'un accompagnement des services	Réalisé	
	techniques et des autorités		
	Participation <b>systématique</b> des services techniques aux	Non réalisé par à la	
	actions de formation, promotion et sensibilisation, pour	notion de systématique	
Faible capacité et moyens des services techniques	promouvoir leur leadership auprès des communautés  Promotion du rôle des services techniques auprès des	<u> </u>	
	communautés sur la base de l'approche droit	Réalisé	
	Privilégier des formes de motivation <b>pérenne</b> pour les agents		
	des services techniques, garantissant leur autonomie de suivi	Non réalisé par à la	
	des communautés	notion pérenne	
	Plaidoyer auprès des services déconcentrés de l'Etat pour		
	renforcer les moyens des agents des services techniques leur	Non réalisé	
EVERNE (L. L.)	permettant d'assurer leur rôle		
EXTERNE (hypothèses)			
	Entretenir un lien rapproché avec les servies d'État et notamment la gendarmerie et la garde nationale	Non survenu	
	Maintenir la CRM dans l'éventualité d'une aide d'urgence pour		
	répondre efficacement (accueille des déplacés éventuels,	Non survenu	
Troubles politiques	etc.)	11011 041 10114	
	Respecter le code de conduite du Mouvement Croix-Rouge	Réalisé	
	Veille d'information sécuritaire avec les autorités et les	Réalisé	
	officiers de liaisons de l'Ambassade de Belgique	Realise	
Changement politiques sectorielles	Nous avons peu de prise sur ce genre de question. En vue de		
	diminuer au maximum l'impact sur le projet, le dialogue avec		
	les autorités nationales et locales sera régulier pour anticiper	Non réalisable	
	au maximum la survenue de tels changements et ainsi anticiper l'adaptation de l'action pour que cela ait le moins		
	d'effet possible		
Epidémie	Elaboration de plan COVID-19	Réalisé	
	Distribution de Kit COVID-19	Réalisé	
	Sensibilisation aux respects des mesures barrières	Réalisé	
Catastrophe naturelle	Utilisation des semences améliorées	Réalisé	
(inondation, sècheresse)	Elaboration de plan de contingence	Réalisé	

Type de risques	Mitigations	Réalisation
	Absence de mesure de mitigation en cas de mauvaise récolte à cause des prix élevés des céréales au moment des récoltes	survenu
Insécurité	Absence de mesure de mitigation	survenu

Source: Enquête terrain, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Deux types de risques étaient définis à la conception du projet. Il s'agit des risques internes et externes. La plupart des stratégies de mitigations définies ont été réalisées. Au niveau des risques externes tels que « Troubles politiques », « Changement politiques sectorielles », la probabilité de la survenue de ces risques est faible.

La dégradation de l'environnement sécuritaire a influencé de façon négative le bon fonctionnement de certains comités de brigade de surveillance forestière. Il faut noter que les agents du cantonnement forestier sont les principales cibles des hommes armés non identifiés (HANI) du coup les brigades de surveillance forestières deviennent aussi la cible. Les informations en lien avec la protection ne parvenaient plus aux services du cantonnement forestier. A la conception du projet, des mesures de mitigation n'avaient pas été définies concernant la sécheresse ou cas des mauvaises récoltes sont observés comme tel est le cas pour la campagne agricole2021-2022. L'objectif des banques de céréales est d'éviter le bradage des céréales en les achetant au prix du marché au moment des récoltes et de réduire au moment de la période de soudure afin de permettre aux ménages vulnérable de les accéder à un prix inférieur à celui du marché et en faisant une marge. Au passage de la mission en février, le prix du mil était à 25 500 F le sac de 100 kg et le maïs 23 500 F le sac de 100 kg sur le marché local, soit 255 F pour le mil et 235 F pour mais le kg contrairement aux années antérieurs. Ces prix sont élevés par rapport aux prix de ces mêmes céréales à la même période de l'an passé. Un plan de contingence sécheresse lié à une hausse des prix en cas de survenu d'une mauvaise récolte aurait pu être défini comme mesure de mitigation. Il serait important de travailler à faciliter le contact des Banques de céréales et les Institutions de Micro-Finance (IMF) pour que les producteurs puissent contracter des crédits afin de développer leur AGR. La GIZ intervient déjà dans ce sens dans la région de Koulikoro, une opportunité que la CRB/CRM peut explorer dans le cadre des actions de synergie.

De façon générale, les mesures de mitigation définies par le projet ont permis de réduire la majorité des conséquences des risques définis à travers les mesures de mitigations définies. Ce qui a permis de contribuer à l'atteinte des résultats et l'outcome du projet.

#### 4.5. Analyse de l'efficacité

L'analyse de l'efficacité se fera par l'établissement du bilan de réalisation des activités qui a fait ressortir les contraintes ou changement d'orientation.

# 4.5.1. Bilan de réalisation du résultat 1 : La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des villages ciblés est améliorée

Ce résultat est constitué de 12 activités dont la description de la mise en œuvre est détaillée ci-après :

- Formation des volontaires par les Services techniques sur les nouvelles techniques agricoles (ECOFERME. La mise en œuvre de cette activité a permis de former 39 volontaires communautaires 2 membres du comité CRM de Koulikoro, 4 membres de l'équipe du projet.
- Sensibilisation sur les nouvelles techniques agro-pastorales auprès des communautés :
   Au total 126 séances de focus groups et 91 visites à Domicile (VAD) ont été organisées dans les
   18 villages de Koulikoro et Tominian avec 2 365 participants dont 1359 Hommes et 1 006
   Femmes.
- Suivi de la Dotation des ménages vulnérables bénéficiaires en volailles/ruminants, en lien avec VSF/ICD: Cette activité est inscrite par la CRM dans le cadre de l'opérationnalisation des synergies avec ICD/VSF-Belgique. Le rôle assigné à la CRM/CRB était de faire le suivi et l'appui à travers des conseils par rapport à la gestion de ces noyaux d'élevage. C'est dans ce cadre que

l'équipe du projet a réalisé dans les 06 villages (Kalankoulou, Katiola, Chola, Koyo, Katiola et Sirado) de la commune de Sirakorola des activités de suivi et appui. Dans les 6 villages suivis, les noyaux d'élevage de chèvres sont effectivement mis en place. Les bénéficiaires ont été formés sur les techniques d'élevage. Le suivi sanitaire est régulièrement assuré par un prestataire privé de Sirakorola.

- Mise en place et formation des noyaux de multiplicateurs de semences dans les communautés: Au total 11 noyaux de multiplicateur de semences ont été mis en place (1 noyau par communauté). La formation de ces multiplicateurs de semences a eu lieu à Koulikoro du 14 au 16 Mai 2018. En 2020 un atelier de recyclage a été organisé à leur intention du 08 au 11 Juin à Koulikoro. Ces activités formations et recyclage ont permis de toucher (55) volontaires communautaires (5 membres par village), (2) membres du comité CRM de Koulikoro et (4) membres de l'équipe projet. Parmi les 55 volontaires multiplicateurs, les femmes représentent 23%.
- Suivi/appui des multiplicateurs de semences : le suivi dans 11 villages de Koulikoro et 05 noyaux redynamisés à Tominian a permis d'obtenir les résultats suivants : En 2018 les multiplicateurs de semences ont emblavé en semences de qualité environ 8 ha de mil, 17 ha de sorgho, 9ha de maïs et 20, 5 ha de niébé; En 2020 les multiplicateurs ont emblavé 47 ha et mis à la disposition des producteurs environ 3 377kg de semences (mil, sorgho, maïs et niébé). Les multiplicateurs de semences ont mis à la disposition des producteurs environ 1950 Kg de mil, 1 250 kg de sorgho et 177 kg de niébé; En 2021 les 48 multiplicateurs² suivis dans 14 villages dont 17% de femmes ont emblavé environ 38 ha en mil, sorgho, maïs et niébé avec une production estimée à 15 tonnes de semences.
- Formation sur les techniques d'élevage : elle a regroupé 28 volontaires et les 02 animateurs du projet. Les activités de suivi dans les communaux ont permis de constater que les techniques apprises par les volontaires sont diffusées dans les ménages qui pratiquent l'élevage, soit 143 ménages (dont 100 de la zone du projet et 43 hors projet) adoptent les différentes techniques (production de l'aliment-bétail avec de la paille enrichie à l'urée et asticots pour la volaille).
- Formation des volontaires sur la pisciculture : elle a regroupé 26 volontaires communautaires, les représentants du comité de Koulikoro et les animateurs. Cet atelier a permis d'orienter les participants sur la politique Nationale de l'aquaculture, les types de pisciculture, les infrastructures piscicoles et leur fonctionnement, les techniques d'acquisition des alevins, les techniques d'alimentation et d'élevage, la commercialisation. Cette formation a permis aussi au comité de gestion de l'étang piscicole de Kenenkoun de renforcer sa gestion.
- Promotion de l'arboriculture fruitière et cultures fourragères: 80 séances de focus groups et 62 VAD ont été organisées dans les 18 villages de koulikoro et Tominian pour sensibiliser et informer les ménages sur l'importance économique et environnementale des arbres fruitiers et des cultures fourragères. Les espèces d'arbres fruitiers ciblées ont été le manguier greffé, le papayer, les agrumes (citronniers et orangers), le tamarinier, l'anacardium, le baobab et le jujubier greffé. Ces séances ont permis de toucher 1 703 personnes dont 909 Hommes et 794 Femmes. Le projet a mis à leur disposition 1400 Kg de semences fourragères (400 kg de niébé fourrager et 1000 kg de maïs fourrager) pour culture. 3 653 jeunes plants d'arbres fruitiers ont été acquis, distribués et reboisés dans les communautés avec un taux de survie de 50% des arbres plantés. Distribution de 260 kg de semences fourragères: dolique, sorgo Saguifa, Niébé Sangaranka et maïs Sotubaka. Ces semences ont été cultivées par 111 agro-éleveurs dont 29 femmes.

-

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Le suivi de 2021 a porté sur 5 villages de Tominian et 9 villages de Koulikoro soit au total 14 villages avec au total 48 producteurs dont 18 à Tominian et 30 à Koulikoro. Les 7 autres ont vu leurs parcelles échouées suite aux conditions pluviométriques (sécheresse inondation) et pour d'autres les informations n'ont pas été remontées vers le projet à temps.

- Formation sur le maraîchage : 13 sessions de formation ont été organisées au niveau des communautés avec la participation de 245 personnes dont 176 femmes et 69 hommes sur une prévision de 234 personnes. Cette formation a permis aux participants en fonction des périodes de cultures d'avoir des connaissances sur l'implantation et la conduite d'une pépinière, la conduite des parcelles des cultures maraîchères, les formulations des produits alternatifs de traitement et plus spécifiquement sur les techniques de culture de la tomate et de l'échalote en hivernage.
- Promotion du maraîchage: 1 000 Kg de Tomate d'hivernage et 1 040 Kg d'échalote (semences) ont été mis à la disposition de 1130 bénéficiaires. La promotion s'est faite à travers 78 causeries éducatives et 21 VAD sur le calendrier du maraîchage pendant la contre saison, les techniques de piquetages, l'importance de la fumure organique, l'utilisation des produits alternatifs dans le traitement phytosanitaire, le rôle du maraîchage dans le cadre de la diversification alimentaire des ménages et de la génération de sources de revenus. Ce qui a permis de toucher 1586 personnes dont 561 Hommes et 1 025 Femmes.
- Dotation d'outils de Restauration des sols et en semences : Au total soit 13 kits, soit 01 kit d'outils de restauration mis en place dans les 13 communautés de Koulikoro. Les Kits étaient composés de Brouettes (65), pelles(130), Pic- as (65), barres à mine(52), râteaux(65), fourches(65), pioches(195) et faucilles(130). Ces matériels sont utilisés sous la responsabilité des comités villageois Croix-Rouge dans les communautés par les producteurs pour la production de fumure organique, l'installation du Zaï, digues de protection. Ils sont aussi utilisés dans les activités de protection de l'environnement (Reboisement, RNA, Foyers améliorés, assainissement, curage des caniveaux...).
- Appui à la mise en place des infrastructures socio-économiques : 3 Banques de Céréales, 1 Etang piscicole, 1 mare d'abreuvement, 1 magasin d'aliment bétail et 1 parc de vaccination ont été mis en place et équipés en intrants, matériels et stocks de départ. Des comités de gestion ont été mis en place et formés/recyclés pour assurer la gestion de ces infrastructures socio-économiques dans le cercle de Koulikoro et Tominian<sup>3</sup>.
- Suivi/appui des infrastructures socio-économiques : Le suivi appui a été fait au niveau de 07 banques de céréales, 01 unité de plate-forme, 01 mare d'abreuvement, 02 étangs piscicoles, 01 magasin pour aliment bétail, 01 unité de fabrique de savon, 01 périmètre maraîcher et 01 parc de vaccination dans le cercle de Koulikoro et de Tominian. Au total 34 700 Kg de céréales vendu aux ménages vulnérables pendant la période de soudure de 2021 au niveau des magasins de Koulikoro et Tominian. Les activités de suivi de 2018 à 2021 ont permis d'enregistrer comme stock de céréales entré dans les magasins à 90 tonnes. Ce stock a été entièrement cédé à environ 950 ménages vulnérables pendant les périodes de soudures. Ce stock était constitué de mil, de sorgho, de fonio, et de riz. De façon générale la période de cession des céréales s'est située entre Juillet et Septembre. Le prix unitaire moyen au kilogramme a été estimé en 2021 à 160F contre 140F à 200F sur le marché. Nous avons constaté une évolution du niveau des stocks de 2018 à 2021. Ainsi de 2018 à 2019 pour les 4 banques de céréales de Tominian les stocks ont respectivement varié de 13 245 Kg à 14 600 Kg. Pour les 07 banques de céréales de Tominian et de Koulikoro de 2020 à 2021 les stocks ont varié de 32 390Kg à 34 700 Kg. Cette augmentation du niveau du stock dans les magasins est un indicateur pour la durabilité de l'activité des banques de céréales. L'ensemble des outils de gestion des différents magasins est tenu à jour.

**Unité de plate- forme à Daga** : Elle fonctionne toujours sans contrainte. De Janvier 2020(date du démarrage effectif des activités de la PMF) à Novembre 2021, le suivi a permis d'obtenir le

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>4 banques de céréales, 1 périmètre maraîcher, 1 étang piscicole, 1 unité de savon et 1 unité de plateforme ont été mis en place lors de la phase 2014-2016 comme des infrastructures socio-économiques.

bilan est le suivant : Recettes des prestations : 1 631 400 FCFA ; Charges : 859 675 FCFA et Marge bénéficiaire : 771 725FCFA.

Les recettes sont constituées des frais de moutures des céréales (mil, sorgho, fonio, maïs...). Les dépenses sont constituées de frais d'achat de gaz oïl, d'huile, de réparation des dents du moulin, de rétribution des membres du comité de gestion et de contribution aux charges du conseil de village. 55 ménages de Daga et 02 ménages du village de Sokolo ont pu bénéficier des prestations. Les outils de gestion sont bien tenus à jour.

Aujourd'hui la plateforme a beaucoup contribué a allégé la corvée des femmes et des jeunes filles de Daga au dire des différents témoignages. Selon les mêmes sources elle a beaucoup contribué au renforcement des rapports sociaux par les prestations gratuites ou avec des remises dans les cas de cérémonies sociales comme les funérailles, les baptêmes et les mariages.

**02 étangs piscicoles** : A ce jour le nombre d'alevins en élevage n'est pas exactement connu dans les 02 étangs.

A Kenenkoun, Le processus de multiplication des carpes ne permet pas de faire une estimation du nombre exact de poissons dans l'étang. L'acquisition d'un récépissé par le comité de gestion lui a permis d'avoir une cage flottante dans le cadre de la collaboration le secteur de la pêche de Koulikoro. Actuellement l'étang sert presque d'écloserie et le grossissement des poissons se fait au niveau de cette cage flottante. Le comité de gestion a fait aussi introduire dans l'étang d'autres espèces de poissons comme les silures et les Fana. Ce dispositif a permis un peu d'équilibrer la densité des poissons dans l'étang et rendre l'activité relativement productive. Ainsi au niveau de l'étang et de la cage la vente d'alevins et de poissons a enregistré une recette d'environ 750 000 FCFA contre des charges estimées à 650 000 FCF. Ces charges sont constituées de frais d'achat d'alevins, d'aliments poissons, de carburant et de frais de réparation du groupe, de frais d'acquisition de récépissé et de frais de location du magasin. Pour une gestion plus efficiente de l'initiative le secteur de la pêche de Koulikoro a réalisé du 06 au 09 Septembre 2021 une mission d'appui conseil pour le comité de gestion à Kenenkoun. Cette mission a permis de bien conseiller les membres du comité de gestion sur les bonnes pratiques de la pisciculture en étang, bassin et de cage flottante. La mission a ainsi formulé des recommandations pour la bonne marche de l'activité : Prévoir au niveau de l'étang un tuyau de vidange ; Faire l'entretien de l'étang ; Faire des pêches partielles chaque trimestre. Chercher des clients pour l'achat des alevins. Faire le plaidoyer auprès de la mairie pour la prise en compte dans le PDSEC de la réalisation de bassins piscicole qui sont plus pratique, Tenir les réunions mensuelles et mettre à jour les cahiers d'activités.

A Poronè: Environ 7 000 carpes étaient en élevage monoculture. Sachant que les carpes se multiplient en captivité, le comité de gestion procède à des pêches ponctuelles. Les poissons qui atteignent un niveau de grossissement satisfaisant sont pêchés. Ainsi environ 518 Kg de poissons ont été pêchés et vendus à raison de 750 à 1 000 FCFA le Kilogramme. Les recettes de pêche ponctuelle sont estimées à 388 500 FCFA. Comme nous avons signalé dans les précédents rapports cette stratégie de pêche permet de maintenir l'équilibre de densité des poissons dans l'étang et de couvrir les charges courantes avec des marges bénéficiaires faibles. Pour faire des marges élevées, le projet pourrait s'orienter vers la pisciculture avec des cages flottantes en bois dont des études ont révélé des avantages en termes de durabilité tant du point de vue technique, qu'économique et environnemental. L'idéal aurait été de s'orienter vers le choix du clarias en monoculture qui est une espèce de poisson qui ne se multiplie pas en captivité et coup la densité de mis en charge est facilement contrôlable pour atteindre un poids marchand assez conséquent à la vente et assurer une rentabilité certaine de l'activité. A défaut de choisir le tilapia, la monoculture est à éviter du fait que la densité de mis en charge est difficilement

contrôlable et le grossissement n'est jamais à hauteur de souhait De ce fait la rentabilité de l'activité est compromise.

En somme pour la réussite de cette activité piscicole, il est impératif d'impliquer les services compétents pour le choix des espèces à élever, définir la densité de mise en charge, le type d'élevage adapté (polyculture ou monoculture).

1 mare d'abreuvement : Malgré l'installation tardive et l'arrêt précoce des pluies et des périodes de sécheresse plus ou moins prolongées la mare a été bien approvisionnée en eau. L'Abreuvement dans la mare commence en Octobre. Habituellement l'eau reste disponible dans la mare jusqu'à la fin du 31 Janvier tout en assurant l'abreuvement des animaux. Toutefois la mare a besoin d'un entretien annuel pour éviter son remblai avec les dépôts de terre et des ordures.

**01** magasin pour aliment bétail à Féya: Il a été approvisionné en 1er stocks en fin février 2020 avec l'appui du projet. Ce 1er stock était constitué de 15 tonnes de tourteau de coton. Ce stock a été vendu à 100%. Le prix de vente est fixé à 8500 FCFA par sac de 50 Kg. La valeur du stock vendu est 2 550 000 FCFA. En début d'année 2021 le comité de gestion a vendu 2.5 tonnes d'aliment bétail soit 50 sacs de 50 Kg. Le prix de vente fixé à 10 000 FCFA par sac de 50 Kg a permis de faire une recette d'environ 500 000 FCFA avec une marge bénéficiaire estimée à 75 000 FCFA. Après cette vente l'approvisionnement du magasin a connu des difficultés. En effet suite à la faible production du coton en 2020, l'offre d'aliment bétail a considérablement diminué rendant du coup le prix d'achat cher. Les éleveurs ne pouvant plus acheter l'aliment bétail se sont orientés vers d'autres produits moins onéreux comme les fientes de volaille. Cette situation a rendu difficile l'approvisionnement correct du magasin à cause du prix d'achat très élevé de l'aliment bétail. Les perspectives de 2022 s'annoncent bonne. Le comité de gestion a déjà fait la commande de 2 tonnes de sons améliorés. Aussi en fin Décembre 2021 il est rentré en négociation avec le fournisseur pour l'acquisition de stocks d'aliment bétail courant Janvier 2022.

L'unité de fabrique de savon à Sonina: Les femmes du groupement Wadèwèsi ont été conseillées pour la constitution des stocks de karité, la quantité à produire par cycle et le respect des mesures d'atténuation et de protection. L'activité a été très en souffrance en 2017 et 2018 à cause d'un problème d'approvisionnement en beurre de karité qui s'achetait cher à cause d'une mauvaise fructification du karité. Néanmoins le groupement a renoué timidement avec les activités à partir de septembre 2019. Depuis l'activité fonctionne avec un rythme faible par la production par a- coup de faibles quantités de savons qui ne favorise pas sa rentabilité. Ainsi de Septembre 2019 à Novembre 2021, les femmes ont pu fabriquer environ 2 782 morceaux de savons vendus pour un chiffre d'affaire estimé à 556 400 FCFA. Quant aux charges, elles sont estimées à 28 401 FCFA. Pour cette période la marge bénéficiaire est revenue à 274 999 FCFA. Le problème qui persiste est toujours celui lié à l'indisponibilité du beurre de karité qui constitue la matière première. Les initiatives sont en cours pour orienter l'activité vers la prise en compte d'autres types de matières première comme les résidus des huileries.

Le périmètre maraîcher à Séoulasso: Le périmètre fonctionne assez bien. Nous avons constaté une meilleure exploitation du périmètre par les femmes. Ainsi le taux d'exploitation du périmètre s'est nettement amélioré avec 70% en 2021 contre environ 30% en 2020.

Le parc de vaccination à Koyo: Il a été utilisé les campagnes de vaccination de masse en 2020 et 2021 contre la péri pneumonie bovine. Ces vaccinations ont regroupé les bovins des villages de Koyo et Wègna et leurs hameaux. Au total 1 000 bovins ont pu être vaccinés à raison de 150 FCFA par tête. Le parc est bien entretenu et les outils de gestion sont à jour. Avant l'avènement du parc de vaccination le bétail du village de Koyo et de celui de ses hameaux se déplaçait à environ 6 à 7 Km pour recevoir leur vaccin. Mais il y'a 2 ans que ces bétails sont vaccinés facilement sur place sans incident et moins onéreux.

Le tableau ci-dessous présente le taux d'exécution des différentes activités dont la description est faite plus haut.

Tableau 13 : Bilan synthèse du taux d'exécution des activités du résultat 1

N°	Activités	Taux de réalisation
1	Formation des volontaires par les Services techniques sur les nouvelles techniques agricoles (ECOFERME)	100%
2	Sensibilisation sur les nouvelles techniques agro-pastorales auprès des communautés	100%
3	Suivi de la Dotation des ménages vulnérables bénéficiaires en volailles/ruminants, en lien avec VSF/ICD	100%
3	Mise en place et formation des noyaux de multiplicateurs de semences dans les communautés	100%
4	Suivi/appui des multiplicateurs de semences	100%
5	Formation sur les techniques d'élevage	100%
6	Formation des volontaires sur la pisciculture	100%
7	Promotion de l'arboriculture fruitière et cultures fourragères	100%
8	Formation sur le maraîchage <sup>4</sup>	104%
9	Promotion du maraîchage	100%
10	Dotation d'outils de Restauration des sols et en semences	100%
11	Appui à la mise en place des infrastructures socio -économiques	100%
12	Suivi/:appui des infrastructures socio-économiques	100%
	Taux moyen de réalisation	100%

Source: Rapport narratif 17-21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Toutes les activités ont été réalisées avec un taux d'exécution de 100%. La mission estime que le taux de réalisation des activités du résultat 1 est satisfaisant. Le détail du bilan de réalisation des activités est présenté en annexe 4.

# 4.5.2. Bilan de réalisation du résultat 2 : La résilience aux chocs environnementaux des populations des villages ciblés est améliorée

Dix (10) activités constituent ce résultat 2 dont la description de la mise en œuvre est faite à travers les points suivants :

- Formation des volontaires, des élus, des services techniques sur le Changement Climatique (CC) et Réduction des Risques de Catastrophe (RRC): deux sessions de formation: Une session tenue les 24 et 25 Avril 2018 a regroupé huit (08) agents techniques, deux membres du comité Croix- Rouge de Koulikoro et les deux (2) animateurs du projet; Et une autre session tenue les 26 et 27 avril 2018 a regroupé treize (13) volontaires et treize (13) membres des comités villageois Croix-Rouge dont femmes.
- Sensibilisation sur le CC/AC: 304 séances de causerie éducative et 69 VAD ont été réalisées dans 18 villages avec la participation 7 673 personnes dont 4 572 Hommes et 3 101 Femmes. Les Thématiques des sensibilisations ont porté sur: (i) Comment le changement climatique peut affecter la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'environnement. (ii) Comme mesure d'adaptation l'accent a été mis sur la promotion des foyers améliorés, du maraîchage, de l'arboriculture fruitière du reboisement des haies vives et les techniques de restauration des sols et la lutte contre les feux de brousse et la coupe abusive du bois. Aussi un focus a été mis sur l'utilisation des semences précoces et de la fumure organique, la promotion des cordons pierreux, des demi-lunes et de la technique zaï.
- Mise en place et Formation des Brigades de surveillance forestière et renforcement du lien avec les services des Eaux & Forets: A Koulikoro: 01 brigade mise dans 10 communautés sur les 11 prévus, soit un total 60 membres pour les 10 communautés dont 20% de femmes. Seule la Brigade de surveillance forestière de Sirakoroni n'a pu être mise en place parce que les

-

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>245 personnes formées sur une prévision de 234, soit un taux d'exécution de 104%.

sources de revenus de la majorité des communautés proviennent de l'exploitation du charbon de bois (zone à forte production). Mais des accords ont été pris pour la protection des essences protégées (mise en défens). Les activités de renforcements des capacités ont été organisés en deux sessions de formation : 1ère session les 04 et 05 Juin 2018 : 18 membres des brigades, 02 animateurs, et 02 membres du comité de Koulikoro et 2èm session les 06 et 07 Juin 2018 : 36 membres des brigades et 02 membres du comité de Koulikoro. A Tominian les brigades de surveillance dans les 5 communautés ont été redynamisées lors des réunions communautaires à travers des rappels sur les rôles et responsabilités des membres des brigades. Ainsi tous les anciens membres (30 membres au total soit 6 par villages) ont été reconduits.

- Formation sur la promotion des actions de protection de l'environnement : 02 sessions à Sirakorola et Koulikoro.Au total 26 volontaires, 36 membres des brigades forestières 06 représentants des collectivités et 02 animateurs du projet ont participé à cette formation. Les Modules de formations ont concernés les Techniques de reboisement, la Régénération Naturelle Assistée (RNA), la mise en défend et la confection de foyers améliorés. Les participants à cette formation ont fait la réplication de ces activités au niveau des communautés de 2018 à 2021.A Solani, commune de Tienfala, la communauté s'est organisée pour mettre en défend une superficie d'environ 80 hectares.
- Confection de plaques de sensibilisation: Les plaques sont des outils qui ont été confectionnés pour renforcer le dispositif qui a servi à la sensibilisation des communautés sur mesures de protection de l'environnement. Au total 26 plaques de sensibilisation (voir annexe 9 : photos album) sur les actions de protection de l'environnement ont été confectionnées et transcrite en langue locale (Bamanankan et Bomu) et mises à la disposition des 13 communautés de Koulikoro (soit 02 plaques par communauté). Ces plaques ont beaucoup contribué à l'information et sensibilisation des communautés sur la loi agroforestière du Mali en lien avec les espèces totalement protégées, les actions à promouvoir pour la protection de l'environnement comme les foyers améliorés et le reboisement.
- **Formation et équipement des pépiniéristes :** 17 pépiniéristes formés, équipés et mis en place par communauté. La composition des Kits est constituée de grillage pour clôture, brouettes, pelle, pic- as, barres à mine, râteaux, arrosoirs, seaux, tamis, sécateurs, bottes et gants.
- Promotion et suivi des actions de protection de l'environnement: Cette activité s'est réalisée dans les 18 villages de Koulikoro et de Tominian. Les actions de protection de l'environnement suivies sont les foyers améliorés, le compostage, le reboisement, le Zaï, les barrières en cailloux, La RNA, les mises en défend et les feux de brousse éteints. Ainsi entre 2018 et 2021 pour les 18 villages, les activités de suivi ont permis de recenser les réalisations d'actions de protection de l'environnement notamment: (i) La confection de 7 694 foyers améliorés, (ii) la réalisation de 1 884 fosses fumières, (iii) 16 901 arbres plantés avec un taux de suivi de 50% des arbres selon les services techniques du cantonnement forestier, (iv) le Zaï pratiqué par 281 producteurs, (v) 591 barrières en cailloux, (vi) RNA par 1 052 producteurs, (vii) 07 mises en défens dans 04 villages et (viii) environ 20 feux de brousse éteints.
- Diffusion de spots radio: 10 spots produits et diffusés sur la promotion des techniques de restauration des sols; la production de la fumure organique; la fabrication et d'utilisation de la paille enrichie à l'urée; l'exploitation rationnelle des ressources forestières; le CC et RRC pendant la saison des pluies; la gestion des récoltes; la constitution des stocks de fourrage; l'existence de la maladie du COVID 19; l'eau hygiène et assainissement, le prévention sur le paludisme avec comme thème central: La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets des changements climatiques.
- Table ronde radiophonique: Le 17 Septembre 2019 une table ronde a été organisée dans la salle de réunion de la branche de Koulikoro. Elle a permis de regrouper les représentants des différents acteurs autour de la thématique centrale du projet qu'est la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets des changements climatiques. Elle a

été animée par le chef du secteur de l'agriculture, celui du cantonnement forestier, et celui du service local des productions et industries animales, le représentant des communautés bénéficières et le président du comité régional de Koulikoro. La modération a été assurée par un animateur de la radio» Dionakan) de Koulikoro. La rediffusion a été faite 05 fois sur les antennes de la radio Dionakan et les radios locales de Dinandougou et de Sirakorola. Aussi les débats ont permis de partager l'expérience de la Croix-Rouge malienne en matière de résilience communautaire face aux effets néfastes des changements climatiques et une vue d'ensemble des activités réalisées par le projet au sein des communautés.

- Appui à la mise en place et Redynamisation des CDRT: Au total 13 CDRT mis en place et formées à Koulikoro et 5 CDRT redynamisées et formées à Tominian. Chaque CDRT est composé de 15 membres. Au total les 13 CDRT comptent 195 membres dont 26 % sont des femmes.
- Elaboration et simulation de plans de contingence villageois et communaux : En Avril 2019 un atelier d'élaboration et simulation de plans de contingence villageois a été organisé. Cet atelier s'est déroulé en deux sessions : La première session qui s'est tenue du 23 au 26 avril 2019 à Koulikoro, a regroupé sept quartiers/villages à savoir : le quartier Plateau III de Koulikoro, les villages de Bakaribougou, Kenenkoun, Solani, Setiguila, Feya, Sirakoroni et la seconde session elle s'est déroulée à Sirakorola du 27 au 30 Avril 2019. Elle a regroupé les villages de Chola, Kalankoulou, Katiola, Koyo, Sikouna et Sirado. Ont participé à cet atelier les représentants des 13 communautés cibles du projet, les collectivités, les services techniques, le Département des opérations et l'équipe du projet. Ce qui a permis d'élaborer 13 Plans de contingence villageois élaborés et révisés à Koulikoro, 5 plans de contingence villageois révisés à Tominian, 5 exercices de simulation réalisés et 1 Plan de contingence communal élaboré et révisé (Meguetan).

Le tableau ci-après présente les taux d'exécution des différentes activités du résultat 2 décrites plus haut.

Tableau 14 : Bilan synthèse du taux d'exécution des activités du résultat 2

N°	Activités	Taux de réalisation
1	Formation des volontaires, des élus, des services techniques sur le CC/RRC	100%
2	Sensibilisation sur le CC/AC	100%
3	Mise en place et Formation des Brigades de surveillance forestière et renforcement du lien avec les services des Eaux & Forets	91%
4	Formation sur la promotion des actions de protection de l'environnement	100%
5	Confection de plaques de sensibilisation	100%
6	Formation et équipement des pépiniéristes	100%
7	Promotion et suivi des actions de protection de l'environnement	100%
8	Diffusion de spots radio	100%
9	Table ronde radiophonique	100%
10	Appui à la mise en place et Redynamisation des CDRT	100%
11	Elaboration et simulation de plans de contingence villageois et communaux	100%
	Taux moyen de réalisation	99%

Source: Rapport narratif 17-21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

La quasi-totalité des activités du résultat 2 ont été exécuté à 100% comme taux d'exécution. Seule une activité n'a pas pu atteindre le taux de réalisation de 100% car la brigade de surveillance forestière n'a pas été mise à cause de la production élevée du charbon de bois à Sirakoroni qui est l'une des principales sources de revenu de la communauté. Le niveau d'exécution des activités est satisfaisant. Le détail du bilan de réalisation des activités est présenté en **annexe 5**.

# 4.5.3. Bilan de réalisation du Résultat 3 : Les capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé sont renforcées

Onze (11) activités constituent ce résultat 3 dont la description de leur mise en œuvre est faite à travers les points suivants :

Formation sur les pratiques familiales essentielles, l'hygiène du lait (Atelier organisé en synergie avec VSFB/ICD): La Formation sur les pratiques familiales essentielle, le dépistage précoce, hygiène du lait, a été réalisée en Juillet 2018 à Koulikoro. Cette formation a été organisée en synergie avec l'ONG ICD, partenaire locale de VSF-B avec la participation de 26 Volontaires communautaires CRM, l'équipe du PA 2017 -2021, et 4 animateurs du projet PISAREL de l'ONG ICD.

Cette formation a permis aux volontaires et aux animateurs d'avoir des connaissances de base pour animer les séances de sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles à l'aide des boites à images.

Formation/recyclage sur le PSSBC (organisé en synergie avec l'ONG VIA Don BOSCO): 2 sessions de formation et un atelier de recyclage ont été organisés en juin 2019 avec la participation de 51 Volontaires communautaires CRM, L'équipe du PA 2017 -2021, 04 membres des comités CRM de Koulikoro et Tominian et 07 enseignants de VIA Don BOSCO. Les participants ont été formés sur les modules consignés dans le tableau ci –dessous.

Les différents modules étudiés		
- Rappel du MICR ;	- Le bilan et la surveillance ;	- Les plaies et les
- Etude communautaire ;	- L'étouffement ;	brûlures ;
- Santé communautaire ;	- La victime qui saigne ;	- Le malaise ;
- Introduction au secourisme ;	- La victime inconsciente qui respire ;	- La victime se plaint
- La protection ;	- La victime inconsciente qui ne respire	d'un traumatisme ;
- L'Alerte.	pas;	- Et le brancardage.

- Formation des volontaires sur la planification familiale et l'ANJE: 2 sessions prévues dont la première a eu lieu à Koulikoro du 25 au 27 Février 2020 et la seconde à Tominian du 05 au 07 Mars 2020 ont été réalisées avec la participation de 46 volontaires, 02 animateurs et 04 membres des comités CRM formés. Les principaux modules traités sont les suivants: pratiques Familiales Essentielles(PFE) adoptées par le Mali; La planification familiale au mali; la communication pour un changement de comportement; allaitement Maternel Exclusive (AME) et l'ANJE.
- Reproduction de boites à images : les prévisions de 50 boites à images ont été reproduites avec l'appui du département de la santé de la CRM. Ces boites sont constituées de classeur d'images intégrées et traitent la promotion des thèmes suivants : la santé, l'hygiène, la nutrition, l'Education, la protection de la mère et de l'enfant.
- Sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles dans les communautés: A Koulikoro et Tominian les séances de sensibilisation ont porté sur les méthodes de la planification familiale, l'allaitement maternel, la CPEN, la CPON, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, le suivi de la carte de vaccination de l'enfant, le lavage des mains au savon, l'hygiène et le traitement de l'eau de consommation, la consommation du sel iodé, la prévention du paludisme, l'hygiène alimentaire et le nettoyage des latrines. Au total 219 séances de causerie éducative et 110 VAD ont été réalisées dans les 18 villages avec la participation de 6 781 personnes dont 3 798 femmes et 3 017 hommes.
- Education et démonstrations nutritionnelles: Au total 387 sessions et 49 VAD ont été réalisées. 7 456 personnes ont participé à ces séances dont 5 582 femmes et 1 874 hommes. 6212 enfants ont dégusté ces plats. L'animation de ces séances a été faite par les animateurs, les volontaires animateurs et communautaires. Les recettes ont porté sur : La purée de niébé au poisson fumé ; la purée de pomme de terre, la bouillie enrichie au pois bambara, la bouillie enrichie à la pâte d'arachide, les bouillies enrichies à base de céréales, la purée de patate, la bouillie enrichie aux feuilles vertes ; la bouillie enrichie aux feuilles vertes de moringa ; la bouillie enrichie de maïs jaune et les laros à base de céréales.

- Journée nutrition : 03 Journées organisées (1 à Kalankoulou (Sirakorola) le 27 Octobre 2020, 1 à Tominian le 30 Juin 2021 ; et 1 à Koulikoro le 24 Novembre 2021) avec une participation moyenne de 180 personnes par journée.
- Dépistage précoce de la malnutrition: 53 séances de dépistage précoce de la malnutrition ont été réalisées dans 18 villages de Koulikoro et de Tominian sur 4 472 enfants. 37 enfants ont présenté les signes de malnutrition aiguë sévère(MAS) et 198 enfants ont présenté les signes de la malnutrition aiguë modérée (MAM). Ces séances ont été réalisées par les volontaires et les relais de santé et les informations sont remontées aux CSCOM. Les cas de MAS sont orientés vers les centres de santé. Pour les cas de MAM, les mères bénéficient des appui/conseils des volontaires et des relais par rapport l'alimentation des enfants. Mais aucune activité de suivi des enfants dépistés malnutris n'a été mise en place. Il s'agit de prendre en compte cet aspect dans les futures interventions de la CRM.
- Sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, l'assainissement et l'utilisation des aliments : 62 séances de causerie éducative et 22 VAD ont été réalisées dans les 18 villages de Koulikoro et Tominian. Les thèmes ont porté sur le lavage des mains au savon, le nettoyage des latrines, l'hygiène du lait, le nettoyage et le lavage des aliments et produits maraîchers crus avant la consommation avec l'eau de javel ou le permanganate. 1 155 personnes ont participé à ces séances dont 329 hommes et 826 femmes.
- Sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, l'hygiène et le score de Diversification Alimentaire: 70 séances de causerie éducative et 156 VAD ont été réalisée dans les 18 villages de Koulikoro et de Tominian. Les échanges ont porté sur les différents groupes d'aliments, leur composition et leur rôle, les aliments d'origine végétale et animale, la supplémentation de la vitamine A et le déparasitage. L'accent a été mis sur l'importance de faire varier les plats et la prise en compte des produits maraîchers dans la consommation alimentaire des ménages. Au total 1 746 personnes ont participé à ces séances dont 546 hommes et 1 201 femmes.

Le tableau ci-après présente les taux d'exécution des différentes activités du résultat 3 décrites plus haut.

Tableau 15 : Bilan synthèse du taux d'exécution des activités du résultat 3

N°	Activités	Taux de réalisation
1	Formation sur les pratiques familiales essentielles, l'hygiène du lait (Atelier organisé en synergie avec VSFB/ICD)	100%
2	Formation/recyclage sur le PSSBC (organisé en synergie avec l'ONG VIA Don BOSCO)	100%
3	Formation des volontaires sur la planification familiale et l'ANJE	100%
5	Reproduction de boites à images	100%
6	Sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles dans les communautés	100%
7	Education et démonstrations nutritionnelles	100%
8	Journée nutrition	100%
9	Dépistage précoce de la malnutrition	100%
10	Sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, l'assainissement et l'utilisation des aliments	100%
11	Sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, l'hygiène et le score de Diversification Alimentaire	100%
	Taux moyen de réalisation	100%

Source: Rapport narratif 17-21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Toutes les activités prévues ont été réalisées à 100% avec un niveau d'exécution des activités satisfaisant. Le détail du bilan de réalisation des activités est présenté en **annexe 6**.

## 4.5.4. Bilan de réalisation du Résultat 4 : Les capacités de la CRM et des acteurs locaux, sont renforcées pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience

Seize (16) activités constituent ce résultat 4 dont la description de leur mise en œuvre est faite à travers les points suivants :

- Définition, signature & mise en place de protocoles d'accords: 07 protocoles d'accord élaborés et signé avec le secteur de l'Agriculture de Koulikoro; le Secteur de l'Agriculture de Tominian, le cantonnement forestier; le service des productions et des Industries animales, le Secteur de la pêche, le Secteur vétérinaire et la radio Dionakan de Koulikoro. L'opérationnalisation de ces protocoles s'est réalisée à travers les missions de suivi appui, la facilitation des ateliers de formation, et les participations aux différentes rencontres du projet.
- Formation des leaders communautaires sur le MICR: un atelier a été organisé à Koulikoro le 26 Février 2019 avec la participation de 26 leaders communautaires des 13 communautés cibles du projet à Koulikoro. Cet atelier a permis aux participants d'être bien informés sur le mouvement et particulièrement sur la Croix-Rouge Malienne. Il a permis en outre aux leaders communautaires d'avoir une assez bonne connaissance de leurs rôle et responsabilités dans l'accompagnement du projet.
- Formation et accompagnement de 13 comités Croix-Rouge villageois par la branche de Koulikoro: 4 sessions de formation sur le MICR (Solani, Chola, Kalankoulou, Kenenkoun et Koulikoro) ont été organisées et ont permis de renforcer les capacités de 75 membres de 13 comités villageois et 31 volontaires.
- Renforcement des capacités des ST et des Elus communaux : un atelier a été réalisé du 02 au 04 Février 2021 à Koulikoro sur le MICR, le Changement climatique et les Plans de contingences. Au total22 Elus communaux et 11 Agents des ST ont pris part à cet atelier.
- Formation sur Engagement communautaire et la redevabilité: L'Evaluation à mi-parcours du projet réalisée en fin 2019 s'est focalisée sur l'ECR. Sur le terrain cette évaluation a fait ressortir que les volontaires communautaires et l'équipe du projet avaient une connaissance assez limitée sur l'approche ECR. Le comité mixte de supervision tenu en Septembre 2020 qui a permis d'analyser cette situation a sollicité un atelier de formation sur cette approche à l'endroit des volontaires et de l'équipe du projet. Ainsi cette activité a été prise en compte par l'atelier de planification du projet tenu en Janvier 2021. Elle a été mise en œuvre du 23 au 25 Février 2021 à Koulikoro. La facilitation a été assurée par le secrétariat général régional Croix-Rouge de Koulikoro. L'Atelier a regroupé Vingt-six (26) volontaires communautaires de Koulikoro et 04 membres de l'équipe du projet.
- Formation de membres des comités communaux de Tominian : 1 atelier a été organisé sur le MICR du 05 au 16 juillet 2021 en 04 sessions dans les communes de Bènèna, Yasso, Ouan et Timissa. Au total 32 participants dont 23 hommes et 09 femmes.
- **Suivi appui des services techniques**: 18 missions de suivi appui ont été réalisées dont 9 missions par le secteur de l'Agriculture de Koulikoro et Tominian, 7 missions par le service local de la pêche de Koulikoro et 2 missions par le Cantonnement forestier de Koulikoro
- Suivi appui de l'AGR de Tominian: Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet le comité local Croix-Rouge de Tominian a bénéficié d'une AGR. Cette AGR est dénommée « kit de matériels de location évènementielle ». Le Kit de matériels est composé de 3 tribunes de 100 places, 200 chaises métalliques, 150 chaises tissées, 30 matelas 1 place, 01 appareil sonorisation complet et 01 moto taxi. Il est composé d'un gérant, d'un technicien et d'un gardien. Les membres du comité de gestion reçoivent mensuellement une rétribution forfaitaire de 80 000 FCFA.

### Ainsi d'Octobre 2018 au 30 Novembre 2021 la situation s'est présentée comme suit :

Nombre d'opération : 818

Recettes de location de matériel : 7 504 350 FCFA

Dépenses liées au fonctionnement de l'AGR : 910 384 FCFA

Marge brute : 6 593 966 FCFA

> Prise en charge CG: 3 040 000 FCFA

Marge nette : 3 553 966 FCFA

Comme défis nous avons noté la prise en charge des frais d'amortissement et la répartition du bénéfice qui tardent à être opérationnelles. Au passage de la mission le comité de gestion avait fait une estimation du montant en Banque environ 4 000 000 FCFA.

- **Visite d'échange :** 2 visites réalisées dont 1 à Tominian en Octobre 2018 et 1 à Tienfala (Koulikoro) en Novembre 2020.
- Accompagnement des comités de Koulikoro, Ségou et Tominian: 10 missions de suivi/appui ont été réalisées entre 2018 et 2021 à Koulikoro, Tominian et Ségou. Ont participé à ces missions les membres des comités Croix-Rouge de Koulikoro, Ségou et Tominian, les représentants du Département des Opérations, les membres de la gouvernance au niveau siège, les représentants de la Croix-Rouge de Belgique, les secrétaires généraux de Koulikoro et Tominian et l'équipe projet.
- **Atelier de suivi semestriel :** 7/8 ateliers tenus à Koulikoro. Un atelier non tenu à cause de la pandémie COVID-19 qui demandait la suspension des activités de masse.
- Comité mixte de supervision(CMS) : 07/8 ateliers tenus à Koulikoro. Un atelier également non tenu à cause de la COVID-19.
- **Reportage photo vidéo :** Un reportage photo/vidéo a été Réalisé en 2020 (Novembre et Décembre). Cette activité a permis de rehausser la visibilité de la Croix-Rouge Malienne sur les expertises acquises dans le cadre du renforcement de la résilience des communautés.
- Atelier de désengagement : Deux ateliers de désengagement du projet ont été tenus dont un à Koulikoro en 2020 et l'autre à Tominian en 2021. Ces ateliers ont regroupé les représentants des collectivités, des communautés, des services techniques, de la gouvernance Régionale de la Croix-Rouge Malienne de Ségou et Koulikoro, des comités communaux de la Croix-Rouge Malienne de Koulikoro et Tominian, du secrétariat général Régional de la Croix-Rouge Malienne de Koulikoro et Ségou, le représentant pays de la CRB, et l'équipe du projet. Ces ateliers ont permis de faire le point sur l'état d'avancement des activités du projet de 2017 à 2020, d'identifier les forces et les faiblesses des parties prenantes et leur niveau d'implication en lien avec la pérennisation des acquis du projet, la capacité des collectivités à prendre en compte les activités du projet dans les Plans de Développement Social, Economique et Culturel (PDSEC), les besoins de renforcement et d'élaborer un plan d'action pour l'année 2021. Ce plan d'action a été mis en œuvre et suivis tout au long de l'année 2021 avec un taux d'exécution d'environ 95%.
- Enquête ménage du projet : Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet 03 enquêtes ménages ont été réalisées : (i) Enquête ménage en début de projet ; (ii) Enquête ménage intermédiaire et (iii) Enquête ménage final : Elle a été réalisée en 2021 (Novembre-Décembre).
- Evaluation du projet : 1 Evaluation à mi-parcours réalisé en 2019 et 1 Evaluation final en cours en 2022.

Le tableau ci-après présente les taux d'exécution des différentes activités du résultat 3 décrites plus haut.

Tableau 16 : Bilan synthèse du taux d'exécution des activités du résultat 4

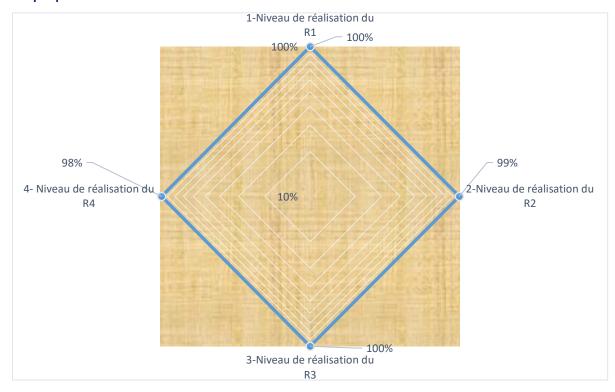
N°	Activités	Taux de réalisation
1	Définition, signature & mise en place de protocoles d'accords.	100%
2	Formation des leaders communautaires sur le MICR	100%
3	Formation et accompagnement de 13 comités Croix-Rouge villageois par la branche de Koulikoro	100%
4	Renforcement des capacités des ST et des Elus communaux	100%
5	Formation sur Engagement communautaire et la redevabilité	100%
6	Formation de membres des comités communaux de Tominian	100%
7	Suivi appui des services techniques	100%
8	Suivi appui de l'AGR de Tominian	100%
9	Visite d'échange	100%
10	Accompagnement des comités de Koulikoro, Ségou et Tominian	100%
11	Atelier de suivi semestriel	88%
12	Comité mixte de supervision(CMS)	88%
13	Reportage photo vidéo	100%
14	Atelier de désengagement	100%
15	Enquête ménage du projet	100%
16	Evaluation du projet	90%
	Taux moyen de réalisation du résultat 4	98%

Source: Rapport narratif 17-21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Treize (13) activités ont un taux d'exécution de 100%, 2 activités avec un taux d'exécution de 88% et une activité avec un taux d'exécution de 90%. De façon générale, le niveau de réalisation l'ensemble des activités du résultat 4 est satisfaisant. Le détail du bilan de réalisation des activités est présenté en annexe 7.

### 4.5.5. Bilan synthèse du niveau de réalisation des résultats

Le bilan de réalisation des activités est fait sur la base du rapport entre les sous-activités ciblées et celles atteintes. Ensuite une moyenne est calculée en faisant la somme des taux de réalisation des sous-activités rapporté au nombre total de sous-activités. Le niveau moyen de réalisation des résultats global de 2017-2021 est présenté dans le tableau ci-après.



Graphique 1: Niveau de réalisation des résultats du PA 17-21

Deux résultats (R1 et R3) ont atteint un taux de réalisation de 100% tandis que les deux autres (R2 et R4) ont atteint un niveau de réalisation d'environ 98%.

Le Bilan d'exécution de l'ensemble des activités du projet est satisfaisant avec un taux d'exécution de 99%. La quasi-totalité des activités du projet ont été exécutées en termes d'effectivité et d'efficacité. Au niveau du résultat 2 la non atteinte du taux d'exécution s'explique par le fait que le comité de brigade de surveillance de Sirakoroni n'a pas été mis en place sur les 11 prévus, une zone à forte exploitation du charbon mais un accord a été arrêté avec la réalisation mise en défend. Le niveau de réalisation du R4 n'est pas atteint à 100%, cela s'explique par la non tenue de l'atelier de suivi semestriel et Comité mixte de supervision (CMS) à cause de la COVID-19. Les entretiens avec les bénéficiaires témoignent de leur satisfaction avec les activités dont ils ont bénéficiés.

### 4.5.6. Niveau d'atteinte des indicateurs du R1

En rappel, le résultat 1 s'intitule comme suit : « La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des villages ciblés est améliorée».

La mise en œuvre de ces activités présentées plus haut a permis de faire évoluer les indicateurs du résultat 1 comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 17	· Nivoqu	d'attainta	doc	indicatoure	du résultat 1
i anieaii 17	. MINESII	u atteinte	UPS.	indicatelirs	ali resilitat 1

Indicateurs du résultat 1	BASELINE	CIBLE ENDLINE		ECART=ENDLINE- CIBLE
Indicateur 1.1: 50% des ménages vulnérables cibles ont augmenté le niveau de leur production alimentaire (agricole, maraichère et animalière)	Production agricole: 48% des ménages avaient une production moyenne inférieure à 2000 Kg 52% des ménages avaient une production moyenne supérieure à 2000 kg Production maraîchère: 10% pratiquaient la culture maraîchère Production animalière:	50% Et plus 2000 Kg	production moyenne supérieure à 2000 Kg  Production maraîchère  33% pratiquent le maraîchage et parmi eux 88% des ménages estiment que le niveau de leur production	maraîchère : -17%

Indicateurs du résultat 1	BASELINE	CIBLE	ENDLINE	ECART=ENDLINE- CIBLE
	31% des ménages avaient une production animalière supérieure à 10 têtes		44% des ménages ont une possession de plus de 10 têtes.	

Commentaires: Cet indicateur est indicateur composite. Il s'agit dans un premier temps améliorer la production et dans un second temps faire évoluer la proportion des ménages dans la production agricole, animalière et maraîchère. Les cibles concernant l'augmentation de la production agricole, maraîchère et animalière n'ont pas été définies à l'avance (baseline). L'un des facteurs déterminants de cette augmentation en plus des conditions pluviométriques la contribution du projet qui a accompagné les services techniques et appuyé les bénéficiaires avec des formations, des sensibilisations, de la vulgarisation agricole ainsi que leur dotation en semences de qualité.

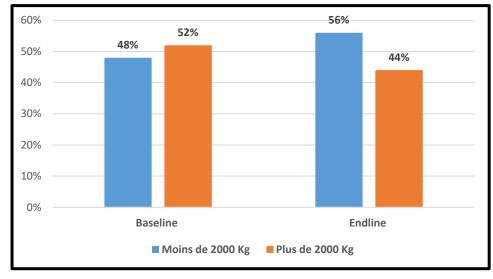
Indicateur 1.2: 60% des ménages des communautés ciblées diversifient leur régime alimentaire selon le score de diversification alimentaire moyen	20%	60%	65%	+5%
Commentaires : l'indi	cateur a atteint la cible fixée avec un éc	art positif	f de 5%.	

Source: Rapport Baseline 18-Endline 21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Analyse de la performance des indicateurs de résultat1 : Cette analyse va se faire en comparant la valeur de la Baseline à celle de l'évaluation finale (Endline) et de la cible fixée.

- Indicateur 1.1: 50% des ménages vulnérables cibles ont augmenté le niveau de leur production alimentaire (agricole, maraichère et animalière)

Graphique 2 : Evolution des proportions des ménages par rapport à leur production agricole

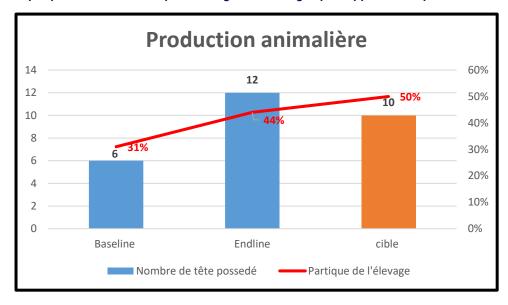


A la baseline, 52% des ménages avaient une production de plus de 2000 Kg tandis que 48% avaient moins de 2000 Kg. A l'endline 44% des ménages ont une production de 2000 Kg en dessous des prévisions. La production

moyenne est de

2469Kg inférieur à la production moyenne de la baseline (2470 kg). Il faut souligner que l'indicateur devait être reformulé à la baseline pour se conformer à la réalité. Les cibles également devraient être définies. La non atteinte de la cible de 50% est due à un facteur externe non maîtrisable qui est pluviométrique.

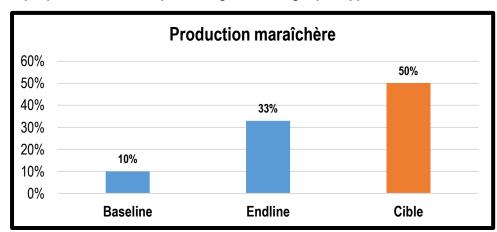
Graphique 3 : Evolution du pourcentage des ménages par rapport à leur production animalière



La pratique de l'élevage s'est améliorée passant de 31% à 44% à l'endline mais la cible visée pas n'a été atteinte soit un écart négatif de 6%. possession aussi a évolué passant de 6 à 12 têtes de petits ruminants (caprins et ovins).Ceux qui

n'ont aucune tête sont passés de 20 à 8%. Ceux qui ont plus de 5 têtes de gros ruminants sont passés de 27% à 37%.

Graphique 4 : Evolution du pourcentage des ménages par rapport à leur Production maraîchère

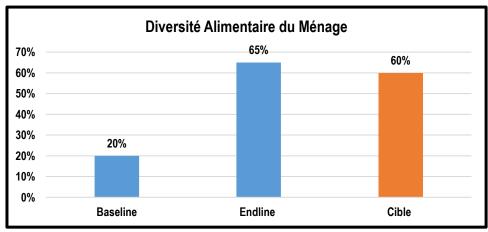


La proportion des ménages pratiquent maraîchage passe de 10 à 33%. Parmi eux 88% des ménages estiment que le niveau de leur production maraîchère s'est amélioré par rapport à 2017. La cible prévue (50%)

est atteinte grâce aux activités du projet mais le niveau de production en termes de quantité n'a pas été défini. Par le passé, le maraichage est une activité réalisée durant la saison sèche, toutefois durant la période de mise en œuvre du projet, il a été appliqué aussi pendant la saison des pluies (maraichage d'hivernage) par plus de 40% des ménages qui exercent l'activité.

Indicateur 1.2: 60% des ménages des communautés ciblées diversifient leur régime alimentaire selon le score de diversification alimentaire moyen.

Graphique 5 : Evolution de la diversité alimentaire de la Baseline à l'Endline



La proportion de ménage qui diversifie leur alimentation passe de 20 à 65% de la à baseline l'endline. On constate une évolution positive qui est due aux actions du proiet

(maraîchage, arbres fruitiers, sensibilisation, etc.) à travers des séances d'éducation et de démonstration et des journées de nutrition réalisées qui ont permis de mettre un focus sur l'importance d'une alimentation diversifiée à travers les thèmes comme l'association des cultures, la diversification des cultures, l'introduction de nouvelles cultures, promotion du maraîchage en toute saison, l'intégration agriculture – élevage ou encore l'agro foresterie et la cartographie des ressources alimentaires communautaires.

Selon le témoignage de Seydou Traoré, Volontaire à Koyo, les semences apportées par le projet sont plus précoces que nos semences locales, la production est aussi plus élevée. Nous avons pu apprécier les avantages de la bonne production de la fumure organique. Nous avons vu la différence entre les bonnes pratiques que le projet à apporter par rapport à nos pratiques paysannes. Il y'a aussi l'aliment de la volaille avec les asticots produits à partir des viscères de poissons. Je n'ai jamais pensé que les viscères peuvent être d'une utilité pareille. C'est pour cela je dis merci au projet PA 17-21.

Témoignage de Diakaridia Coulibaly à Bakaribougou : J'ai constaté que la tomate ramifie beaucoup si on respecte la densité de 6 pieds/m² ce qui favorise la production du fruit.

Cheikinè Dembélé, volontaire, les bonnes pratiques sont nombreuses, personnellement ce n'est pas pour me vanter mais avec le Zaï, j'ai récolté 700 kg sur une superficie de moins de 0.25 ha alors qu'avec notre pratique je peinais à avoir 1 tonne sur 1 ha de mil. J'avoue que cette technique permet de récupérer les sols complètement dégradés.

#### 4.5.7. Niveau d'atteinte des indicateurs du R2

Le résultat 2 s'intitule « la résilience aux chocs environnementaux des populations des villages ciblés est améliorée ». La mise en œuvre des activités en lien avec ce résultant décrite plus a permis de faire évoluer les indicateurs présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 18 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 2

Indicateurs du résultat 2	BASELINE	CIBLE	ENDLINE	ECART=ENDLINE-CIBLE		
Indicateur 2.1: 70% des communautés des villages ciblées connaissent les risques environnementaux auxquelles elles sont exposées et les mesures pour les mitiger	18%	70%	61%	-9%		
Commentaires : L'indicateur n'a pas atteint la cible, soit un écart négatif de 9% mais a connu une évolution positive. L'indicateur est composite : la connaissance des risques environnementaux et la connaissance des mesures de mitigation. La formulation de l'indicateur n'a pas définie le nombre de risque et de mesure de mitigation.						
Indicateur 2.2: 80% des villages ciblés disposent de brigades de surveillance forestière, bien structurées et actives.						
Commentaires : on caste une évolution po	sitive de l'indicat	eur avec un éca	art positif de 3%. L	a cible fixée a été atteinte.		

Indicateurs du résultat 2	BASELINE	CIBLE	ENDLINE	ECART=ENDLINE-CIBLE			
Indicateur 2.3: Le taux de pratiques de protection et restauration de l'environnement (foyers améliorés (50%), les techniques de lutte anti- érosives (50%).	13% FA 17,1% TLA	50 FA 50% TLA	51% FA 51% TLA	+1% FA +1% LTA			
Commentaires : L'indicateur est indicateur	Commentaires : L'indicateur est indicateur composite. Il a atteint la cible fixée avec un écart positif de 1%.						

Source: Rapport Baseline 18-Endline 21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Analyse de la performance des indicateurs de résultat 2 : Cette analyse va se faire en comparant la valeur de la Baseline à celle de l'évaluation finale (Endline) et de la cible fixée. Trois indicateurs sont concernés, il s'agit de :

- **Indicateur 2.1:** 70% des communautés des villages ciblées connaissent les risques environnementaux auxquelles elles sont exposées et les mesures pour les mitiger.

C'est la proportion des communautés qui connaissent à la fois 3 risques et 3 mesures de mitigation.

80% 70% 61% 61% 60% 30% 18% 20% 18% Endline Cible

Graphique 6 : Connaissance des risques et mesures de mitigation

On constate une évolution positive de l'indicateur de la Baseline à l'Endline mais la cible prévue n'a pas été atteinte. Soit un écart négatif de 9% et cela pourrait s'expliquer par le faible niveau d'étude des bénéficiaires qui limite la possibilité de maitriser à 100% les informations concernant les risques environnementaux et les mesures de mitigation.

La conduite des EVC, l'élaboration et la révision des plans d'action villageois de réduction des risques de catastrophe ont permis de façon participative aux communautés d'identifier les différents risques environnementaux auxquels elles sont confrontées et de mettre en œuvre les mesures pour les mitiger.

Entre autres nous notons l'organisation de journée de salubrité et d'assainissement, le curage des caniveaux, la réparation des pistes d'accès et des endroits stratégiques des villages, les digues de protection, les ponts de fortune, l'utilisation des informations météorologiques, le reboisement, la promotion des foyers améliorés et les techniques de lutte antiérosive.

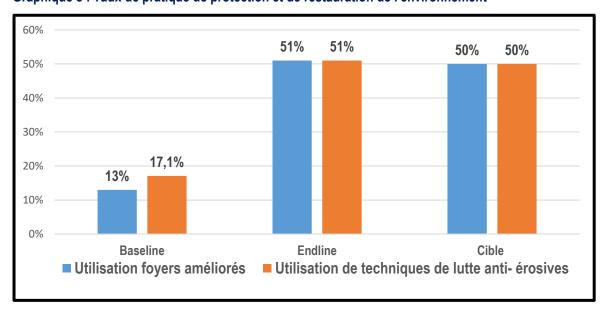
- **Indicateur 2.2:** Le 80% des villages ciblés disposent de brigades de surveillance forestière, bien structurées et actives.

90% 83% 80% 80% 70% 60% 50% 40% 27% 30% 20% 10% 0% **Baseline Endline** Cible

Graphique 7 : Brigade de surveillance forestière bien structurée et active

Le niveau de fonctionnement des comités de brigades de surveillance forestières passe de 27% à 83% de la baseline à l'Endline. Au total 20 feux de brousse ont été éteints en 2020 et 2021 en collaboration avec les Agents du Cantonnement forestier. Les comités mènent aussi des activités de reboisement, de confection de foyers améliorés et d'autres actions de protection de l'environnement. Il faut toutefois noter des disparités du niveau de leur fonctionnement selon les villages à cause de la situation sécuritaire.

Indicateur2.3: Le taux de pratiques de protection et restauration de l'environnement (foyers améliorés (50%), les techniques de lutte anti- érosives (50%).



Graphique 8 : Taux de pratique de protection et de restauration de l'environnement

Le taux de pratiques de protection et de restauration de l'environnement a connu une évolution positive à travers l'utilisation des foyers améliorés (13% à 51%) et de 17% à 51% pour l'utilisation des techniques de luttes antiérosives (brise vent, protection des berges, barrière en cailloux, reboisement, zaï). Cette évolution positive s'explique par les activités de sensibilisations sur le changement climatique, la mise en place des Brigades de surveillance forestière, etc. Environ 20 feux de brousse ont été éteints en 2020 et 2021 en collaboration avec les Agents du Cantonnement forestier. Ces activités de formations et de

sensibilisation ont permis de réaliser 7694 foyers améliorés utilisés dans 2000 ménages environ, 21 000 plants reboisés avec un taux de survie de 50%, 1884 fosses fumières réalisées au niveau des producteurs, 591barrières en cailloux, l'utilisation de la technique Zaï par 281 producteurs, de la RNA par 1052producteurs et 15 mise en défens (accords de protection des espèces protégées).

L'utilisation des foyers améliorés permet de réduire considérablement la quantité de bois de chauffe au niveau des ménages.

Selon une étude communautaire légère conduite par l'équipe du projet en Septembre 2021, pour un ménage de 10 personnes en moyenne une charrette de bois fait 14 jours avec l'utilisation du foyer amélioré contre 8 jours lorsque le foyer traditionnel est utilisé.

**Témoignage** :selon les propos de Bablen Coulibaly volontaire du village de Solani : les formations et les séances d'information et de sensibilisation reçues ont permis de renforcer nos capacité en la matière et nous avons pratiqué l'usage des cordons pierreux pour l'entretien des pistes d'accès de notre village et de certaines zones marquées par des ravins et des creux causés par l'érosion.

#### 4.5.8. Niveau d'atteinte des indicateurs du R3

Le résultat 3 s'intitule comme suit : Les capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé sont renforcées. La mise en œuvre des activités en lien avec le résultat 3 a permis de suivre l'évolution des indicateurs de ce résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des indicateurs de la baseline à l'endline.

Tableau 19 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 3

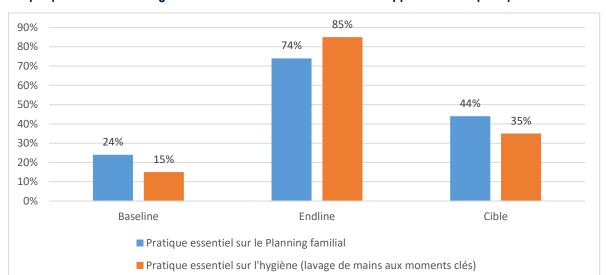
Indicateurs du résultat 3	BASELINE	CIBLE	ENDLINE	ECART=ENDLINE CIBLE		
Indicateur 3.1: Le nombre de femmes qui se sentent soutenues par leurs maris dans l'application des pratiques essentielles sur le planning familial et l'hygiène a progressé de 20%	24% PEPF 15% PEH	28% PEPF 18% PEH	74% PEPF 85% PEH	+54% PEPF + 67% PEH		
Commentaires: l'indicateur a atteint la cible ave	c des écarts positifs de	54% pour PEPF	et 67% pour F	PEH		
Indicateur 3.2: 80% des femmes connaissent et disent appliquer au moins 5 pratiques familiales essentielles	59%	80%	83%	+3%		

Commentaires: l'indicateur n'a pas tenu compte d'au moins 5 pratiques familiales essentielles à l'Endline ce qui donne une proportion de 83% des femmes connaissent et appliquent au moins 3 pratiques familiales essentielles. Sur la base d'au moins 5 PFE, l'indicateur n'a pas atteint la cible fixée. Pour des raisons du faible niveau d'études des communautés bénéficiaires pour une maîtrise parfaite des PFE la baseline devrait reformuler l'indicateur comme ceci : 80% des femmes connaissent et disent appliquer au moins 5 pratiques familiales essentielles

Source: Rapport Baseline 18-Endline 21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-21D

Analyse de la performance des indicateurs de résultat 3 : Cette analyse va se faire en comparant la valeur de la Baseline à celle de l'évaluation finale (Endline) et de la cible fixée. Deux indicateurs sont analysés. Il s'agit de :

- **Indicateur 3.1:** Le nombre de femmes qui se sentent soutenues par leurs maris dans l'application des pratiques essentielles sur le planning familial et l'hygiène a progressé de 20%.

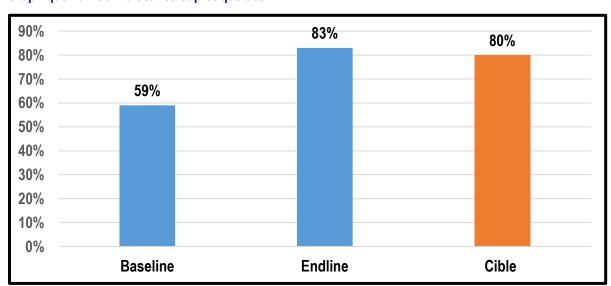


Graphique 9 : Taux de Progression des femmes soutenues dans l'application des pratiques essentielles

- On constate une évolution positive de l'utilisation de la méthode moderne de PF qui passe de 24 à 74% de femmes au-dessus de la cible prévue (44%).
- Le lavage de mains au moment clé passe de 15 à 85% largement au-dessus de la cible prévue 35%.

Cette évolution positive s'explique en grande partie par les actions des sensibilisations sur les pratiques familiales essentielles dans les communautés. Aussi les pratiques d'hygiènes ont été renforcées à cause de l'application des mesures de prévention contre la COVID 19 suite à l'acquisition de kit d'hygiène et aux séances d'information et de sensibilisation réalisées par le projet dans les villages cibles (plan COVID-19).

- **Indicateur 3.2:** 80% des femmes connaissent et disent appliquer au moins 5 pratiques familiales essentielles.

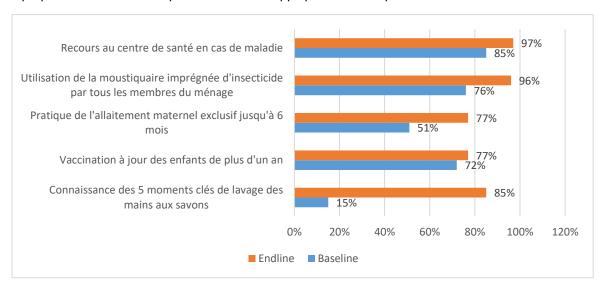


Graphique 10 : Connaissance et pratique des PFE

Une proportion de 83% des femmes connaissent et pratiquent au moins 3 à l'endline. Le nombre de pratique initiale prévue est de 5. L'indicateur n'a pas atteint la cible si l'on se réfère à la formulation initiale. La base line devrait réviser l'indicateur. Le graphique ci-après présente le niveau d'évolution des différentes pratiques familiales essentielles pris individuellement.

# Graphique 11: Niveau d'évolution des différentes pratiques familiales essentielles pris individuellement

Les proportions des femmes qui connaissent et appliquent les PEF prises individuellement ont connu une



évolution positive de la baseline à l'endline. Mais la connaissance et l'application d'au moins 5 PFE posent un problème à cause de la non maitrise parfaite (qui demande une mémorisation des PFE) due à la faiblesse du niveau d'étude des femmes (Graphique 10).

Selon les propos de Mme Salimata Traoré, volontaire plateau III, « Je ne savais pas qu'il faut mettre le bébé au sein aussitôt après l'accouchement car le premier lait (colostrum) de la mère est un médicament pour les nouveaux nés. A travers les démonstrations culinaires j'ai appris que l'on peut diversifier la bouillie avec nos produits locaux tels que la poudre du moringa, les feuilles de Fakoye, la patate douce.

### 4.5.9. Niveau d'atteinte des indicateurs du R4

Le résultat 4 s'intitule comme suit : Les capacités de la CRM et des acteurs locaux, sont renforcées pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience. La mise en œuvre des activités en lien avec le résultat 4 a permis de suivre l'évolution des indicateurs de ce résultat. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des indicateurs de la baseline à l'endline.

Tableau 20 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 4

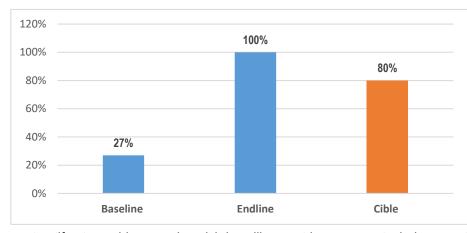
Indicateurs du résultat 4	BASELINE	CIBLE	ENDLINE	ECART=ENDLINE- CIBLE
Indicateur4.1: A travers ses réseaux de volontaires et des actions de plaidoyer au niveau local, 80% des comités locaux de Tominian et de Koulikoro sont en mesure de suivre les villages ciblés et de les appuyer techniquement à améliorer leur résilience en veillant à la participation active de la communauté	27%	80%	100%	+20%
Commentaires : L'indicateur a atteint sa cible avec un écart positif de 20%.				
80% des agents des services techniques et des collectivités formés connaissent les différentes thématiques et participent à l'accompagnement des communautés	0%	80	100%	+20%
Commentaires : L'indicateur a atteint sa cible avec un écart positif de 20%.				

Source: Rapport Baseline 18-Endline 21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

Analyse de la performance des indicateurs de résultat 4 : Cette analyse va se faire en comparant la valeur de la Baseline à celle de l'évaluation finale (Endline) et de la cible fixée. Deux indicateurs sont analysés. Il s'agit de :

- **Indicateur 4.1:** A travers ses réseaux de volontaires et des actions de plaidoyer au niveau local, 80% des comités locaux de Tominian et de Koulikoro sont en mesure de suivre les villages ciblés et de les appuyer techniquement à améliorer leur résilience en veillant à la participation active de la communauté.

Graphique 12 : Comités locaux en mesure de suivre les villages ciblés et de les appuyer techniquement à améliorer leur résilience

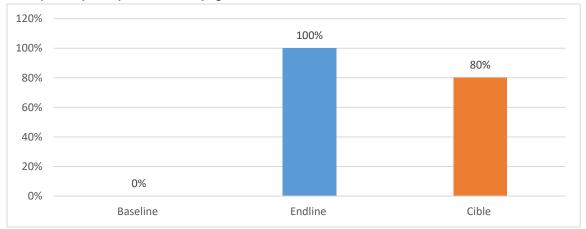


A la Baseline. seul les 5 comités de Tominian étaient fonctionnels et en mesure de suivre les villages cibles tandis que à l'endline 100% comités

sont actifs et capables pour le suivi des villages et les appuyer techniquement, soit 18 comités. A titre d'exemple, le comité local de Tominian a informé et sensibilisé les populations de 04 communes de Tominian sur le MICR en mettant en place 04 comités communaux Croix-Rouge à Timissa, Ouan, Yasso et Bénèna.

Indicateur 4.2 : 80% des agents des services techniques et des collectivités formés connaissent les différentes thématiques et participent à l'accompagnement des communautés.

Graphique 13 : Agents des services techniques et des collectivités formés connaissant les différentes thématiques et participent à l'accompagnement des communautés



100% des agents des services techniques et des collectivités formés connaissent les différentes thématiques et participent à l'accompagnement des communautés. Cela est vérifié par leur participation aux ateliers de suivi et lors de la facilitation des ateliers de formation, les missions de suivi et l'appui pour l'acquisition des intrants par les services techniques ce qui a permis d'être au plus près des communautés.

### 4.5.10. Analyse du niveau d'atteinte des indicateurs d'objectif

L'évaluation du niveau atteint par les différents objectifs spécifiques se fera à travers la mesure du niveau des indicateurs y relatifs.

Tableau 21 : Niveau d'atteinte de l'indicateur de l'outcome

Indicateur outcome	BASELINE	CIBLE	ENDLINE	ECART=ENDLINE- CIBLE
Indicateur 1: Au terme du projet, la traversée de la période de soudure n'est plus une préoccupation majeure (la période de soudure est réduite de 6 à 3 mois et moins de 15 % ont recours à des stratégies négatives d'adaptations face à l'insécurité alimentaire)	Période de soudure : 6 mois Stratégie négatives : 31%	3 mois 15%	5 mois 11%	-2 mois +4%

**Commentaires**: L'indicateur est un indicateur composite. La réduction de la période de soudure n'a pas atteint la cible fixée qui de 3 mois. Cet indicateur devrait être reformulé à la baseline (réduire de 8 à 5 mois) car les périodes de soudure étaient entre 6 et 8 mois avec une moyenne de 6. Il faut noter aussi que cet indicateur dépend des facteurs externes non maitrisables (la pluviométrie). Par contre la réduction des stratégies négatives a atteint la cible fixée avec un écart positif de 4%.

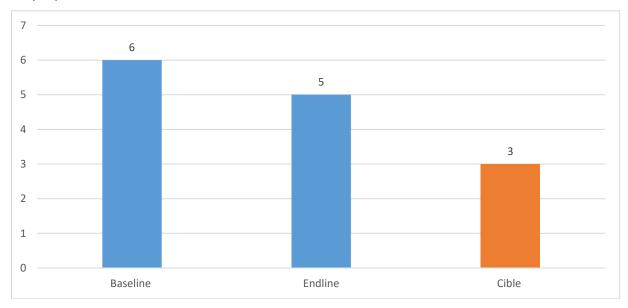
Indicateur 2: A la fin du projet, 50% des communautés des 18 villages ciblés sont capables d'anticiper et de réduire l'impact des risques auxquels elles sont exposées (pratiquent au moins 4 mesures d'adaptation face aux effets du CC)	32%	50%	61%	+11%

Source: Rapport Baseline 18-Endline 21, Evaluation finale externe PA 17-21, février 2022-2ID

### Analyse de la performance des indicateurs de l'outcome :

- **Indicateur 1:** Au terme du projet, la traversée de la période de soudure n'est plus une préoccupation majeure (la période de soudure est réduite de 6 à 3 mois et moins de 15 % ont recours à des stratégies négatives d'adaptations face à l'insécurité alimentaire).

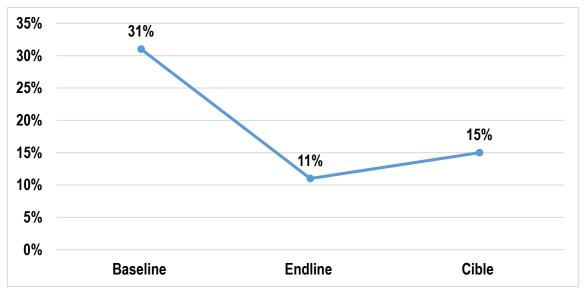
Graphique 14 : Période de soudure est réduite de 6 à 3 mois



La période de soudure a connu une réduction d'un mois mais n'a pas atteint la cible visée en fin de projet. Cela s'explique par l'enregistrement d'une très mauvaise pluviométrie en 2021 comparativement aux autres années du projet. L'augmentation de la production agricole dépend fortement de la pluviométrie,

de la nature du sol et des mesures d'adaptation pratiquées par les producteurs. Il était nécessaire de faire une révision de l'indicateur à la baseline (6-8mois) pour des contraintes liées aux facteurs externes.

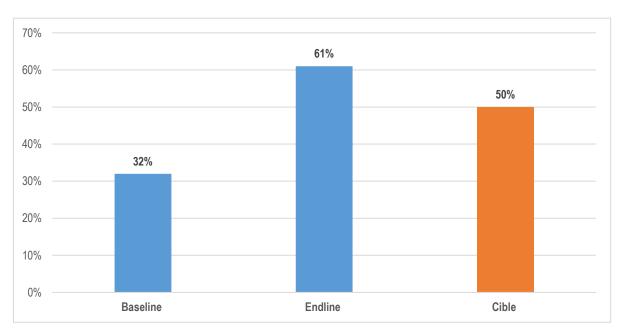
Graphique 15: Moins de 15 % ont recours à des stratégies négatives d'adaptations face à l'insécurité alimentaire



On constate une réduction considérable de la proportion des ménages qui adoptent les stratégies d'adaptation négative. Elle passe de 31% à 11% en dessous de la cible visée en fin de projet. Il s'agit en d'autres termes: Emprunter la nourriture auprès des particuliers ; Acheter les aliments les moins préférés et les moins chers ; Réduire le nombre de repas dans une journée).

- **Indicateur 2:** A la fin du projet, 50% des communautés des 18 villages ciblés sont capables d'anticiper et de réduire l'impact des risques auxquels elles sont exposées (pratiquent au moins 4 mesures d'adaptation face aux effets du CC).

Graphique 16: Niveau de capacité des communautés à anticiper et à réduire l'impact des risques liés aux effets du changement climatique



Il ressort du graphique que la proportion des communautés qui sont capables d'anticiper et de réduire l'impact des risques auxquels elles sont exposées (pratiquent au moins 3 mesures d'adaptation face aux effets du CC) a connu une évolution positive de la baseline à l'endline (32% à 61) avec un écart positive de 11%. La cible fixée par le projet est atteint. Cette évolution positive des communautés s'explique par l'élaboration des plans de contingence (inondation et sécheresse) au niveau village et communal appuyés par des exercices de simulation afin de les outiller. Pour rendre opérationnel ces plans de contingence « inondations », des kits ont été acquis : 30 kits d'urgence pour le comité de Koulikoro dans le cadre du plan de contingence inondation de la CRM ; 50 kits d'urgence d'assainissement ont été pré positionnés à Koulikoro pour les communautés et distribués à 50 ménages du cercle de Doila suite aux pluies diluvienne en 2019.

Au niveau communautaire des plans d'action de réduction de l'impact des risques sont opérationnels :

- Ainsi la communauté de Sirakoroni dans la commune de Tienfala a été mobilisée en deux jours durant pour réaliser une digue de protection contre les eaux de ruissellement. Il faut noter que chaque année les eaux de pluies faisaient des victimes parmi les enfants, mais avec la réalisation de la digue de protection aucune victime n'a été enregistrée et les eaux ne traversent plus le village lors des pluies diluviennes.
- A cela s'ajoute la connaissance des stratégies d'adaptation face aux effets du CC qui s'est nettement améliorée entre le début du projet en 2017 et à la fin du projet avec le reboisement et la Régénération naturelle assistée (RNA) qui passe de 74% en 2017 à 81% lors de cette enquête finale ; l'utilisation de nouvelles techniques agricoles et pastorales (microdosage d'engrais, Trempage des semences, pratique de demi-lune etc..) qui n'était connue que par 46% passent à 58% ; l'utilisation des semences améliorées précoces comme une stratégie est de 51% des ménages à l'endline contre seulement 15% lors de l'enquête de base et l'utilisation des foyers améliorés a été signalée par 38% de la population comme une stratégie contre seulement 13% à l'enquête de base.

### 4.5.11. Analyse de la Théorie du Changement TOC

La théorie du changement est une méthode qui explique comment une intervention donnée ou un ensemble d'interventions est censé conduire à un changement précis sur le plan du développement, grâce à une analyse des liens de cause à effet fondée sur les éléments de preuve existants.

La TOC définit dans le PA 2017-2021 a pour objectif de rendre plus résilient la communauté des 2 cercles (Koulikoro et Tominian) dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle face aux effets du changement climatique. Pour ce faire la CRB et CRM ont définis des stratégies, les acteurs à impliquer, émis de des hypothèses et définis des mesures de mitigation face aux risques auxquelles la mise en œuvre du programme pouvait rencontrer. Au total 6 stratégies, 8 hypothèses (4 hypothèses générales et 4 hypothèses de causalité) et des risques internes et externes ont définis pour atteindre le changement à long terme.

La CRB et la CRM sont convaincue que le développement est endogène à une communauté (**Hypothèse** 1). Sur la base de cette hypothèse, la stratégie définie dans la TOC est l'approche « Evaluation des vulnérabilité et des capacités ». A travers cette approche, la Croix-Rouge Belge et Malienne à travers leur branche local, ont appuyé les communautés dans l'analyse de leurs vulnérabilités et capacités, en incluant les personnes les plus vulnérables (**Hypothèse 3** : les personnes les plus vulnérables sont exclus du développement) et en diffusant ces informations auprès des autorités et acteurs locaux pertinents (**stratégie 1** : **Evaluation des vulnérabilités et Capacités**). Treize (13) EVC ont été élaborés dans les 13 villages de Koulikoro et 5 à Tominian lors du PA précèdent.

La mise en place des comités Croix Rouge au niveau village dont les membres sont issus de la communauté se réfère **l'hypothèse 5** de la TOC (H5 : les volontaires CR connaissent les comités et sont reconnus par elles-mêmes), les volontaires membres de la Croix Rouge au niveau ont participé à l'évaluation des capacités et des vulnérabilités à travers la mobilisation communautaire (Engagement Communautaire et Redevabilité-ECR) durant la mise en œuvre et à l'issue du programme (**Hypothèse 8** : les volontaires se mobilisent au-delà du projet). Les volontaires continuent le partage d'expérience

acquis après la mise en œuvre du projet par la mise en place et la formation des nouveaux comités hors zone du projet (exemple : mise en place de 4 comités dans les villages de Wan, Yasso, Timissa et Bènèna par le comité local de Tominian, l'appui conseil des communautés sur les nouvelles techniques agricoles et les AGR (Embouche, maraîchage, etc.).

Ensuite, une fois ces risques identifiés, il s'est agir de susciter auprès de la communauté l'adoption de mesures, de pratiques et attitudes qui vont lui permettre de prévenir, mitiger et éventuellement répondre à ces risques. Dans ce cadre-là, les stratégies sont le renforcement de capacités individuelles et communautaires et des actions de plaidoyer (stratégies 2 : sensibilisation des communautés à 6 : Plaidoyer) : renforcement des connaissances (stratégies 2 et 3 : formations techniques), appui matériel (stratégies 4 : appui en équipement et 5 : appui en infrastructures) et plaidoyer pour l'intégration dans les politiques nationales des actions de la Croix-Rouge (stratégie 6 : Plaidoyer). Il faut noter qu'en ce qui concerne la stratégie 2, un des leviers fondamental pour amener la communauté à opérer des changements qui renforceront leurs capacités de résilience est la communication pour le changement de comportement.

Des actions de renforcements de capacités et appui en équipement/infrastructures ont été menées par le programme :

- dans le domaine **de la sécurité alimentaire** (Résultat1), il s'agit entre autres : Formation des communautés sur les nouvelles techniques agricoles (ECOFERME) ; Sensibilisation sur les nouvelles techniques agro-pastorales auprès des communautés ; Mise en place et formation de 11 noyaux de multiplicateurs de semences dans les communautés ; Formation sur les techniques d'élevage ; Formation des volontaires sur la pisciculture ; Promotion de l'arboriculture fruitière et cultures fourragères ; Formation sur le maraîchage ; Promotion du maraîchage ; Dotation d'outils de Restauration des sols et en semences ; Appui à la mise en place des infrastructures socio économiques.
- Au niveau de la résilience aux chocs environnementaux (Résultat 2): Formation des volontaires, des élus, des services techniques sur le CC/RRC; Sensibilisation sur le CC/AC; Mise en place et Formation des Brigades de surveillance forestière (15) et renforcement du lien avec les services des Eaux & Forets; Formation sur la promotion des actions de protection de l'environnement; Confection de 26 plaques de sensibilisation; Formation et équipement des pépiniéristes (17); Promotion et suivi des actions de protection de l'environnement; Appui à la mise en place et Redynamisation des CDRT (18), Elaboration et simulation de plans de contingence villageois (13) et communaux (1 Meguetan)
- Les capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé (Résultat 3) : les actions de renforcements de capacités à concerner : Formation sur les pratiques familiales essentielles, l'hygiène du lait (Atelier organisé en synergie avec VSFB/ICD) ; Formation/recyclage sur le PSSBC (organisé en synergie avec l'ONG VIA Don BOSCO) ; Formation des volontaires sur la planification familiale et l'ANJE ; Reproduction de boites à images ; Sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles dans les communautés ; Education et démonstrations nutritionnelles ; Journée nutrition ; 53 séances de dépistage précoce de la malnutrition ; Sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, l'assainissement et l'utilisation des aliments ; Sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, l'hygiène et le score de Diversification Alimentaire ;
- Les capacités de la CRM et des acteurs locaux (résultat 4): Définition, signature & mise en place de 7 protocoles d'accords; Formation de 26 leaders communautaires sur le MICR; Formation et accompagnement de 13 comités Croix-Rouge villageois par la branche de Koulikoro; Renforcement des capacités des ST (11) et des Elus communaux (22); Formation sur Engagement communautaire et la redevabilité (26); Formation de membres (34) des comités

communaux de Tominian; Suivi appui des services techniques; Suivi appui de l'AGR de Tominian; Visite d'échange (2); Accompagnement des comités de Koulikoro, Ségou et Tominian; 7 Ateliers de suivi semestriel et 7 ateliers du Comité mixte de supervision(CMS);

Tel qu'énoncé dans le principe 2 de la résilience selon le MCR, « L'autonomie, les ressources et les capacités locales doivent être pleinement respectées et les relations avec les autorités et autres acteurs locaux doivent être consolidées ». Pour ce faire, il est essentiel que les communautés soient accompagnées par et connectées avec ces autorités. A cet effet des 7 protocoles été définis et signés avec les services techniques afin d'apporter leur savoir-faire aux communautés et créer un service de proximité lors de la mise en œuvre et après la fin du programme. Il est dès lors important pour le changement d'analyser et de prévoir au besoin le renforcement des capacités des institutions et autorités (stratégies 3 à 6) devant encadrer les communautés (Ministère de la santé, environnement, etc.). Ce renforcement se fait via notre partenaire local, la Croix-Rouge malienne, qui, en tant qu'auxiliaire des pouvoirs publics accompagne les autorités dans la compréhension de leurs responsabilités et dans la mise en place de leurs activités (H6 : la CR, auxiliaires des pouvoirs publics, accompagne les autorités dans la mise en place de leur activités).

Enfin, à travers le principe numéro 5 de la résilience selon le MCR, la Croix-Rouge admet que « il est tout aussi essentiel de nouer et développer des partenariats ou de mobiliser d'autres soutiens, en particulier dans les domaines qui ne relèvent pas du mandat ou des compétences principales de la CRCR. Pour que le changement soit durable, la Croix-Rouge locale et les communautés vont chercher l'appui auprès des autres acteurs pour qu'ils contribuent aux besoins et résultats visés (H7: les synergies avec les autres acteurs fonctionnent tel que prévues). Pour répondre à ce principe la CRM a collaboré avec VSFB/ICD et VIA DON BOSCO dans la mise en œuvre de certaines activités mais cette collaboration n'a pas été opérationnel parce aucun budget commun n'a pas été définie dans le cadre de la synergie des actions. Ce qui fait qu'un partenaire assiste l'autre dans la mise en œuvre des actions définies.

Pour ce qui concerne les hypothèses de la TOC, elles sont de deux natures différentes :

Les premières « hypothèses générales », sont des postulats sur lesquels le Mouvement Croix-Rouge se base de manière générale dans l'ensemble de ses actions et Les « hypothèses de causalité » sont des hypothèses qui sont des éléments qui participent à ce que le changement se réalise si elles sont vérifiées et qui pourraient mettre en péril le changement si ce n'était pas le cas. Ces dernières hypothèses sont liées aux risques identifiées comme internes au programme et à sa stratégie (Disfonctionnement du partenaire, faible engagement des autorités, etc.) et aux risques externes (Catastrophes naturelles, dégradation de la situation sécuritaire, etc.). Pour la vérification de ces hypothèses, la CRB avec son partenaire la CRM ont en place différentes actions de mitigation de ces risques, pour activer ces « hypothèses de causalité ».

Pour conclure, la TOC est avérée par l'engagement communautaire, la réalisation des EVC, et la partage d'expérience entre la croix rouge de Tominian et celle de Koulikoro ce qui a permis à la communauté d'identifier leur propre besoin et de les prioriser, l'élaboration des plans de contingence au profit des communautés et des collectivités. Ce qui les a permis de disposer de politique locale de réduction de risques. Le paquet d'activité en lien avec les renforcements de capacités a favorisé une large diffusion de l'information sur les techniques liées au changement climatique, le renforcement des moyens d'existence, les mesures de mitigation. En outre la TOC a eu ses limites par rapport aux actions concrètes pouvant générer des revenus conséquents qui vont permettre l'autonomisation et la résilience à long terme. Il ressort de l'analyse d'autres défis sont à prendre en compte dans les futures interventions afin d'atteindre les objectifs de la TOC :

 L'analyse révèle une faiblesse dans l'appui en matériel au niveau de la sécurité alimentaire; étant de donnés que les moyens d'équipement de production des exploitants agricoles restent rudimentaires, des appuis en charrettes et charrues, bœufs de trait, etc. devraient être aussi faits afin de renforcer les actifs des communautés vulnérables dans l'objectif d'améliorer leur rendement.

- Au plan environnemental, des actions de plaidoyer devraient être mené avec les collectivités pour la prise en compte des actions environnementales dans le PDSEC dans l'objectif de les rendre plus durables après le projet.
- Au niveau de la santé, des groupes d'apprentissage et de suivi des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (GASPA) auraient pu être mis en place afin de constituer un cadre privilégié que la CRM pourra utiliser pour apporter sa contribution à la lutte contre la malnutrition à travers le projet « Diffusion du Paquet Intégré des Services d'ANJE. L'objectif visé par ces groupes est d'emmener les femmes enceintes et ou allaitantes à adopter des bonnes pratiques nutritionnelles pour elles-mêmes et pour leurs enfants afin de parvenir à une diminution progressive et conséquente de la malnutrition chronique, pour le bien-être des enfants et de la famille.
- Au niveau du renforcement des capacités de la RCM et acteurs locaux : l'autonomisation des comités régionaux et les branches nécessitent leur appui en AGR lors de la phase de la mise en œuvre du programme;
- Les EVC ont identifiés des besoins importants dans le domaine de l'eau, que la mission estime prioritaires dans la construction de la résilience. Pour ce faire des actions doivent être menées afin de faciliter l'accès à l'eau potable et la réduction des corvées des femmes et des enfants afin que les femmes puissent consacrer ce temps à d'autre fin utile tel que les AGR.
- Les petits AGR doivent être développés au profit des comités communaux et villageois afin de garantir leur indépendance face à certaines dépenses.
- En somme l'on note que le projet a su réunir différents acteurs dans le domaine de l'élevage de l'agriculture et de la foresterie à travers les activités de la production agricole et semencière, de reboisement, de protection de l'environnement de la santé nutrition afin d'engendrer un changement de comportement ne ce reste qu'au niveau des volontaires qui sont issus des communautés bénéficiaires. Ces volontaires à travers le niveau d'engagement assureront sans nul doute le travail sensibilisions auprès de leur communauté d'origine pour aboutir à un éveil de conscience collective. l'intégration des objectifs de production agricole, sanitaire et environnementale est une stratégie concourt à l'atteinte des objectifs de développement durable ODD 2020-2030 et atteste de la pertinence de la théorie du changement initié par le projet.

### 4.5.12. Apprentissage et redevabilité

«L'apprentissage» est le processus par lequel l'information générée par la traque, le suivi et l'évaluation alimente la réflexion et l'amélioration délibérée et continue du processus de renforcement de capacités des partenaires du projet. Il doit permettre ainsi au projet dégénérer des impacts plus importants.

Le mécanisme de redevabilité développé dans la mise en œuvre du projet est observé à travers les séances de restitution au niveau communautaire pour ce qui concerne les activités.

- Etant donné que les collectivités assurent la maitrise d'ouvrage du projet, un accent particulier doit être mis sur le partage d'information de façon systématique entre le projet et celles-ci à tous les niveaux de la mise en œuvre. Donc à ce niveau, le projet aurait gagner en redevabilité vis-à-vis de ces collectivité en optant pour une stratégie de partage des rapports ou tout autres documents utile sur un format imprimé en veillant à ce qu'un bordereau de réception soit signé et garder dans les archives.
- Le partage des rapports d'activités avec certaines autorités communales à révéler des insuffisances. En effet l'administration étant certes une continuité mais la traçabilité des échanges à travers des formats en version dur soutenu par les bordereaux ne sont pas à négliger.
- Il faut noter par ailleurs que la conception du projet s'est basée les expériences réussies à Tominian. La première visité organisé par le PA de Koulikoro à Tominian à d'office créer l'émolument et a suscité un engouement de mieux faire qu'à Tominian. Ce qui a permis au comité de Koulikoro de s'atteler afin que le projet soit une réussite. De plus les EVC couplé au comité de suivi semestriel ont contribué à l'appropriation du projet par les bénéficiaires. Cette expérience à en somme le mérite d'être capitaliser et diffuser auprès de tous les partenaires.

- A Tominian ainsi qu'à Koulikoro, le projet contribuer à restaurer un climat de confiance entre les villageois et certains services techniques qui jadis étaient presque rejeter par ceux-ci.
- Quant au suivi de façon globale, l'absence d'un poste de suivi évaluateur à temps pleins aurait permis la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme de gestion des plaintes simple et adapté au projet.
   Un mécanisme de gestion qui aura pour rôle essentiel de prendre en compte les préoccupations et de gérer les frustrations des bénéficiaires

### 4.6. Analyse de l'efficience

### 4.6.1. Analyse de la gestion des ressources humaines

Les Ressources humaines impliquées dans la mise en œuvre du projet sont constituées de :

- Personnel international (représentant pays) employé à plein temps: relais entre la CRM et la CRB, le RP travaille en appui-conseil sur la méthodologie de suivi-évaluation et la stratégie générale du projet. Il apporte soutien à l'équipe du projet et au Département des Opérations sur la méthodologie de planification, suivi et évaluation, participe aux Comités mixte de supervision du projet et est en charge de la coordination et de la recherche de synergies avec les autres acteurs internationaux présents dans les zones du projet.
- Personnel local: Personnel entièrement pris en charge par le projet: Un Chef de projet à plein temps assure la gestion, planification et suivi budgétaire du projet au niveau local. Un comptable à plein temps à Koulikoro assure la gestion comptable et administrative quotidienne. Deux animateurs à plein temps dont un basé à Koulikoro, et l'autre à Tominian sont consacrés à l'animation des activités dans les communautés et servent de relais entre le chef de projet et les communautés. Un gardien à plein temps à Koulikoro assure la sécurité et l'entretien du bureau, des matériels et équipements. Un chauffeur de la CRM assure les courses liées à la logistique et au suivi administratif au niveau central à Bamako ainsi que les déplacements spécifiquement liés au projet.
- Personnel partiellement pris en charge par le projet : il s'agit du secrétaire général national (SG) de la CRM, pris en charge à 10% pendant 3 mois sur les projets résilience. Le SG a facilité la coordination des différents échelons de la CRM nécessaire à l'encadrement, l'appui technique et la mise en réseau des projets de résilience communautaire autour de la plateforme de réduction des risques de catastrophe et adaptation aux changement climatiques. Une assistante du Département des Ressources Humaines (pris en charge pendant 2 mois (Novembre 15% et décembre40%), assure le processus de recrutement, de gestion contractuelle et administrative des ressources humaines du projet et de l'assurance des volontaires. Le secrétaire général régional de Ségou (100% pris en charge en 2017 pendant 2 mois). Il assure les missions de suivi trimestriel avec le département des opérations. Garant de l'avancée des activités CRM dans la région de Ségou, il assure aussi le rôle de coordination entre les différents projets. Le chargé Nutrition pris en charge pendant 6 mois à 75%, appui la CRM et l'équipe de projet sur les aspects de nutrition.
- Personnel non pris en charge mais impliqué dans le projet : Le Coordinateur National des projets et programmes (appui technique et d'orientation à l'équipe du projet sur les aspects de planification et de mise en œuvre des activités). Le chef du Département des Opérations de la CRM. Il assure l'encadrement et la coordination de l'ensemble des projets de résilience communautaire et les partenariats dans les secteurs de la sécurité alimentaire et la réduction des risques et des désastres. Le chargé sécurité alimentaire & changements climatiques de la CRM, assure un appui technique sur le projet, notamment dans la planification opérationnelle des activités en lien avec les autres projets CRM. Une responsable suivi & évaluation. Elle appuie l'équipe du projet sur les aspects de suivi évaluation notamment dans la production d'outils de suivi et d'enquête. Elle appuie aussi les équipes dans le rapportage. le secrétaire général Régional de koulikoro impliqué lors du lancement des activités, facilitation de la coordination des différents échelons de la CRM et supervision des activités. Il a aussi en charge la gestion administrative des rapports d'activités, TDR, ordres de mission de l'équipe du projet.

 L'implication de 90 volontaires a permis de réduire les frais de fonctionnement du personnel et d'orienter plus de ressources vers les investissements. Cette approche a ses limites par rapport à la fidélisation des volontaires dans le long terme. Il serait logique de trouver des mécanismes de motivation afin de les fidéliser.

### 4.6.2. Analyse de la gestion des ressources matérielles

Le tableau ci-après contient les différents matériels acquis dans le cadre du projet. Sa gestion est soumise aux règles rigoureuses internes.

Tableau 22 : Matériels et équipements du proiet

Équipement et fournitures	Unité	Nombre
Achat Véhicule toyota Hilux	véhicule	1
Achat de motos pour les animateurs	moto	2
Ordinateurs pour l'Equipe du projet, Tominian, Ségou et le siège	Ordinateurs	7
Imprimantes multifonctionnelles	Imprimante	2
Bureaux pour le chef de projet et la comptable	Bureaux	2
Chaises demi-ministre pour le chef de projet et la comptable	Chaise demi-ministre	02
Chaises visiteurs pour le chef de projet et la comptable	Visiteur	4
Armoires pour le chef de projet et la comptable	Armoire	2
Appareils photo numériques pour le chef de projet, la comptable et les deux animateurs	Appareil photo	4
Climatiseurs pour les bureaux du SGR Koulikoro, le chef de projet et la comptable	Climatiseur	3
Mini réfrigérateur pour le bureau	réfrigérateur	1

**Source** : Enquête terrain, février 2022-2ID

Le matériel est composé pour l'essentiel de matériel roulant, de mobilier de bureau et équipement informatique, etc. Les ressources matérielles ont été gérées de façon rationnelle. Des ordres de mission définissent l'objectif, la destination et les périodes d'utilisation des engins roulants. Des révisions régulières sont faites et le véhicule dispose d'un carnet de bord attestant de la régularité des entretiens courant, des réparations, l'utilisation rationnelle du carburant et les frais d'assurances. Le matériel informatique et le mobilier sont gérés suivant les règles de gestion. L'état du matériel affecté au projet après 5 ans d'utilisation est bon et témoigne de l'attention accordée.

### 4.6.3. Analyse de la gestion des ressources financières

L'utilisation des ressources financières est faite en tenant compte des planifications et des accords définis dans les différents protocoles de partenariat de mise en œuvre du projet. Des réajustements budgétaires sont effectués pour prendre en compte des sous estimations budgétaires à l'issue des rencontres de concertation sur les bilans périodiques de mise en œuvre du projet.

Certaines activités devant être exécutées par des prestataires externes sur financement du projet ont fait l'objet de TDR et d'appels d'offres pour la réalisation des formations, l'acquisition des voitures, des motos, du matériel informatique et bureautique, l'évaluation finale, la confection d'outils de sensibilisation et réalisation des infrastructures socio-économique (Banque Céréales, étang piscicole, parc de vaccination, etc.). Ceci permet de jouer sur les prix en choisissant le mieux ou le moins disant. Cette procédure a permis de faire des économies d'échelle. Au total, la gestion des ressources financières a suivi les règles requises en la matière.

### 4.6.4. Analyse du coût/efficacité.

L'analyse coût efficacité est le ratio entre le taux d'exécution financière et le taux d'exécution physique des activités. Le tableau ci-après présente le taux d'exécution financière du PA 17-21.

Tableau 23: Taux d'exécution financière

Budget MALI Programme 2017 - 2021	DEPENSES A JOUR DU MAJ : 31-06-2021			
Libellés	BUDGET en EUR	Dépenses en EUR	Solde	Taux d'exécution financière %
1 - PERSONNEL	671 743	703 033	-31 290	105%
2 - INVESTISSEMENT	256 862	222 218	34 644	87%
3 - FONCTIONNEMENT	518 278	472 849	45 429	91%
TOTAL BUDGET OPERATIONNEL	1 446 883	1 398 100,37	48 782	97%

Source: Rapport financier 17-21, février 2022-2ID

Le taux d'exécution financière du projet est **de 97% (voir annexe 8 pour le détail).** Le taux d'exécution physique des activités est estimé **à 99%**. Le ratio coût efficacité global est donc égal à 97/99 = 0,97. Le ratio coût efficacité est inférieur à 1, ce qui signifie que l'exécution financière a été efficiente.

Le projet a été exécuté avec efficience à travers la bonne gestion des ressources humaines, matérielles et financières (Le ratio coût efficacité global est donc égal à 97/99 = 0,97 inférieur à 1 ce qui signifie que le projet a été efficient). Les ressources humaines sont constituées de 3 types de personnels. Il s'agit entre autre du personnel employé à temps plein, à temps partiel, non prise en charge mais impliqué dans la mise en œuvre (Equipe cadre de CRM niveau national et régional et les volontaires). La mobilisation de tout ce personnel s'explique par la multisectorialité du projet. Il était donc nécessaire de minimiser les coûts afin d'être efficient en maintenant l'équipe projet à temps plein. Les appels d'offres ont permis de jouer sur les prix en choisissant le mieux ou le moins disant. Cette procédure a permis de faire des économies d'échelle. L'implication des volontaires a permis de réduire les frais de fonctionnement du personnel et d'orienter plus de ressources vers les investissements. Cette approche a ses limites par rapport à la fidélisation des volontaires dans le long terme. Il serait logique de trouver des mécanismes de motivation afin de les fidéliser. Néanmoins, le projet a accusé un retard depuis le démarrage. Ce retard s'explique à la fois par le déploiement de l'équipe projet à Koulikoro et l'acquisition de moyens de déplacement, des insuffisances en planification opérationnelle. Des ajustements ont permis de rattraper le retard.

### 4.7. Analyse de l'impact à long terme

## 4.7.1. Impact du projet sur l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et de la diversification de la consommation au bout de 5 ans

- Amélioration induit sur la technicité de production et la productivité agricole, forestière et animalière (utilisation des semences améliorées (céréales et tomate d'hivernage); technique Zaï, micro-dose, fumure organique, paille enrichie, aliment volaille et aliment poisson à base de produits locaux, noyaux de multiplicateurs de semences améliorées, technique de traitement du niébé, techniques d'assolement et de rotation, confection de diguettes, etc.)
- Amélioration de l'accessibilité des céréales et les denrées de première nécessité à travers la mise en place des BC et des BAB ;
- Amélioration de la diversité alimentaire des ménages à travers une diversification dans la consommation des aliments riches en protéines (légumineuses, viandes, poisson, lait et produits laitiers et en vitamines A (légumes et fruits) en plus des céréales qui était l'alimentation de base.

## 4.7.2. Impact du projet sur le développement institutionnel de la CRM (niveau central, régional et local)

- Amélioration de la visibilité et forte adhésion de la communauté au mouvement CR ;
- Renforcement de la crédibilité de la CR envers les autorités administratives, les STD, les collectivités et la communauté facilitant la mobilisation des volontaires ;
- Elargissement de la couverture géographique de la Croix rouge (structuration de la croix Rouge avec la mise en place et équipement de 13 comités au niveau village qui comptent 106 membres dont 32% de femmes);

- Existence d'un potentiel de volontaire communautaire;
- Mise en place et renforcement de capacités de4 nouveaux comités locaux dans les villages de Wan, Yasso, Timissa et Bènèna par le comité local de Tominian.

### 4.7.3. Effets durables positifs

- Appropriation et pratiques des AGR par les bénéficiaires (maraîchage, Embouche, élevage, etc.)
   ont permis l'amélioration des revenus des ménages vulnérables ;
- Changement de comportement des femmes allaitantes et les femmes enceintes entraînant une réduction des cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les FEFA due à la promotion des bonnes pratiques PFE (Allaitement maternel exclusif et alimentation de complément à la bonne période, Consultation prénatale, prévention du paludisme, Vaccin des enfants à jour, lavage des mains aux savons aux moments clés);
- Changement de comportement entrainant une réduction des cas de maladies liées au manque d'hygiène (Paludisme, IRA/pneumonie, Maladies diarrhéiques, Maladie de la peau, Otite/conjonctivite, etc.)
- Appropriation des mécanismes de gestion par les comités entraînant une dynamique amorcée vers l'autonomisation financière de certains comités (BC, AGR/Kit évènement, etc.) par la promotion et la pratique d'AGR;
- Maîtrise et appropriation des techniques de prévention de la malnutrition par l'utilisation de la bouillie enrichie et la valorisation des produits locaux (Moringa, patate, etc.) ;
- Appropriation et application des nouvelles techniques ECOFERME de production par les communautés bénéficiaires ont permis d'emblaver environ 815 ha pour les céréales et 70 ha pour le niébé;
- Maîtrise et appropriation des techniques de production des semences améliorées par 55 volontaires communautaires, 2 membres du comité CRM de Koulikoro et 4 membres de l'équipe.
- La maitrise et l'appropriation de la technicité par les volontaires qui sont formés et issus de la même communauté sont en effet le garant de durabilité à court terme voir moyen terme.

### 4.7.4. Effets durables direct/indirects

- L'AGR kit évènementiel de Tominiana suscité le développement de 3 AGR Kit évènementiel au sein de la communauté identique à celle du comité local Croix Rouge.
- Maîtrise et partage d'expérience par un certain nombre de volontaires ont permis de formés 6 personnes dont 4 dans les villages du cercle de Dioïla, 1 à Bamako et 1 dans la commune de Nyamina) en technique d'embouche (zone non bénéficiaire du projet) entrainant une amélioration de leur source de revenu;
- Maîtrise des techniques de protection de l'environnement avec la mise en place des brigades de surveillance forestière a permis de faire des réductions des feux de brousses (20 feux maîtrisés), de la coupe abusive de bois, de la consommation de bois de chauffe avec l'utilisation des foyers améliorés :
- Maitrise de la production de plant par les 17 pépiniéristes ont permis de faire le reboisement de 16 901 arbres plantés dont le taux de survie est de 50%;
- l'importance de lagestion et la protection de l'environnement face aux effets de changement climatique est une évidence dans les deux cercles en particulier dans les zones à forte production de charbon avec environ 7 mises en défens (accord de protection des espèces d'arbre protégés) dans 4 villages).

### 4.8. Analyse de la durabilité

L'appréciation de la durabilité du projet se fera à travers l'analyse de son mode d'intervention, de l'engagement des acteurs locaux et des conditions sociales.

### 4.8.1. Durabilité technique

Sur le plan technique, l'expertise locale est disponible pour la continuité de la grande partie des activités promues. Il s'agit entre autres :

- la maitrise et l'appropriation des technicités dans la production agricole, maraîchère et animalière ;
- la maîtrise et l'appropriation des techniques de la gestion et de la protection de l'environnement (reboisement, foyers améliorés, RNA, mise en défens, production de plants, etc.) ;
- la maitrise du processus d'élaboration des plans de contingence et mise en œuvre des actions par les collectivités et les communautés ;
- la maîtrise et utilisation des bonnes pratiques nutritionnelles, premiers secours et de santé à Base communautaire (PSSBC) :
- la qualité des infrastructures réalisées (BC, BAB, Parc de vaccination, etc.);
- l'existence et disponibilité des volontaires maîtrisant la technique de fabrication des foyers améliorés dans le cadre de la réduction de la consommation du bois de chauffe.

### 4.8.2. Durabilité financière

- Au niveau de la durabilité financière, la mise en place d'un accord cadre de partenariat spécifique de collaboration entre la CRM et la CRB à travers la stratégie de gestion déléguée garantit l'appropriation par la CRM des actions du projet et constitue un facteur de durabilité ;
- Amélioration des revenus dans la production agricole, maraîchère et animalière va entrainer le renforcement des moyens d'existence et la résilience des ménages vulnérables ;
- La rentabilité les infrastructures socio-économiques (BC, BAB, AGR) va contribuer à créer une cohésion sociale et améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables. Ces facteurs combinés constituent un garant de la durabilité financière.

### 4.8.3. Durabilité sociale

La stratégie de l'intervention repose sur les volontaires et sur une structuration des bénéficiaires au tour de comités qui maitrisent leurs rôles au niveau des villages. Cette construction sociale mobilise plusieurs membres de la communauté favorisant la disponibilité des compétences mises en place et permettant de réduire les risques de surcharge dans la conduite des activités et renforce la cohésion sociale autour des réalisations. La mobilisation communautaire pourra se poursuivre pour la mise en œuvre d'activités au regard des résultats obtenus pendant la mise en œuvre du projet. Globalement l'on note un engagement satisfaisant des acteurs tant au niveau des services techniques, que des volontaires dans la poursuite de leurs missions.

Les communautés ont pu s'organiser pour leur accessibilité facile aux semences produites par les multiplicateurs à travers des échanges de produits. Mais elles ne sont pas encore suffisamment organisées pour le renouvellement des intrants de production.

Aussi, elles ont pu également s'organiser pour rendre les céréales et l'aliment bétail misent à disposition par le projet à travers les banques de céréales et les banques aliments bétails accessibles aux ménages à travers les comités bien organisées. Tous ceux-ci ont contribué à rendre plus visible la Croix rouge tant au niveau régional qu'au niveau village et a permis d'accroitre l'acceptation et la crédité de la CRM à tous les niveaux.

### 4.8.4. Durabilité au niveau environnemental

- Prise de conscience de la communauté dans gestion et la protection de l'environnement face aux effets néfastes du changement climatique ;
- de façon générale, les facteurs environnementaux sont respectés dans l'utilisation des foyers améliorés, l'utilisation des nouvelles techniques et l'existence des comités de brigade de surveillance forestière.

Au regard du degré d'implication des services techniques, des communautés à travers les volontaires, les comités de gestion, et les renforcements de capacité de ces acteurs et des collectivités; l'on peut dire

que les conditions générales sont réunies pour une durabilité des acquis qui varie d'une activité à une autre.

### 4.9. Contribution au CSC et Complémentarités/synergies avec autres acteurs

La contribution du projet à l'atteinte des cibles stratégiques du CSC est faite à travers l'analyse des différents résultats du projet, les impacts observés et les valeurs ajoutées/bénéfices tirés.

### 4.9.1. Contribution aux cibles stratégiques du CSC

Le tableau ci-dessous présente l'analyse du projet selon sa contribution à l'atteinte des cibles stratégiques du Cadre Stratégique Commun (CSC).

Tableau 24 : Contribution aux cibles stratégiques du CSC

Résultats	Outcome	Impacts	Contribution au	Valeurs ajoutées/bénéfices tirés
- Résultat 1 : La sécurité alimentaire des ménages vulnérables ciblés est améliorée ; - Résultat 2 : La résilience des populations aux chocs environnementaux dans les villages ciblés est améliorée.	La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique est	- Les communautés sont dotées d'infrastructure et de service, mieux gérés et plus accessibles ; - La cohésion des communautés est renforcée ; - Les communautés sont capables de mieux gérer leurs ressources naturelles.	Cible stratégique 2: Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience aux chocs économiques et environnementaux des populations vulnérables, en prenant en compte les problématiques liées au genre	-Technicités renforcées ; -Moyens d'existences renforcées ; -Culture de l'entente et de la paix au sein de la communauté.
Résultat 3 : La santé communautaire et nutritionnelle est améliorée dans les communautés ciblées	renforcée dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian	- Les communautés sont mieux informées, en meilleure santé et capable de répondre à leurs besoins essentiels; - La cohésion des communautés est renforcée.	Cible stratégique 5: Assurer/Améliorer la qualité, la disponibilité et l'accès aux soins de santé pour tous, avec une attention particulière aux aspects liés au genre	- Connaissance sur les PFE de bases renforcées; - Culture de l'entente et de la paix au sein de la communauté.

Source : Enquête terrain, février 2022-2ID

Les impacts observés (les communautés sont dotées d'infrastructure et de service, mieux gérés et plus accessibles ; la cohésion des communautés est renforcée ; les communautés sont capables de mieux gérer leurs ressources naturelles) à travers les R1 et R2 ont permis de contribuer à l'atteinte de la cible stratégique 2 du CSC. Les communautés sont mieux informées, en meilleure santé et capable de répondre à leurs besoins essentiels et la cohésion des communautés renforcée à travers le résultat 3 contribuent à l'atteinte de la cible stratégique 5 du CSC. De cette contribution des valeurs ajoutées ont été observées au niveau de la technicité, le renforcement des moyens d'existence, l'amélioration des connaissances sur les PFE de bases, la culture de l'entente et de la paix au sein de la communauté.

### 4.9.2. Concrétisation des synergies et complémentarités

La volonté des partenaires de concrétiser la synergie et la complémentarité n'a pu être effective/opérationnelle à cause des insuffisances liées à la conception des différents projets/programmes qui n'ont pas tenu compte des aspects financiers et de la représentative zonale des interventions. La DGD/CRB/CRM aurait pu gagner en mettant en place un dispositif dès au départ facilitant la coordination des actions de synergies.

### 4.10. Analyse des thèmes transversaux

### 4.10.1. Analyse de la prise en compte du Genre

La dynamique enclenchée pour l'intégration du genre depuis le début du projet s'est renforcée avec des ajustements nécessaires au niveau de la participation des femmes à la prise de décision.

Représentativité et participation des femmes aux organes de décision et aux formations :

- Pour la représentativité, environ 25% des membres des comités constitués (CDRT, brigades forestière, multiplicateurs de semences, Comités de gestion des infrastructures socioéconomiques) sont des femmes. Parmi elles, 50% occupant des postes clés (Président, Trésorier, Secrétaire administratif, Chargé de marketing).
- Pour la participation, 70% de femmes des zones ciblées par le projet ont participées aux séances de sensibilisation sur les thématiques du projet. 36% de femmes ont participé aux ateliers de formations thématiques (Planning familial, l'ANJE, multiplication de semences, PSSBC, plan de contingence, etc.) organisés en 2020. 15% de femmes ont installé une parcelle de multiplication de semences de céréales en 2020.
- Actions spécifiques initiées en faveur des femmes :
- 458 femmes ont été accompagnées dans le cadre de la promotion du maraîchage pour la production de la tomate en saison de pluies avec un chiffre d'affaire moyen d'environ 239 000 FCFA.
- Environ 2 780 foyers améliorés ont été confectionnés au bénéfice des femmes dans le cadre de la réduction de la coupe de bois de chauffe et de l'allégement de la corvée

### 4.10.2. Analyse de la prise en compte de l'environnement

Dans le cadre de la protection de l'environnement, le projet a renforcé les compétences des volontaires et la mises-en place des comités de brigades de surveillance de terrain, la gestion et la protection de la forêt et la préservation de l'environnement par diverses techniques. Elle s'est matérialisée par les aspects suivants :

- La constitution des brigades de surveillance des ressources forestières (10 à Koulikoro et 5 à Tominian) et environ 20 feux de brousse éteints ;
- Le renforcement de capacité des communautés sur la loi agroforestière du Mali, les techniques de lutte anti érosives (591 barrières en cailloux) et les techniques de gestion des ressources naturelles (RNA par 1 052 producteurs).
- Le reboisement (16 901 arbres plantés)
- La promotion de la fumure organique (1884 fosses fumières) et les micros-doses d'engrais au détriment des engrais chimiques.
- La diversification des cultures (introduction de variétés de semences de plusieurs cultures, comme le mil, le sorgho, le niébé, la tomate d'hivernage, d'arbres fruitiers) pour le maintien de la biodiversité qui elle-même joue en faveur de la protection de l'écosystème
- L'initiation des AGR au profit de la coupe de bois de chauffes et la production de charbon ;
- 7 694 foyers améliorés,
- 07 mises en défens dans 04 villages (accords de protection des espèces protégées signés avec les communautés).
- Le Zaï par 281 producteurs.

Dans le cadre de la protection de l'environnement des accords de protections des espèces d'arbres protégées ont été faits dans 4 villages. Pour une gestion durable des ressources naturelles, le prochain PA pourrait continuer cette approche et se mettre l'accent sur le reboisement des espèces en voie de disparition telles que Karité (Butyrospermum parkii), néré (Parkia biglobosa), balançant (Faidherbiaalbida), etc.

Eu égard au taux de survie des espèces plantés, le projet aurait gagné à orienter ces intervention vers les espèces forestières dans le cadre de la protection de l'environnement. En effet, la création de bouquet villageois d' 1 ha par village dès au départ du nouveau projet peut être envisagé afin de créer une zone pilote d'espèces menacées de façon consensuel contribuant de façon concrète à la protection de l'environnement par la réduction de la pression sur les ressources naturelles disponibles.

# V. ANALYSE DES FORCES ET FAIBLESSES DU PROJET/PERENNISATION DES REALISATIONS/RENFORCEMENT DES CAPACITES

## 5.1. Forces et faiblesses du projet

Tableau 25 : Analyse des forces et faiblesses du projet

	Analyse des forces et faiblesses du projet	- "I
Niveau	Forces	Faiblesses
Conception	-Implication des communautés à l'identification de leurs besoins (Evaluation de vulnérabilité des capacités-EVC); Approches multisectorielles du projet; -Implication/mobilisation des volontaires/comités local/communal/villageois; -Engagement communautaire et redevabilité (ECR); -Synergie/complémentarité d'action avec les partenaires; -Mode de gestion déléguée; -Appel à concurrence pour la réalisation de certaines activités ce qui permet d'avoir des coûts réduits; Prise en compte de la vulnérabilité.	-Non prise en compte du genre dans sa globalité (ne se limite à la représentativité de sexe); -Conception de certains indicateurs manque de précision (SMART); -Absence d'objectif général dans le cadre logique (impact à long terme); -Absence de poste de suivi évaluation à temps plein; -Absence de stratégie de sortie (désengagement assorti d'un budget); -Absence d'AGR pour le comité local (Koulikoro) pour leur autonomisation durant la première phase; -Absence d'un dispositif de retour d'informations au niveau de l'Engagement Communautaire et Redevabilité (ECR) et de gestion des plaintes au niveau du suivi évaluation; -Insuffisance dans l'opérationnalisation de la synergie/complémentarité des actions avec les partenaires DGD.
Mise en œuvre	- Renforcement des capacités techniques des acteurs intervenant dans la mise en œuvre du projet avant les réalisations; - Implication des services techniques à travers la signature de protocoles (suivi et exécution); - Engagement communautaire; - Forte implication des collectivités; -Bon niveau d'exécution des activités/résultats;	- Insuffisance (retard) dans le déploiement de l'équipe technique à Koulikoro; - Acquisition tardive du matériel roulant; - Suspension temporaire des activités nécessitant des regroupements de masse suite à l'arrivée de la pandémie à Coronavirus (COVID-19); -Insuffisance (retard) dans la programmation des activités pour opérationnaliser la synergie d'action; -Déséquilibre entre activités de renforcement des capacités et activités de réalisation physique.
Suivi évaluation et rapportage	- Existence d'un comité mixte de suivi (CMS); - Organisation de mission de suivi et visite des réalisations; - des échanges sur des points d'amélioration lors des missions de suivi - Existence de rapports semestriels et annuels; -Réalisations des études (baseline, évaluation à mi-parcours, évaluation finale); - Existence de rapports bilan consolidés; - Réalisation d'un atelier de désengagement.	-Moyen limité des services techniques pour les sorties terrain en termes de suivi régulier des activités ; - Absence d'un suivi évaluateur à plein temps.

Source : Enquête terrain, février 2022-2ID

# 5.2. Analyse de la pérennisation des réalisations physiques

L'analyse de la pérennisation des réalisations physiques s'est faite à travers les dispositifs mis en place, leur niveau de pérennisation et les insuffisances observées dans le processus. Le tableau ci-dessous présente l'analyse.

Tableau 26 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des réalisations physiques

Réalisations	ableau 26 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des réalisations physiques  Réalisations  Existence de				
physiques	dispositifs	Faiblesses	Analyse de la pérennisation		
Banques de céréales	Existence de comité de gestion fonctionnel Existence de champs communautaire pour certaines des BC	-	Rentabilité de l'activité à travers l'amélioration des revenus des bénéficiaires Renforcement de la cohésion sociale		
unité de plate-forme,	Existence de comité de gestion fonctionnel	-	Rentabilité de l'activité à travers l'amélioration des revenus des bénéficiaires Renforcement de la cohésion sociale		
Mare d'abreuvement	Pas de dispositif fonctionnel	Absence de dispositif	N'est pas durable à long terme à cause de l'érosion qui ronge les berges et l'exploitation de l'eau pour la confection des briques		
étangs piscicoles	Existence de comité de gestion fonctionnel	-Inaccessibilité à l'aliment-poisson de qualité -Demande de technicité et de moyen (coûteux)	Durable si on s'oriente vers les infrastructures rentables (par exemple les cases flottantes en bois)		
Magasin pour aliment bétail	Existence de comité de gestion fonctionnel	-	Rentabilité (fabrication et vente de la paille enrichie en plus du tourteau) Renforcement de la cohésion sociale		
Périmètre Maraîcher (PM)	Existence de comité	Insuffisance dans l'organisation autour de certains PM	Durable si on s'oriente vers les périmètres avec des forages équipés de système solaire (réduire la corvée des femmes dans la production)		
Unité de fabrique de savon	Existence de comité de gestion	Insuffisance dans l'approvisionnement de la matière première	Rendre disponible la matière en s'orientant vers d'autres sources d'approvisionnement à l'extérieur du village		
Parc de vaccination	Existence de comité de gestion	-	Rentabilité gage de la durabilité		
Foyers	Existence des comités de brigades forestières/volontaires	Insuffisance dans la technicité de construction des foyers proposés par le projet (type de foyer)	Facile à reproduire par les communautés localement Par contre il y a des types de foyer améliorée (en argile mais à deux pose de marmite pour un seul trou d'alimentation en énergie		

Source : Enquête terrain, février 2022-2ID

Au niveau des réalisations physiques, les responsabilisations des personnes en charge de la gestion (comités), l'adhésion des populations, l'implication des leaders communautaires, les collectivités et les services techniques sont des facteurs qui garantissent la durabilité des réalisations du projet. Des insuffisances ont été observées dans la pérennisation des réalisations physiques telles que l'étang

piscicole, l'unité de fabrique de savon, la mare d'abreuvement. Des actions de mitigation doivent être orientées vers : d'autres sources d'approvisionnement à l'extérieur du village pour l'unité de fabrique de savon ; les infrastructures rentables (par exemple les cases flottantes en bois) pour l'étang piscicole ; les périmètres avec des forages équipés de système solaire (réduire la corvée des femmes dans la production).

# 5.3. Analyse de la pérennisation des activités de renforcement des capacités

Le tableau ci-après présente l'analyse du dispositif mis en place et le niveau de pérennisation des activités de renforcement des capacités.

Tableau 27 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des activités de renforcement des capacités

Renforcement de capacités	Existence de dispositifs	Faiblesses	Analyse de la pérennisation
Activités de renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité alimentaire (agricole, maraîchère et animalière, en lien avec la pisciculture)	Volontaires communautaires renforcés, disponibles localement	-insuffisance de moyen et d'équipement	Maîtrise et appropriation de la technicité dans le domaine agricole, maraîcher et animalier (élevage, pêche, piscicole)
Activités de renforcement des capacités dans le domaine de la gestion et protection de l'environnement	-Volontaires et brigades de surveillance renforcés et disponibles localement ; -Pépiniéristes disponibles localement dans la production de plants.	-Insuffisance de moyen et d'équipement -Difficulté pour l'écoulement des plants produits à cause de la faible demande de la communauté qui préfère parfois acheter les plants de Bamako que ceux produits à Koulikoro selon le chef de cantonnement forestier	Maîtrise et appropriation des techniques de protection de l'environnement (RNA, Reboisement, production de plant, construction de foyers améliorés, etc.)
Activités de renforcement des capacités dans le domaine de la santé/ Nutrition	Volontaires communautaires renforcés et disponibles localement	Absence d'une organisation bien structurée autour des activités PFE pour l'apprentissage intra-communautaire	-Maîtrise et utilisation des bonnes pratiques nutritionnelles, premiers secours et de santé à Base communautaire (PSSBC) -Volonté manifeste des bénéficiaires de partager leur connaissance
Activités de renforcement dans le domaine institutionnel	Volontaires renforcés au MICR, disponibles jusqu'au niveau village	-Manque d'AGR -Insuffisance de dispositif pour la fidélisation des volontaires	Forte adhésion de la communauté au MICR Existence d'un potentiel de volontariat Visibilité et crédibilité de la CRM dans la zone du projet et hors projet

Source : Enquête terrain, février 2022-2ID

Quant aux activités de renforcement des capacités, le partage des connaissances acquises par les bénéficiaires entre eux et aux non bénéficiaires et les changements engendrés participent à la

pérennisation. Néanmoins des insuffisances ont été observées par exemple dans la production de plant concernant leur écoulement, Absence d'organisation bien structurée autour des activités PFE pour l'apprentissage intra-communautaire, manque d'AGR, insuffisance de dispositif pour la fidélisation des volontaires.

## **LECONS APPRISES ET PERSPECTIVES**

- L'atelier de désengagement du Programme à Tominian: L'atelier a aussi permis de faire ressortir une série d'activités permettant d'assurer la durabilité des actions menées dans le cadre du Programme. Certaines activités (les techniques nouvelles apprises dans la production agricole, les renforcements de capacités, etc.) relèvent des responsabilités et des capacités des différentes parties prenantes mais d'autres (telles que l'AGR, l'accessibilité des semences de meilleur qualité pour la maraîcher-culture, la pisciculture, la gestion des infrastructures socioéconomique, etc.) nécessiteraient un accompagnement ou des coûts supplémentaires. Il serait pertinent dans le futur d'inclure une marge budgétaire plus importante pour ces activités de fin de Programme.
- Dorénavant adapter les outils de communication (boîte à image, théâtre forum, les SMS à travers le téléphone, etc.) des volontaires à leur niveau d'instruction en tenant compte des langues locales (Bamananka et Bomu) en prévoyant une ligne budgétaire.
- Il faut renforcer la communication pour améliorer l'alignement des activités communes entre partenaires pour la programmation des synergies: Les synergies identifiées ont connu certaines difficultés pour leur opérationnalisation, car les acteurs concernés n'arrivent pas facilement à concilier le plan opérationnel commun et leur programme respectif. Il faut continuer à mieux concilier les activités entre partenaires pour améliorer la complémentarité et l'impact des interventions sur le terrain. Les synergies permettent d'éviter les doublons et les groupes cibles bénéficient d'expertises communes.
- Il est impératif d'encadrer les producteurs semenciers en groupements tant du point de vue technique qu'organisationnel vue la demande croissante en semences locales améliorées vers un processus de certification avec l'appui des institutions techniques spécialisées en la matière.
- La stratégie multisectorielle d'une action de développement facilite le renfoncement de la résilience. En effet, le fait de combiner plusieurs approches (approche multisectorielle) et actions au profit des mêmes bénéficiaires leur permet de vite se reconstituer en évitant l'utilisation des stratégies néfastes. Ainsi la distribution de petits ruminants, des semences et le renforcement de capacités procurent les ressources aux ménages, protègent durablement les moyens d'existence et accroissent la productivité.
- L'implication des services techniques à travers des protocoles (Service technique agriculture, Cantonnement forestier, Service local vétérinaire, Secteur de la pêche, Service des industries et production animale) en tant que contrôleurs du respect des normes sectorielles de réalisation de certaines activités, édictées par l'Etat est une évidence. Leur implication en tant qu'acteurs de la mise en œuvre de certaines activités contribue à ne point en douter ; une stratégie menant au renforcement de l'efficience et durabilité du projet. En effet, à la clôture des activités du projet, les agents des services techniques poursuivront le suivi et l'appui conseil aux bénéficiaires, renforçant du coup la durabilité des résultats. Effet, le projet doit mener une réflexion à travers une stratégie de désengagement à sortir d'un plan d'action budgétisé pour permettre aux services techniques de poursuivre le suivi et l'appui conseil des bénéficiaires.

## **BONNES PRATIQUES**

En rappel, une bonne pratique est une expérience réussie découlant d'un processus participatif, ayant fait ses preuves et permis d'obtenir de bons résultats. En effet une bonne pratique doit prendre en compte les critères suivants :

- **L'innovation**: La pratique est « originale » et son application s'inscrit dans une perspective nouvelle. Par son caractère innovant, la pratique se différencie soit par son domaine d'action, son approche et/ou les outils qui sont développés
- **La pertinence** : la pratique est opportune au vu du contexte, des besoins des populations cibles et des alternatives développées.
- **L'efficacité** : la pratique a fait ses preuves et a obtenu de bons résultats. Elle a été adoptée avec succès et a eu un effet positif sur les populations cibles.
- La duplication : la pratique est en mesure d'être dupliquée, d'avoir un potentiel de reproductibilité et doit donc pouvoir être adaptée à des objectifs similaires dans des contextes différents.
- La durabilité : la pratique préserve son « effet / impact » positif dans le temps grâce aux changements qui y sont introduits, à la volonté et aux capacités de l'acteur à continuer conformément aux exigences du contexte d'intervention.

Tableau 28 : Principales bonnes pratiques du projet

	ableau 28 : Principales bonnes pratiques du projet		
Bonnes pratiques	Description		
Comité Mixte de Suivi (CMS)	La pratique est innovante dans la mesure où l'Etat a un regard dans la réalisation des activités du projet. Elle est pertinente car elle permet facilement de capitaliser et diffuser les acquis du projet et les changements. Elle est duplicable à l'ensemble des projets dans des contextes différents vu sa pertinence. Grâce au comité de revue stratégique, le projet a pu corriger un certain nombre d'erreurs et développer des initiatives dans le but d'atteindre les objectifs du projet.		
L'approche multisectorielle : Sécurité Alimentaire et protection des moyens d'existence (Elevage, Agriculture, maraîchage), protection de l'environnement, santé/nutrition	L'approche multisectoriel produit des effets / impacts plus significatifs en apportant des changements dans plusieurs secteurs de la vie d'un individu ou d'un ménage, ce qui confère plus de chance de changement durable.  La population cible se caractérise par une pauvreté récurrente avec des taux de malnutrition aigüe entre 11,2% (SMART, Mai 2015), 40% (Tominian) et 23,5% (Koulikoro) en insécurité alimentaire, surexploitation des ressources naturelles (charbon et bois de chauffe). Au regard de cette situation, l'approche multisectorielle est la bien fondée.		
Stratégie de désengagement	L'approche est innovante parce que la plupart des projets des autres organisations de façon générale ne dispose pas de stratégie de sortie. Elle est pertinente dans la mesure où elle permet de mieux orienter et de mettre à niveau les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet pour accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience face aux chocs environnementaux. Elle est efficace car elle permet de définir des actions pour la suite du projet après la fin du projet. Facile à dupliquer dans le cas où des fonds sont mobilisés pour le désengagement. Elle durable car elle permet de poursuivre certaines activités qui demande la mobilisation des fonds.		

### **CONCLUSION/RECOMMANDATIONS**

### Conclusion

Le projet « renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique dans les cercles de Koulikoro et de Tominian » d'une durée de cinq (05) ans est mis en œuvre dans les cercles de Koulikoro et de Tominian dans 18 villages/quartiers. Ce projet a contribué au renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian

Cette évaluation finale intervient au terme des activités de mise en œuvre en vue de mesurer les portées et les défis du projet tel qu'exécuté au regard de son objectif. Elle a permis d'apprécier le bilan de réalisation des activités et les résultats du projet par rapport à l'amélioration de : (i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des villages ciblés est améliorée ; (ii) la résilience aux chocs environnementaux des populations des villages ciblés est améliorée ; (iii) les capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé sont renforcées et (iv) Les capacités de la CRM et des acteurs locaux, sont renforcées pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience. Elle a également permis de mesurer et vérifier le niveau d'atteinte des objectifs et des résultats par rapport aux cibles fixées par le projet en fin de mise en œuvre.

A l'issue des analyses des données, l'on peut conclure que le projet a contribué au renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique mais un certains nombres défis/contraintes restent à relever dans le processus de la pérennisation des acquis.

Aussi, les recommandations ci-dessous ont pour objectif de suggérer des orientations aux acteurs impliqués pour les prochaines actions.

#### Recommandations:

Constats	Recommandations	Acteurs concernés
Absence de fonds commun pour l'opérationnalisation de la synergie Absence de synergie avec d'autres ONG	Tenir compte de l'opérationnalisation depuis la conception et garantir la flexibilité de faire la synergie d'action avec d'autres partenaires externes ;	
Phase d'expérimentions de la synergie/complémentarité avec les partenaires DGD	Mener davantage de réflexion pour mieux concrétiser/opérationnaliser les actions de synergie/complémentarité dans les projets/programmes afin d'arriver à une mutualisation des actions d'intervention ;	CRB
Seulement 6 villages pour les actions de synergie/complémentarité	Elargir les zones d'intervention des uns et des autres de manière à concentrer le financement des différentes partenaires dans une aire géographique limitée	
Absence d'un suivi évaluation à temps plein ; Absence d'un dispositif de retour d'informations au niveau de l'Engagement Communautaire et Redevabilité (ECR) et de gestion des plaintes au niveau du suivi évaluation	Pour un projet de cette envergure (5 ans), recruter un suivi-évaluateur à temps plein pour faciliter l'élaboration du plan opérationnel, du plan de suivi évaluation et la redevabilité (la gestion des plaintes et le retour de l'information)	CRM/CRB
Définition de certains indicateurs manque de précision (ces indicateurs ne sont pas SMART) ; -Absence d'objectif général dans le cadre logique (impact à long terme)	La formulation du cadre logique doit être révisée pour faciliter la compréhension	

Déséquilibre entre activités de renforcement des capacités et activités de réalisation physique	Mettre l'accent sur les réalisations physiques lors de la phase de consolidation afin d'équilibrer la balance ;	
Absence d'AGR pour le comité local (Koulikoro) pendant la phase de mise en œuvre du programme	Prévoir une AGR pour le comité régional ou comité local pour les interventions futures	
Absence d'AGR pour les comités au niveau villageois	Elargir l'appui aux activités génératrices de revenu (embouche/élevage, maraichage) à d'autres comités	
Absence de stratégie de sortie (désengagement assorti d'un plan et un budget afin de faciliter le transfert et le suivi des acquis par les services techniques)	Prévoir une stratégie de désengagement lors de la conception du projet	
Non prise en compte du genre dans sa globalité (ne se limite à la représentativité de sexe)	Tenir compte du genre dans sa globalité en initiant des activités en lien avec le genre (couches vulnérables)	
Absences des rapports d'activités ou d'études du projet au niveau des collectivités	Revoir le format d'envoi des rapports aux collectivités (format papier avec bordereau dument signé) ;	
Absence de mise en place de nouveaux comités sans l'appui du projet	Veiller à ce que le comité régional de Koulikoro mette en place d'autres comités sans l'appui du projet comme ce fut le cas à Tominian	
Moyen limité des services techniques pour les sorties terrain en termes de suivi régulier des activités	Continuer le suivi des bénéficiaires du projet afin de pérenniser les actions du projet (rôle régalien)	STD
Moyen limité des collectivités pour l'accompagnement des communautés dans la mise en œuvre des de contingence	Continuer le suivi et l'accompagnement des communautés dans la mise en œuvre des plans de contingence en définissant des lignes dans les plans annuels d'investissements ou dans les PDSEC;	Collectivités
Des actions du projet non capitalisées dans le patrimoine des communes	Intégrer les réalisations faites par le projet (Banque de céréales, Etang piscicole, Banque d'intrant, etc.) au patrimoine de la commune/Mairie.	
Certaines activités risquent de ne pas être continuées par les bénéficiaires à cause de la faible rentabilité (maraîchage communautaire)	S'approprier des acquis du projet afin de renforcer leur résilience en sécurité alimentaire et aux effets de changements climatique en adoptant les bonnes pratiques agricoles et environnementales	Communautés bénéficiaires

## **BIBLIOGRAPHIE**

- République du Mali, Plan d'orientation stratégique de la Croix Rouge Malienne 2021-2025
- République du Mali (Décembre 2005), rapport à la Loi d'Orientation Agricole (LOA)
- République du Mali (Mai 2013), Rapport à la Politique de Développement Agricole (PDA)
- République du Mali (Mars 2019), Rapport Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PolNSAN)
- République du Mali (juillet 2011), Rapport Politique Nationale du Changement Climatique
- République du Mali (octobre 2015), Rapport Priorités résilience pays (PRP-AGIR) 2015-2035
- Doucement projet
- Rapport Baseline PA 17-21, Mars 2018
- Rapport enquête CAP midline
- Rapport enquête CAP endline, Novembre 2021
- Le cadre logique mis à jour
- Rapport narratif 2017, 2018, 2019, 2020, 2021
- Rapport financier 2017, 2018, 2019, 2020, 2021
- Les protocoles signés avec les services décentralisés
- Rapports de formations
- Rapports Bailleurs 2017, 2018, 2019, 2020
- Rapport Evaluation sur l'engagement communautaire et recevabilité, Décembre 2019
- Rapport de suivi des récoltes

Annexe 4 : Bilan de réalisation des activités du résultat 1

N°	Activités	Réalisations	Taux de réalisation
1	Formation des volontaires par les Services techniques sur les nouvelles techniques agricoles (ECOFERME)	<ul> <li>Participants formés: 39 volontaires communautaires 2 membres du comité CRM de Koulikoro, 4 membres de l'équipe du projet.</li> <li>La facilitation assurée par 02 formateurs du secteur de l'Agriculture de Koulikoro</li> </ul>	100%
2	Sensibilisation sur les nouvelles techniques agro-pastorales auprès des communautés	126 séances de focus groups et 91 VAD ont été organisées dans les 18 villages de koulikoro et Tominian. Participants : 2 365 personnes dont 1359 H et 1 006 F	100%
3	Suivi de la Dotation des ménages vulnérables bénéficiaires en volailles/ruminants, en lien avec VSF/ICD	6 villages suivis, des noyaux d'élevages sont mis en place dans les 6 villages	100%
3	Mise en place et formation des noyaux de multiplicateurs de semences dans les communautés	*11 noyaux de multiplicateur de semences mis en place (1 noyau par communauté) *Formation sur les techniques de multiplication de semences en milieu paysan réalisée du 14 au 16/05. *Participants formés : 55 producteurs communautaires, 2 membres du comité CRM de Koulikoro 4 membres de l'équipe projet *Facilitation assurée par 2 formateurs du secteur de l'Agriculture de Koulikoro	100%
	Suivi/appui des multiplicateurs de semences	35 multiplicateurs suivis dont 17% de femmes. Environ 38 Ha (mil, sorgho, maïs et niébé) ont été emblavés par 48 producteurs	100%
; 	Formation sur les techniques d'élevage	28 volontaires et 2 animateurs formés du 18 au 20 Décembre 2018 à Koulikoro. Facilitation par le Service local production et Industries animales de Koulikoro.	100%
)	Formation des volontaires sur la pisciculture	Atelier organisé du 06 au 08 Novembre 2019 à Koulikoro Personnes formées : 26 volontaires communautaires, 2 animateurs et 2 membres du comité CRM de Koulikoro	100%
7	Promotion de l'arboriculture fruitière et cultures fourragères  Formation sur le maraîchage	*80 séances de focus groups et 62 VAD ont été organisées dans les 18 villages de koulikoro et Tominian pour sensibiliser et informer les ménages sur l'importance économique et environnementale des arbres fruitiers et des cultures fourragères. Les espèces d'arbres fruitiers ciblées ont été le manguier greffé, le papayer, les agrumes (citronniers et orangers), le tamarinier, l'anacardium, le baobab et le jujubier greffé.  Participants: 1 703 personnes dont 909 H et 794 F.  *1400 Kg de semences fourragères (400 kg de niébé fourrager et 1000 kg de maïs fourrager) ont été distribués et cultivées dans les communautés. 3 653 jeunes plants d'arbres fruitiers ont été acquis, distribués et reboisés dans les communautés.  *Distribution de 260 kg de semences fourragères: dolique, sorgo Saguifa, Niébé Sangaranka et maïs Sotubaka. Ces semences ont été cultivées par 111 agro-éleveurs dont 29 F  Du 25 Février au 08 Mars 2019  13 sessions au niveau des communautés	100%
		<ul> <li>13 sessions au niveau des communautés</li> <li>245 personnes formées dont 176 F et 69 H. (234 personnes prévues)</li> <li>Facilitateurs: Agents du secteur de l'Agriculture</li> </ul>	104%
9	Promotion du maraîchage	*Distribution de semences : 1 000 Kg de Tomate d'hivernage et 1 040 Kg d'échalote avec 1130 bénéficiaires.	100%

		78 causeries éducatives et 21 VAD sur le calendrier du maraîchage pendant la contre saison, les techniques de piquetages, l'importance de la fumure organique, l'utilisation des produits alternatifs dans le traitement phytosanitaire, le rôle du maraîchage dans le cadre de la diversification alimentaire des ménages et de la génération de sources de revenus.  Participants: 1586 personnes dont 561 H et 1 025 F.	
10	Dotation d'outils de Restauration des sols et en semences	*01 kit d'outils de restauration mis en place dans les 13 communautés de Koulikoro: soit 13 kits.  *Appuis donnés dans 18 communautés pour l'utilisation dans les parcelles de 14 800 Kg de semences de qualité adaptées pour la campagne 2018-2019  1 230 ménages bénéficiaires.	100%
11	Appui à la mise en place des infrastructures socio -économiques	<ul> <li>3 BC, 1 Etang piscicole, 1 mare d'abreuvement, 1 magasin d'aliment bétail et 1 parc de vaccination.</li> <li>Réception provisoire les 11 et 12 Juillet 2019.</li> <li>Equipement et fourniture d'intrants, de matériels, et stocks de départ</li> <li>Mise en place et formation des comités de gestion</li> </ul>	100%
12	Suivi/:appui des infrastructures socio-économiques	A Koulikoro 3 banques céréales 01 étang piscicole, 01 mare d'abreuvement, 01 magasin d'aliment bétail et 01 parc de vaccination suivis.  A Tominian : 04 banques de céréales, 01 périmètre maraîcher, 01 étang piscicole, 01 unité de fabrique de savon et 01 unité de plateforme mis en place lors de la phase 20 14-2016 ont été suivis. 34 700 Kg de céréales vendu aux ménages vulnérables pendant la période de soudure au niveau des magasins	100%

# Annexe 5 : Bilan de réalisation des activités du résultat 2

N°	Activités	Réalisations	Taux de réalisation
1	Formation des volontaires, des élus, des services techniques sur le CC/RRC	Formation réalisée en 02 sessions : 01 session tenue les 24 et 25 Avril 2018 a regroupé 08 agents techniques, 02 membres du comité CRM de Koulikoro et les 2 animateurs du projet ; Et 01 session tenue les 26 et 27 a regroupé treize (13) volontaires et treize (13) membres des comités villageois CRM. Facilitation assurée par le chargé de sécurité alimentaire et changement climatique de la CRM et le chef de projet du PA 2017-2021.	100%
2	Sensibilisation sur le CC/AC	304 séances de causerie éducative et 69 VAD ont été réalisées dans 18 villages. Participant 7 673 dont 4 572 H et 3 101 F  Thèmes: Comment le changement climatique peut affecter la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'environnement. Comme mesure d'adaptation l'accent a été mis sur la promotion des foyers améliorés, du maraîchage, de l'arboriculture fruitière du reboisement des haies vives et les techniques de restauration des sols et la lutte contre les feux de brousse et la coupe abusive du bois. Aussi un focus a été mis sur l'utilisation des semences précoces et de la fumure organique, la promotion des cordons pierreux, des demi-lunes et de la technique zaï	100%
3	Mise en place et Formation des Brigades de surveillance forestière et renforcement du lien	A Koulikoro : 01 brigade mise dans 10 communautés (10 brigades au total)	91% Sirakoroni,

	1	Ţ	
	avec les services des Eaux & Forets	*06 membres par brigade *Soit au total 60 membres pour les 10 communautés dont 20% de femmes *Formation réalisé en 2 sessions *2 jours par session *1ère session les 04 et 05 Juin 2018 : 18 membres des brigades, 02 animateurs, et 02 membres du comité de Koulikoro. *2èm session les 06 et 07 Juin 2018 : 36 membres des brigades et 02 membres du comité de Koulikoro. *La facilitation assurée par le cantonnement forestier de Koulikoro * A Tominian : 05 brigades redynamisées	
4	Formation sur la promotion des actions de protection de l'environnement	*Tenue du 08 au 13 Octobre en 02 sessions.  *Modules : Techniques de reboisement, la RNA, la mise en défend et les foyers améliorés.  *participants: 26 volontaires, 36 membres des brigades forestières, 06 représentants des collectivités et 02 animateurs du projet.  *Facilitation : 02 formateurs du cantonnement forestier de Koulikoro	100%
5	Confection de plaques de sensibilisation	26 plaques de sensibilisation sur les actions de protection de l'environnement ont été confectionnées et transcrite en langue locale.	100%
6	Formation et équipement des pépiniéristes	<ul> <li>Du 06 au 08 Mars 2019</li> <li>17 pépiniéristes formés</li> <li>Un kit d'équipements mis en place par communauté Kit composé de grillage pour clôture, brouettes, pelle, pic- as, barres à mine, râteaux, arrosoirs, seaux, tamis, sécateurs, bottes et gants</li> </ul>	100%
7	Promotion et suivi des actions de protection de l'environnement	Réalisée dans 18 villages Résultat du suivi : Foyers améliorés: 7 694 *RNA: 1 052 producteurs *Zaï: 281 producteurs *Fosses fumières: 1 884 *Reboisement: 16 901 arbres *Cordons pierreux: 591 *07 mises en défens *20 Feux éteints	100%
8	Diffusion de spots radio	10 spots produits et diffusés sur:  Promotion des techniques de restauration des sols  Production de la fumure organique  Fabrication et d'utilisation de la paille enrichie à l'urée.  Exploitation rationnelle des ressources forestières  CC et RRC pendant la saison des pluies,  Gestion des récoltes  Constitution des stocks de fourrage  L'existence de la maladie du COVID 19,  L'Eau hygiène et assainissement  Le paludisme	100%
8	Table ronde radiophonique	Thème central: La résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets des changements climatiques.	100%
9	Appui à la mise en place et Redynamisation des CDRT	Diffuser 05 fois sur 03 radios locales  13 CDRT mis en place et formées à Koulikoro 05 CDRT redynamisées et formées à Tominian	100%

10	Elaboration et simulation de plans	13 Plans de contingence villageois élaborés et révisés à		
	de contingence villageois et	Koulikoro		
	communaux	05 plans de contingence villageois révisés à Tominian		
		05 exercices de simulation réalisés.	100%	
		01 Plan de contingence communal élaboré et révisé		
		(Meguetan)		
		Participants: Représentants des 18 villages, collectivités,		
		services techniques, le DO et l'équipe du projet		

# Annexe 6 :Bilan de réalisation des activités du résultat 3

N°	Activités	Réalisations	Taux de réalisation
1	Formation sur les pratiques familiales essentielles, l'hygiène du lait (Atelier organisé en synergie avec VSFB/ICD)	Une session organisée en synergie avec l'ONG ICD du 24 au 27 Juillet à Koulikoro. 26 Volontaires communautaires CRM, L'équipe du PA 2017 - 2021, et 4 animateurs du projet PISAREL de l'ONG ICD ont été formés.  La facilitation a été assurée par : 02 facilitateurs de la CRM, 01 facilitatrice de la CSREF de Koulikoro et 02 facilitateurs de l'ICD	realisation 100%
2	Formation/recyclage sur le PSSBC (organisé en synergie avec l'ONG VIA Don BOSCO)	Atelier de formation en 2 sessions : Session 1 : du 06 au 09 Septembre 2018 à Koulikoro Session 2 : du 08 au 11 Septembre 2020 à Tominian Atelier de recyclages du 11 au 14 Juin 2019 à Koulikoro Participants : 51 Volontaires communautaires CRM, L'équipe du PA 2017 -2021, 04 membres des comités CRM de Koulikoro et Tominian et 07 enseignants de VIA Don BOSCO. La facilitation a été assurée par 04 facilitateurs de la CRM au niveau du siège et Ségou avec le soutien de 02 volontaires seniors de la CRM de Koulikoro.	100%
3	Formation des volontaires sur la planification familiale et l'ANJE	Réalisation en 02 sessions :  Session de Koulikoro du 25 au 27 Février Session de Tominian du 05 au 07 Mars 2020 Au Total 46 volontaires, 02 animateurs et 04 membres des comités CRM formés.	100%
5	Reproduction de boites à images	50 boites à images ont été reproduites avec l'appui du département de la santé de la CRM. Ces boites sont constituées de classeur d'images intégrées et traitent la promotion des thèmes suivants :  • La santé, • L'hygiène, • La nutrition, • L'Education • Et la protection de la mère et de l'enfant.	100%
6	Sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles dans les communautés	214 séances de causerie éducative et 110 VAD réalisées dans les 18 villages 6 719 participants dont 2 979 H et 3 740 F.	100%
7	Education et démonstrations nutritionnelles	09 recettes développées : 374 sessions et 49 VAD réalisées dans les 18 villages avec 7 247 participants dont 1 810 H, 5 437 F et 6 058 enfants aux dégustations	100%

8	Journée nutrition	03 Journées organisées : 01 à Kalankoulou (Sirakorola) le 27 Octobre 2020 01 à Tominian le 30 Juin 2021 Et 01 à Koulikoro le 24 Novembre 2021	100%
9	Dépistage précoce de la malnutrition	Avec en moyenne 180 participants par journée	100%
10	Sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, l'assainissement et l'utilisation des aliments	*62 séances de causerie éducative et 22 VAD réalisées dans les 18 villages.  *1 155 participants dont 329 H et 826 F  *Thèmes : le lavage des mains au savon, le traitement de l'eau de consommation avec de l'eau de javel ou avec les comprimé aqua tab, le nettoyage et le lavage des aliments crus à l'eau de javel, le nettoyage des ustensiles de cuisine et bouillir le lait avant la consommation.	100%
11	Sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles, l'hygiène et le score de Diversification Alimentaire	*70 séances de causerie éducative et 156 VAD réalisées dans 18 villages  *Avec 1 746 participants dont 546 H et 1 201 F.  *Thèmes : les différents groupes d'aliments, leur composition et leur rôle, les aliments d'origine végétale et animale, la composition des aliments, la supplémentation de la vitamine A et le déparasitage	100%

# Annexe 7 : Bilan de réalisation des activités du résultat 4

N°	Activités	Réalisations	Taux de réalisation
1	Définition, signature & mise en place de protocoles d'accords.	07 protocoles d'accord élaborés et signé avec : *Le secteur de l'Agriculture de Kouilkoro Le Secteur de l'Agriculture de Tominian *Le cantonnement forestier *Le service des productions et des Industries animales. *Le Secteur de la pêche *Le Secteur véterinaire *Et la radio Dionakan de Koulikoro.	100%
2	Formation des leaders communautaires sur le MICR	Réalisée le 26 février 2019.  Ont participé 26 leaders communautaires des 13 communautés cibles du projet à Koulikoro	100%
3	Formation et accompagnement de 13 comités Croix-Rouge villageois par la branche de Koulikoro	13 comité villageois ont été formés sur le MICR : 75 membres des comités et 31 volontaires formés 4 sessions de formation (Solani, Chola, Kalankoulou, Kenenkoun et Koulikoro) du 22 février au 05 mars 2018.	100%
4	Renforcement des capacités des ST et des Elus communaux	*Atelier réalisé du 02 au 04 Février 2021 à Koulikoro sur: *Le MICR, *Le Changement climatique *Et les Plans de contingences *Participants: *22 Elus communaux *Et 11 Agents des ST	100%
5	Formation sur Engagement communautaire et la redevabilité	*Atelier réalisé du 23 au 25 Février 2021 à Koulikoro: *Participants: *26 Volontaires *04 membres de l'équipe du projet Thèmes: 04 composantes:	100%

		*Participation communautaire et le retour d'information, *Information comme forme d'assistance, *Communication pour le changement de comportement *et le Plaidoyer fondé sur les faits	
6	Formation de membres des comités communaux de Tominian	01 atelier organisé sur le MICR du 05 au 16 juillet 2021 en 04 sessions dans les communes de Bènèna, Yasso, Ouan et Timissa. 32 participants dont 23 hommes et 09 femmes.	100%
7	Suivi appui des services techniques	*18 missions de suivi appui réalisés : *09 missions par le secteur de l'Agriculture de Koulikoro et Tominian *07 missions par le service local de la pêche de Koulikoro *02 missions par le Cantonnement forestier de Koulikoro	100%
8	Suivi appui de l'AGR de Tominian	*Les activités de l'AGR se poursuivent normalement Situation de l'AGR  *Octobre 2018 à Octobre 2021:  Recettes: 7 377 850 F Dépenses: 895 384 F Bénéfice brut d'exploitation: 6 482 466 FCFA: Autres Charge:2 800 000 F Marge nette (rétribution du Comité de gestion): 3 417 425 F Nombre d'opération: 818	100%
9	Visite d'échange	02 visites réalisées dont : 01 à Tominian en Octobre 2018 Et 01 à Tienfala (Koulikoro) en Novembre 2020	100%
10	Accompagnement des comités de Koulikoro, Ségou et Tominian	*10 missions de suivi/appui réalisées à Koulikoro, Tominian et Ségou	100%
11	Atelier de suivi semestriel	07/8 ateliers tenus à Koulikoro	88%
12	Comité mixte de supervision(CMS)	07/8 ateliers tenus à Koulikoro	88%
13	Reportage photo vidéo	01 reportage photo vidéo réalisé en 2020	100%
14	Atelier de désengagement	<ul> <li>02 ateliers Organisés dont:</li> <li>01 à Koulikoro en Décembre 2020</li> <li>Et 01 à Tominian en Mars 2021</li> <li>Participants:     Autorités administratives, Collectivités,     Communautés, ST, Comités CRM, DOP,     Secrétaires généraux CRM Koulikoro et Ségou,     CRB, et l'équipe du projet</li> </ul>	100%
15	Enquête ménage du projet	03 enquêtes ménages réalisées	100%
16	Evaluation du projet	01 Evaluation à mi-parcours réalisé en 2019 01 Evaluation final en cours	60%

# Annexe 8: Bilan financier 17-21

Annoxe of Bhan initiation if El									
			Pays :	ali DEPENSES A JOUR DU MAJ :31-06-2021					
				Budget MALI Programme 2017 - 2021					
Ligne contrat	Contrat	Projet	Envelop pe CRB	Libellés	Origine de la dépense	BUDGET EUR	Dépenses	Solde	%

				1 - PERSONNEL		671 743	703 033	-31 290	
				Salaires Personnels Technique		147 951	130 415	17 535	88%
	DGP31		H201	Chef DOP -25%	Partenaire	11 045	12 413	-1 368	112%
	DGP31		H202	Coordinateur des programmes - 10%	Partenaire	6 040	5 221	819	86%
13	DGP31	MLP05	H203	Un Chef de projet - 100%	Partenaire	63 649	56 741	6 909	89%
13	DGP31	MLP05	H204	2 Animateurs - 100%	Partenaire	67 216	56 041	11 176	
				Salaires Personnels de soutien		205 193	211 145	-5 952	103%
13	DGP31	MLP05	H210	Secrétaire Général National - 10%	Partenaire	8 426	7 106	1 320	84%
	DGP31		H211	Secrétaire Général Régional (Ségou) - 50%	Partenaire	15 778	21 092	-5 313	134%
	DGP31		H212	Secrétaire Général Régional (Koulikoro) - 50%	Partenaire	5 259	5 304	-45	101%
13	DGP31	MLP05	H220	Assistant RH - 15%	Partenaire	5 114	6 251	-1 137	122%
	DGP31		H221	Chef Patrimoine Approvisionnement siège CRM - 30%	Partenaire	13 172	20 085	-6 913	152%
	DGP31		H230	Assistant admin fin - 100 %	Partenaire / BL	50 308	52 590	-2 282	105%
	DGP31		H222	Financier siège CRM - 30%	Partenaire	18 120	15 574	2 546	86%
13	DGP31	MI P05	H240	Comptable projet - 100%	Partenaire	46 957	40 653	6 304	87%
13	DGP31	MI P05	H241	Chauffeur projet - 100%	Partenaire	13 412	17 953	-4 541	134%
	DGP31		H231	Chauffeur représentation - 100%	Partenaire / BL	13 720	10 371	3 349	76%
13	DGP31	MI P05	H223	Chauffeur siège CRM - 50%	Partenaire	6 311	6 880	-568	109%
	DGP31		H242	Gardien projet - 100%	Partenaire	8 615	7 286	1 329	85%
10		IVILI OO		Salaires Personnels Expatrié		318 600	361 474	-42 874	113%
43	DGP31	MLG05	H322	Représentant pays	Siège		34 414		
43	DGP31	MLG05	H338	Représentant pays	Siège	288 000	162 784	1 322	100%
43	DGP31	MLG05	H351	Représentant pays	Siège		89 480		
43	DGP31	MLG05	H329	Assistant technique nutrition	Siège	30 600	65 385	-34 785	214%
43	DGP31	MLG05	H337	Assistant technique Admin-Fin	Siège	-	9 410	-9 410	0
				2 - INVESTISSEMENT		256 862	222 218	34 644	87%
				Achat ou location de véhicules		60 370	63 721	-3 351	106%
11	DGP31	MLP05	A220	Toyota 4X4 - Equipe projet	Partenaire	25 154	31 252	-6 098	124%
	DGP31		A210	Véhicule - Représentation	Partenaire / BL	25 307	24 392	915	96%
11	DGP31	MLP05	A230	Moto DT125 - Animateurs	Partenaire	9 909	8 077	1 832	82%
				Infrastructures		176 528	137 830	38 698	78%
11	DGP31	MLP05	A101	AGR Comité local Tominian	Partenaire	16 464	13 339	3 125	81%
	DGP31		A110	Réhabilitation bureaux Comité local Koulikoro	Partenaire	16 000	15 042	958	94%
	DGP31		A120	Actions concrètes (Infrastruct. villageois, etc.)	Partenaire	128 819	94 206	34 613	73%
	DGP31		A130	Repositionnement stock contingence comités communaux	Partenaire	15 245	15 243		100%
				Mobilier, matériel d'ordinateur		12 006	15 184	-3 179	126%

Control   Cont		1			h	1				
Accession	11	DGP31	MLP05	A320	Matériel multimédia CRM (Ordi impri.,photocp)	Partenaire	8 195	12 497	-4 303	153%
Action	41			A300	Achat ordinateur représentation	Siège	800	1 582	-782	198%
Corporation	31	DGP31	MLG05	A310	Achat matériel multimédia représentation	Bureau local	3 011	1 105	1 906	37%
DGP31 MLP05					Equipement, matériel et fournitures 7		7 958	5 483	2 475	69%
1		DCD24		A 440	Equipmt bureaux CRM (Gén, ondul, clim,	Dortonoiro				
3	11	DGP31	MLP05	A410	lableau)					
Coordination du projet   276 076   220 605   55 471   809   120	31	DGP31	MLG05	A400	représentation	Bureau local				
12 DGP31   MLP05   I360   Transport personnel affecté à l'action   Partenaire   1921   243   1678   139     12 DGP31   MLP05   E830   Perdiem personnels projet & CRM siège   Partenaire   1921   1299   -323   1039     12 DGP31   MLP05   E840   Suivi terrain comit CR, gouvrmance&serv   Partenaire   1947   2558   6589   289     12 DGP31   MLP05   E840   Suivi terrain comit CR, gouvrmance&serv   Partenaire   9147   2558   6589   289     12 DGP31   MLP05   I220   Oyer, eau et électricité bureau Koulikoro   Partenaire   7409   9041   -1632   1299     12 DGP31   MLP05   I220   Oyer bureau représentation & Projet   Partenaire   4116   513   3604   129     12 DGP31   MLP05   I230   Contributir entreilen, eau et élect. siège   CRM (Bko)   CRM (Bko)     12 DGP31   MLP05   I230   Contribution charges Comité de Partenaire   10016   6684   3332   679     12 DGP31   MLP05   I230   Contribution charges Comité de Partenaire   10016   6684   3332   679     12 DGP31   MLP05   I330   Contribution charges Comité de Partenaire   10016   6684   3332   679     12 DGP31   MLP05   I330   Contribution charges Comité de Partenaire   10016   6684   3332   679     12 DGP31   MLP05   I330   Carburant entreilen & Assur. véhic + molts projet   Carburant, entreilen & Assur. véhic + molts projet   Carburant, entreilen & Assur. véhic + molts projet   Carburant, entreilen & Assur. véhic   Partenaire   56025   25084   30941   459     12 DGP31   MLP05   I330   Carburant supervision CRM Bamako   Partenaire   7318   16183   -8 866   219     12 DGP31   MLP05   I330   Carburant supervision CRM Bamako   Partenaire   7318   16183   -8 866   219     12 DGP31   MLP05   I330   Carburant & Entretien Véhicule   Partenaire   12363   9616   2746   789     12 DGP31   MLP05   I330   Carburant & Entretien Véhicule   Partenaire   12363   9616   2746   789     12 DGP31   MLP05   I330   Carburant & Entretien Véhicule   Partenaire   12363   9616   2746   789     12 DGP31   MLP05   I330   Carburant & Entretien Véhicule   Partenaire   12363   9616   2746   789     13 D										
12										
Per dilems pour missions/voyages   38 417   30 257   8 160   799		D 0 D 0 4		1000						
12	12	DGP31	MLP05	1360		Partenaire				
12   DGP31   MLP05   E831   Hébergement personnels projet & CRM   siège   Partenaire   18 294   16 400   1 894   90%   120   DGP31   MLP05   E840   Suivi terrain comit CR, gouvrnance&serv.   Partenaire   9 147   2 558   6 589   26%					Per diems pour missions/voyages 5		38 417	30 257	8 160	79%
12   DGP31   MLP05   E831   Hébergement personnels projet & CRM   siège   Partenaire   18 294   16 400   1 894   90%   120   DGP31   MLP05   E840   Suivi terrain comit CR, gouvrnance&serv.   Partenaire   9 147   2 558   6 589   26%	12	DGP31	MLP05	E830	Perdiem personnels projet & CRM siège	Partenaire	10 976	11 299	-323	103%
12   DGP31   MLP05   MLP05   Substitute	12					Partenaire	18 294	16 400	1 894	90%
Bureaux projet   S3 494   45 096   8 399   849   12   12   12   12   12   12   12   1	12					Partenaire	9 147	2 558	6 589	28%
12   DGP31   MLP05   IZ20   Loyer, eau et électricité bureau Koulikoro   Partenaire   7 409   9 041   -1 632   IZ29   12 DGP31   MLP05   IZ30   Loyer bureau représentation & projet   Partenaire   28 295   26 221   2 073   93%   IZ20   DGP31   MLP05   IZ30   Contribution charges Comité de   Tominian   Partenaire   4 116   513   3 604   IZ90   IZ90   Contribution charges Comité de   Partenaire   4 116   513   3 604   IZ90   IZ90   IZ90   Contribution charges Comité de   Partenaire   4 116   513   3 604   IZ90   IZ90   IZ90   Contribution charges Comité de   Partenaire   10 016   6 684   3 332   G7%   IZ90   IZ9							53 494	45 096	8 399	84%
12   DGP31   MLP05   1200   Loyer bureau représentation & projet   BL   28 295   26 221   2 073   93%     12   DGP31   MLP05   1230   Contribution charges Comité de Tominian   Partenaire   4 116   513   3 604   12%     12   DGP31   MLP05   1240   Contribution charges Comité de Tominian   Partenaire   4 116   513   3 604   12%     12   DGP31   MLP05   1240   Contribution charges Comité de Contribution charges Comité de Contribution charges Comité de Contribution   Partenaire   10 016   6 684   3 332   67%     12   DGP31   MLP05   1310   Carburant, entretien & Bureau local   3 659   2 637   1 022   72%     12   DGP31   MLP05   1320   Carburant, entretien & Sassur. véhic + Partenaire   56 025   25 084   30 941   45%     12   DGP31   MLP05   1320   Carburant, entretien & Sassur. véhic. CRM (Bko& CL)   Partenaire   7 318   16 183   -8 866   221%     13   DGP31   MLP05   1300   Carburant supervision CRM Bamako   Partenaire   7 318   16 183   -8 866   221%     13   DGP31   MLG05   1300   Carburant & Entretien véhicule   Sureau local   20 489   42 434   -21 945   207%     14   DGP31   MLP05   1110   Fournitures bureau Koulikouro   Partenaire   31 228   28 220   3 009   90%     15   DGP31   MLP05   1120   Fournitures bureau CRM (Ségou et Bamako) et frais financiers (coûts de garantie bancaire, etc.)   Partenaire   12 363   9 616   2 746   78%     15   DGP31   MLP05   1130   Fournitures de bureau représentation   Bureau local   8 781   8 277   504   94%     16   DGP31   MLP05   1130   Fournitures de bureau représentation   Bureau local   8 781   8 277   504   94%     17   DGP31   MLP05   1140   Soites à image   Partenaire   1 829   -	12	DGP31	MI DOS	1220		Partenaire				
12   DGP31   MLP05   1230   Contribution charges Comité de Tominian   Partenaire   Partenaire   A 116   513   3 604   12%				1200	Loyer bureau représentation & projet		28 295	26 221	2 073	93%
DGP31   MLP05   1240   Contribut* entretien, eau et élec. siège CRM (Bko)   Partenaire   10 016   6 684   3 332   67%					Contribution charges Comité de		4 116	513	3 604	12%
DGP31   MLG05   L210   Entretien bureau représentation   Bureau local   3 659   2 637   1 022   72%					Contribut° entretien, eau et élec. siège	Partenaire	10 016	6 684	3 332	67%
Cott Vehicules   110 876   85 822   25 054 779						Bureau local	3 659	2 637	1 022	72%
DGP31   MLP05   I310   Carburant, entretien &assur. véhic + motos projet   Partenaire   Focusion   Partenaire   Society   Partenaire	32		IVILGUS		Coût Véhicules		110.876	85 822	25 05/	77%
12   DGP31   MLP05   I310   motos projet   Partenaire   56 U.5   25 U64   30 94   45 %   45 %   12 U										
DGP31   MLP05   I320   (Earburnt, entretien &assur. vehic. CRM   Partenaire   20 337   2 120   18 217   10%	12	DGP31	MLP05	I310	motos projet	Partenaire	56 025	25 084	30 941	45%
DGP31   MLP05   MLP05   MLG05   MLG0	12	DGP31	MLP05	1320		Partenaire	20 337	2 120	18 217	10%
DGP31   MLG05   MLG0	12	DGP31	MLP05	1330	· ·	Partenaire	7 318	16 183	-8 866	221%
DGP31   MLG05   MLG05   Vignette et assurance Vehicule représentation   Bureau local   6 708   - 6 708   09   09   09   09   09   09   09	32	DGP31	MLG05	1300	représentation	Bureau local	20 489	42 434	-21 945	207%
DGP31   MLP05   I110   Fournitures bureau Koulikouro   Partenaire   6 174   9 174   -3 000 149%	32	DGP31	MLG05	1000	représentation	Bureau local	6 708	-	6 708	0%
12   DGP31   MLP05   I120   Bamako) et frais financiers (coûts de garantie bancaire, etc.)   Partenaire   12 363   9 616   2 746   78%							31 228	28 220	3 009	90%
12   DGP31   MLP05   I120   Bamako) et frais financiers (coûts de garantie bancaire, etc.)   Partenaire   12 363   9 616   2 746   78%	12	DGP31	MLP05	I110		Partenaire	6 174	9 174	-3 000	149%
12   DGP31   MLP05   I130   Industrial RM (Gilets, dossards, badges)   Partenaire   2 081   1 152   929   55%	12	DGP31	MLP05	l120	Bamako) et frais financiers (coûts de	Partenaire	12 363	9 616	2 746	78%
12   DGP31   MLP05   I130   Industrial RM (Gilets, dossards, badges)   Partenaire   2 081   1 152   929   55%	32	DGP31	MLG05	1100	Fournitures de bureau représentation	Bureau local	8 781	8 277	504	94%
12 DGP31 MLP05       I140       Boites à image       Partenaire       1 829       -       1 829       0%         Autres services (tél/fax, électricité/chauffage, maintenance)       40 140       30 967       9 172       77%         12       DGP31 MLP05       I420       Communication (téléphone et internet)       Partenaire       20 992       18 077       2 915       86%         32       DGP31 MLG05       I410       Communication représentation       Bureau local       9 467       8 032       1 435       85%	12	DGP31	MLP05	I130		Partenaire	2 081	1 152	929	55%
Autres services (tel/fax, doi: 10.000)   40.140   30.967   9.172   77%	12				•	Partenaire	1 829	-	1 829	0%
12     DGP31 MLP05     I420     Communication (téléphone et internet)     Partenaire     20 992     18 077     2 915     86%       32     DGP31 MLG05     I410     Communication représentation     Bureau local     9 467     8 032     1 435     85%							40 140	30 967	9 172	77%
DGP31 MLG05 I410 Communication représentation Bureau local 9 467 8 032 1 435 85%	12	DGP31	MLP05	1420		Partenaire	20 992	18 077	2 915	86%
	32	DGP31	MLG05	I410	Communication représentation	Bureau local	9 467	8 032	1 435	85%
12   WE 30	12				Eau et électricité bureaux Ségou	Partenaire	2 470	548	1 922	22%

20	DGP31	MI 005	1700	Frais de représentation	Bureau local	3 598	1 082	2 516	30%
32	DGD31	IVILGU5	1800	Malles sécu et stock de contingence	Bureau local	610	343	267	56%
32	DGP31	MLG05		représentation		010			
12	DGP31	MLP05	I610	Equipements visibilité CR	Partenaire	3 003	2 885	118	96%
				Suivi & Evaluation		62 986	37 107	25 879	59%
12	DGP31	MLP05	E500	Evaluation EVC initiale (15 jours)	Partenaire	6 936	7 115	-179	103%
12	DGP31	MLP05	E700	Participation Audit annuel CRM	Partenaire	1 524	1 143	381	75%
12	DGP31		E510	Enquêtes ménages début & fin	Partenaire	19 818	12 857	6 961	65%
12	DGP31	MLP05	E850	Réunions de suivi semestrielles à Koulikoro	Partenaire	9 147	5 653	3 494	62%
12	DGP31	MLP05	E860	Visites échanges Koulikoro-Tominian- RECOM	Partenaire	4 573	5 011	-438	110%
	DGP31		E870	Echanges expertises & Coordination partenaires CSC	Partenaire	7 622	2 664	4 959	35%
12	DGP31	MLP05	E820	Suivi comité local CRM	Partenaire	2 058	149	1 909	7%
12	DGP31	MLP05	E811	Suivi terrain Assistant Admin-Fin	Partenaire	3 659	375	3 284	10%
32	DGP31	MLG05	E810	Suivi terrain Assistant Technique Nutrition	Bureau local	695	•	695	0%
32	DGP31	MLG05	E800	Supervision Représentant Pays	Bureau local	6 952	2 140	4 812	31%
				Programme social		179 216	215 137	-35 922	120%
12	DGP31	MLP05	E520	Ateliers & Formations CRM	Partenaire	17 494	27 500	-10 006	157%
12	DGP31	MLP05	E530	Formation & sensibilisation changmtclimatiq& RRC	Partenaire	51 349	49 769	1 580	97%
12	DGP31	MLP05	E540	Prévention malnut, promotion AEN & sécurit aliment	Partenaire	77 779	117 468	-39 688	151%
12	DGP31	MLP05	E880	Frais supervision & rapportage services techniques	Partenaire	1 951	3 073	-1 122	158%
12	DGP31	MLP05	H100	Prise en charge &assur. volontaires animat. Tomin	Partenaire	6 860	1 722	5 138	25%
12	DGP31	MLP05	1620	Actions de visibilité	Partenaire	17 532	14 767	2 765	84%
12	DGP31	MLP05	G400	Activités transversales CRB	Partenaire / BL	6 250	838	5 412	13%
				TOTAL BUDGET OPERATIONNEL		1 446 883	1 398 100,37	48 782	97%







Visite du parc de vaccination à Koyo



Entretien et visite du parc avec le comité de gestion



Plaque de sensibilisation sur les actions de protection de l'environnement

Sigida Lakanall
Baara Waleyali
Utilisation des Foyers Améliorés

Gakulu panaw Matarafali
Reboisement

Jirituru

Boîte à image pour les activités de sensibilisation sur la santé, l'hygiène, la nutrition, l'éducation et la protection de la mère et de l'enfant



Actions à promouvoir dans la gestion et la protection de l'environnement

Visite de l'équipement du comité AGR kit évènementiel de Tominian







Visite d'un ménage à Bakaribougou qui pratique l'embouche suite aux activités de formation sur la technique d'élevage (embouche, l'enrichissement de la paille à l'urée









Visite du site maraîcher de Séoulasso dans la commune de Tominian





Visite de la banque de céréale de Séoulasso dans la commune de Tominian



Entretien avec les menbres du comité Croix Rouge de Séoulasso



Atelier de restitution à chaud avec les acteurs (CRB, CRM-Bamako-Koulikoro, les communautés bénéficiaires, les services techniques et les colontaires)



## Réponse managériale de la Croix-Rouge de Belgique – 27 avril 2022

Evaluation externe du Programme 2017-2021 au Mali, intitulé « Renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique dans 18 villages des cercles de Koulikoro et de Tominian »

L'évaluation externe a porté sur le programme 17-21 au Mali mis en œuvre par la Croix-Rouge malienne en partenariat avec la Croix-Rouge de Belgique, un programme quinquennal financé par le gouvernement fédéral de Belgique (DGD) ayant pour but le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la santé familiale et l'amélioration des pratiques d'hygiène et d'assainissement, la résilience face aux chocs environnementaux et le renforcement de la Croix-Rouge sur place.

Le processus d'évaluation a démarré en septembre 2021 avec la constitution d'un comité de pilotage composé du Responsable Partenariats et Programmes de la CRB en charge du Mali (siège), de l'Adjointe aux Responsables Partenariats et Programmes CRB/volet développement (siège), du Représentant Pays CRB (terrain) et de deux représentants de la CRM (Sidi Toure, Coordinateur des programmes et Boubacar Niare, Chef de département des Opérations). Cette évaluation avait pour but la redevabilité et se basait sur les critères du CAD (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, durabilité et impact) avec un focus sur le genre et l'environnement mais elle devait aussi mettre en évidence les principaux succès et défis, leçons apprises sur lesquelles les partenaires peuvent s'appuyer ou doivent s'améliorer. Les conclusions et recommandations de cette évaluation doivent permettre de proposer aux partenaires des points d'action sur lesquels travailler.

Le comité de pilotage s'est réuni à plusieurs reprises pour la validation des termes de références (publiés début octobre 2021), l'ouverture et l'évaluation des offres reçues, la sélection de l'offre (8/11/2021), le suivi des évaluateurs consultants, et la validation du rapport final (16/04/2022). Il s'est réuni une dernière fois pour discuter de la présente 'Réponse managériale' et se positionner sur les différentes recommandations.

Après leur validation en interne, les termes de référence de l'évaluation ont été partagées avec la DGD. Elles ont ensuite été largement diffusés sur les plateformes de publication d'offres (Acodev, Coordination Sud, F3E, Reliefweb, etc..) et envoyé par mail à certains évaluateurs avec qui nous avions déjà travaillé.

En ce qui concerne la sélection de l'équipe de consultance, 13 offres ont été réceptionnées à la date limite définie dans le dossier d'appel d'offre (24/10/2021). Parmi les 13 propositions reçues, 10 d'entre elles **ont été jugées complètes** et 3 ont été jugées inéligibles car incomplètes ou ne respectant pas les critères énoncés dans les termes de référence.

Les 10 offres jugées éligibles ont été évaluées par le comité de pilotage de l'évaluation le 8 novembre 2021 et l'offre de la société burkinabé « 2id » a été retenue car ayant obtenu les meilleurs résultats sur la grille de sélection par rapport aux compétences des équipes de consultance, leur diversité, leur méthodologie et leur budget détaillé.

L'évaluation a démarré par une réunion de cadrage le 22/12/2021 permettant aux consultants de bien saisir les attentes de la CRB. Une deuxième réunion a été organisée le 21/01/2022 pour discuter de la note méthodologique formulée suite à l'analyse documentaire du programme. La phase terrain a ensuite pu se dérouler du 8 au 15/02/2022 avec une restitution participative à chaud organisée le 17/02/2022 par les évaluateurs pour clôturer leur visite et corroborer leurs premières impressions. Début mars, un premier rapport a été partagé avec le comité d'évaluation pour commentaire. En avril, une nouvelle

version a été partagé et le rapport final a été validé le 22/04/2022. Les recommandations issues de ce rapport ont été discutées entre la CRB et la CRM.

Afin d'analyser la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'impact, la sensibilité au genre et à l'environnement du programme, les évaluateurs sélectionnés ont surtout privilégié la méthode qualitative (entretiens et focus groupes) pour récolter des données et confirmer les résultats de l'enquête quantitative endline du programme.

L'évaluation externe a mis en exergue les constats suivants :

Le programme de renforcement de la résilience communautaire face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique dans 18 villages des cercles de Koulikoro et de Tominian s'inscrit dans les politiques nationales du pays (sécurité alimentaire et nutritionnelle, changement climatique et loi d'orientation agricole) et répond aux préoccupations majeures des communautés ciblées grâce aux évaluations participatives des vulnérabilités et des capacités réalisées en début de programme. Globalement, la CRM/CRB gagnerait à renforcer les synergies, de mieux prendre en compte les aspects opérationnels et de garantir un fond commun pour la synergie depuis la conception des projets. La prise en compte du genre et de la diversité peut être améliorée. De plus, un renforcement du suivi-évaluation serait le bienvenu ainsi que mettre l'accent sur la mise en place d'AGR locale permettra de pérenniser l'action décentralisée de la CRM. Le niveau d'atteinte des indicateurs de résultats est satisfaisant et cela a permis l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (appropriation des techniques agricoles, maraichères et d'élevage et mise en place de banques de céréales et d'aliments bétail), la résilience face aux chocs environnementaux (appropriation des techniques de gestion et de protection de l'environnement : reboisement, utilisation de foyers améliorés, mise en défens, production de plants, etc.), le renforcement des capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé et des capacités de la CRM et des acteurs locaux (7 protocoles avec les services techniques ont été signé) pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience. Le niveau d'atteinte des indicateurs de l'objectif spécifique est également satisfaisant malgré la non-atteinte de la cible pour la réduction de la période de soudure principalement à cause de la mauvaise pluviométrie en 2021 comparativement aux autres années du programme. La stratégie de l'intervention qui se repose sur les volontaires et sur une structuration des bénéficiaires autour de comités, mobilise les membres de la communauté et renforce la cohésion sociale autour des réalisations.

Face à ces constats, les évaluateurs ont émis 12 recommandations auxquelles la Croix-Rouge de Belgique a répondu :

#### Recommandation pour la CRB

1. Absence de fonds commun pour l'opérationnalisation de la synergie. Absence de synergie avec d'autres ONG => tenir compte de l'opérationnalisation depuis la conception et garantir la flexibilité de faire la synergie d'action avec d'autres partenaires externes :

Dès la conception il est tenu compte de l'ensemble des acteurs externes pouvant jouer un rôle lors de la mise en œuvre du programme. La Théorie du changement repose notamment sur les partenariats entre ONG, acteurs de la société civile et services de l'Etat. Il existe une certaine flexibilité pour ajuster et renforcer toute forme de partenariat en cours de programme; toutefois la recommandation reste pertinente car l'opérationnalisation de synergies et complémentarités dans une approche multisectorielle de construction de la résilience communautaire reste une préoccupation essentielle. Il s'agit de concourir à une véritable intégration des changements en connexion avec les acteurs existants.

2. Phase d'expérimentions de la synergie/complémentarité avec les partenaires DGD => Mener davantage de réflexion pour mieux concrétiser/opérationnaliser les actions de synergie/complémentarité dans les projets/programmes afin d'arriver à une mutualisation des actions d'intervention ;

Malgré les succès réalisés grâce aux synergies (particulièrement avec VSF), tel que mentionné dans le document d'évaluation, il est effectivement possible sur base des expériences de cette 'phase expérimentale' d'en accroître la performance entre partenaires DGD. La formulation du nouveau

programme DGD (22-26) a permis de mieux cibler ces synergies, et l'expérience du passé nous permettra sans aucun doute d'améliorer ces formes de mutualisation. Toutefois, les synergies doivent continuer à s'exprimer selon différentes modalités (échanges de bonne pratiques, partage de connaissances/analyses, visites de terrain, ateliers/formations...) et c'est aussi dans le cadre de cette diversité que nous continuerons à mieux nous connaître et nous entre-aider.

3. Seulement 6 villages pour les actions de synergie/complémentarité => Elargir les zones d'intervention des uns et des autres de manière à concentrer le financement des différentes partenaires dans une aire géographique limitée

Le choix des zones d'intervention ne dépend pas directement des CSC mais celui-ci est un critère parmi d'autres. Nous comprenons l'opportunité que peut représenter le fait de travailler dans des zones communes entre ACNG, cependant comme dit précédemment les synergies ne dépendent pas uniquement des aires géographiques d'intervention mais également des initiatives en matière d'échanges d'expériences, d'expertise et de bonnes pratiques.

## Recommandation pour la CRM/CRB

4. Absence d'un suivi évaluation à temps plein; Absence d'un dispositif de retour d'informations au niveau de l'Engagement Communautaire et Redevabilité (ECR) et de gestion des plaintes au niveau du suivi évaluation => Recruter un suivi-évaluateur à temps plein pour faciliter l'élaboration du plan opérationnel, du plan de suivi évaluation et la redevabilité (la gestion des plaintes et le retour de l'information)

Les mécanismes de suivi évaluation mis en place dans le cadre du projet ont permis notamment de tenir les comités mixtes de suivi requis et de réaliser régulièrement le point sur l'état d'avancement des résultats. L'approche décentralisée impliquant étroitement les comités locaux (régional, villageois) permet d'assurer un contact rapproché et régulier lors des opérations entre les différents acteurs de la CRM et les communautés rurales. L'amélioration du retour d'information ECR (redevabilité) n'est pas nécessairement lié à une question de ressource humaine supplémentaire mais plus spécifiquement à la consolidation d'une approche participative. Celle-ci doit permettre à tout moment de créer cette confiance et ces interactions au plus proche des communautés afin de faire remonter les besoins, préoccupations et attentes. Les volontaires basés dans les villages assument à ce titre une responsabilité importante et son les garant de cette redevabilité. La recommandation met en évidence le besoin légitime de continuer à travailler sur le suivi évaluation et redevabilité à la base mais cela ne devrait pas nécessairement se réaliser par le recrutement d'un staff supplémentaire.

5. Définition de certains indicateurs manque de précision (ces indicateurs ne sont pas SMART) ; Absence d'objectif général dans le cadre logique (impact à long terme) => La formulation du cadre logique doit être révisée pour faciliter la compréhension

Le cadre logique avait en effet quelques faiblesses particulièrement au niveau des indicateurs. A ce titre la recommandation est légitime et il est évident qu'il faudra y attacher plus d'importance lors du prochain programme (22-26). Le choix/libellé des indicateurs devra être réévalué au plus tôt, à l'issue des EVCA et de la révision de la baseline, afin de nous assurer du caractère SMART et réaliste de ceux-ci. Par contre, la formulation de l'objectif général ne nous apparait pas indispensable. Nous choisissons en effet de cibler notre intervention sur des changements mesurables dépendant directement de l'action des acteurs du programme.

6. Déséquilibre entre activités de renforcement des capacités et activités de réalisation physique => mettre l'accent sur les réalisations physiques lors de la phase de consolidation afin d'équilibrer la balance

Le programme a réalisé un certain nombre d'investissements (réalisations physiques) pour améliorer la cohésion sociale face aux enjeux (ex. banques céréales, magasin pour aliments), pour contribuer à mettre en place diverses AGR villageoises (ex. étang piscicole, plateforme, mare d'abreuvement, périmètre maraîchers) ainsi que pour renforcer les besoins en matière de production agricole notamment (ex. distribution de petits ruminants, de semences). Ces 'investissements' sont réalisés dans le cadre d'une approche de construction de la résilience visant à renforcer la capacité des populations à s'autonomiser. Cette autonomisation se fait également en renforçant leur connectivité avec les acteurs locaux ayant un

rôle technique/financier/institutionnel dans cette évolution vers la résilience. La recommandation met à juste titre l'accent sur le besoin de trouver cet équilibre entre réalisations physiques et renforcement de capacité, sachant toutefois que la vocation de la Croix-Rouge consiste avant tout à accompagner les communautés (approche services) plutôt qu'à réaliser des investissements onéreux.

7. Absence d'AGR pour le comité local (Koulikoro) pendant la phase de mise en œuvre du programme => *Prévoir une AGR pour le comité régional ou comité local pour les interventions futures* 

En gestion déléguée, nous laissons la possibilité au partenaire de définir les orientations du programme et assumer les choix en matière d'investissement (AGR institutionnelle). L'appui aux AGR institutionnelles (autofinancement de la CRM) ne peut toutefois dépasser 10% du budget total, afin, bien entendu, d'équilibrer les engagements en faveur des bénéficiaires. Le programme 17-21 a soutenu une AGR pour le comité local de Tominian, avec des résultats plutôt encourageants. Dans son nouveau programme, la CRB continue à encourager le développement de nouvelles AGR institutionnelles, selon les mêmes critères qu'en 17-21, et accorde une importance particulière à la crédibilité, la performance et rentabilité de chacune de ces AGR. La recommandation est donc pertinente et il apparaît en effet que CRB et CRM doivent continuer à renforcer leurs collaborations pour mieux identifier et formuler les opportunités en matière d'AGR en vue de les soutenir ensuite.

8. Absence d'AGR pour les comités au niveau villageois => Elargir l'appui aux activités génératrices de revenu (embouche/élevage, maraichage) à d'autres comités

Les AGR au niveau des comités villageois de la CR visent à encourager et 'récompenser' les volontaires CR pour leurs engagements et travail au sein de leurs communautés. L'appui aux AGR pour les comités villageois doit être considéré en tant qu'activité intégrée au programme de résilience communautaire et non en tant qu'appui institutionnel (tel que recommandation 7). Cette recommandation est légitime et nous engage à réfléchir plus largement et de manière innovante à l'intégration des initiatives volontaires CR au sein des programmes communautaires telles que décidés par les populations elles-mêmes et soutenues par le programme.

9. Absence de stratégie de sortie (désengagement assorti d'un plan et un budget afin de faciliter le transfert et le suivi des acquis par les services techniques) => Prévoir une stratégie de désengagement lors de la conception du projet

Le désengagement au niveau du département de Tominian est annoncé depuis le début du programme (2017), sachant que les mêmes communautés ont bénéficiés d'appuis durant le programme DGD précédent (14-16). Les activités y ont été menées en étroite collaboration avec les acteurs locaux et nous sommes donc confiant que ceux-ci continueront à poursuivre leurs appuis avec les moyens disponibles. Les activités du département de Koulikoro se poursuivent dans le cadre du nouveau programme (22-26). Les villages ne sont pas tous les mêmes mais le comité provincial CR soutenu par ce nouveau programme sera en mesure de maintenir une présence et offrir certains services pour continuer, dans la mesure du possible, à accompagner les communautés concernées. Les activités AGR communautaires analysées dans le cadre de l'évaluation, ne sont pas toutes totalement pérennes et il appartiendra aussi aux bénéficiaires de continuer à améliorer celles-ci pour obtenir de meilleurs résultats. La stratégie de sortie se construit avec les services techniques au cours du programme en les impliquant le plus possible dans les différentes activités. Cette recommandation n'est pas légitime en tant que tel mais nous engage toutefois à continuer de réfléchir aux voies et moyens pour pérenniser les résultats des acquis du programme.

10. Non prise en compte du genre dans sa globalité (ne se limite à la représentativité de sexe) => Tenir compte du genre dans sa globalité en initiant des activités en lien avec le genre (couches vulnérables)

La prise en compte du genre est en effet encore relativement complexe mais le contexte socio-culturel conservateur du pays ne permet pas toutes initiatives en la matière. La prise en compte de l'équilibre genre s'applique toutefois, dans la mesure du possible, à l'ensemble des couches sociales et aux différentes situations de vulnérabilité (y compris handicap) parmi les bénéficiaires. La spécificité des activités permet dans certains cas de promouvoir plus facilement l'autonomie des femmes (ex. AGR/groupement de femmes). De nombreux efforts sont également réalisés en vue d'accroître la

Date: 6/05/2022

participation des femmes aux organes de décision à l'échelle locale. La recommandation doit donc être nuancée, pourtant il est évident que la préoccupation genre restera une priorité importante dans le cadre du prochain programme. En effet, l'approche Protection, Genre et Inclusion (PGI) qui y sera appliquée, visera à une analyse holistique des situations que vivent les individus pour comprendre comment elles affectent les vulnérabilités de chacun en fonction de facteurs de genre, d'handicap/maladie, l'âge, le statut migratoire, etc. Cette approche permettra ainsi d'assurer que les principes de Dignité, Accès, Participation, et Sécurité (DAPS) soient appliqués pour penser chaque phase et activité du programme. Elle permet de travailler sur la prévention et la réponse à des aspects tels que la stigmatisation, la discrimination, la marginalisation et la violence basée sur le genre.

11. Absences des rapports d'activités ou d'études du projet au niveau des collectivités => Revoir le format d'envoi des rapports aux collectivités (format papier avec bordereau dument signé) ;

L'implication des collectivités a été une préoccupation tout au long du programme. De nombreuses réunions ont eu lieu avec leurs représentants afin de les informer des progrès dans le cadre du programme et échanger sur les perspectives. Nous considérons que ces formes de communication sont plus importantes et efficaces que l'envoi de rapports réguliers selon des processus formel. La recommandation nous semble donc inadéquate ; toutefois il reste utile de faire parvenir de temps à autre un document de synthèse rassemblant des informations clés utiles aux collectivités (enjeux, besoins, plaidoyer...).

12. Absence de mise en place de nouveaux comités sans l'appui du projet => Veuillez à ce que le comité régional de Koulikoro mette en place d'autres comités sans l'appui du projet comme ce fut le cas à Tominian

La mise en place de nouveaux comités villageois hors des zones d'intervention du programme est en effet conforme à l'approche Croix-Rouge visant à élargir sa base de volontaire/relais jusqu'au niveau le plus local. L'approche services à la population indépendante des financements extérieurs est idéale mais reste complexe à mettre en œuvre dans des contextes de vulnérabilité parfois extrême. La recommandation est légitime mais celle-ci ne cadre pas directement avec les objectifs du programme en question, priorisant ces interventions aux villages ciblés.

En conclusion, cette lettre de positionnement marque la fin du processus d'évaluation. Cette dernière nous a permis de nous arrêter et de prendre du recul sur les performances du programme. Par sa présence continue aux côtés du partenaire, la CRB s'assurera également que les recommandations formulées à destination de la CRM qui ont été acceptées, soient suivies et intégrées durant la mise en œuvre des prochains programmes.

DocuSigned by:

Stéphanie Remion

Directrice du Département International de la CRB